

14 Septembre 1979

Cher Ami,

Comme nous vous l'avons dit au téléphone, nous vous appellerons à la fin de la semaine prochaine pour fixer un rendez-vous de travail. J'achève le chapitre d'introduction au livre. Vous en connaissez déjà le fond : c'est une reprise de la communication écrite l'an dernier pour le congrès international de Varsovie; j'y ai fait simplement des modifications de forme répondant à la possibilité de parler plus directement et de façon plus personnelle de ce que nous devons à l'expérience de la guerre civile d'Espagne et à votre action durant cette guerre. Cette introduction devant être précédée d'un avant-propos qui explicite mon point de vue en écrivant ce livre, je vous envoie ~~l'avant~~ le projet de cet avant-propos en sollicitant votre avis.

Nous suivons avec intérêt et quelque inquiétude ce qui se passe en Euzkadi et les répercussions que cela peut avoir sur notre département des Pyrénées-Atlantiques.

En vous redisant notre fidèle amitié et à bientôt :

*Paul Vignaux*  
Paul Vignaux

17 Août 79

Sarniguet 65390 ANDREST

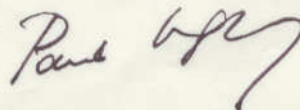
FRANCE

Cher Ami,

Je vous envoie la seconde série de questions annoncée dans ma lettre de la fin juillet. Les réponses me permettraient de rédiger le chapitre concernant votre biographie jusqu'aux élections de 1931. Nous pourrions ensuite aborder les chapitres concernant la guerre et les documents à citer. Il serait souhaitable de concevoir l'ensemble du volume durant les semaines de mon séjour aux Pyrénées d'ici à novembre prochain. C'est pourquoi nous désirerions beaucoup avoir de vos nouvelles : nous serons libres de nos mouvements dès la fin du mois d'août; il serait souhaitable de pouvoir vous rencontrer assez longuement ce mois de septembre quitte à vous retrouver ensuite pour terminer si possible le travail en commun avant la fin octobre. Que pensez-vous de ce projet?

Je m'excuse encore de vous poser tant de questions. Mais vous m'avez si amicalement demandé de le faire; j'espère qu'il vous sera possible de dicter des réponses en espagnol : cela faciliterait le travail de vive voix. J'aurai aussi à vous demander des conseils pour compléter ma documentation sur quelques points.

Nous suivons avec l'intérêt que vous n'ignorez point les événements d'Euzkadi et vous redisons, ma femme et moi, notre fidèle amitié :



Paul Vignaux

1931-1936 : de l'avènement de la République aux élections de Frente Popular

(principales références : Javier TUSELL, Historia de la Democracia cristiana en Espana II, 1974 - Antonio ELORZA, Ideologias del Nacionalismo Vasco, 1978 - Richard A.H. ROBINSON, The origins of Franco's Spain, 1970 - Stanley G. PAYNE, Basque Nationalism, 1975 )

1 - Dans cette période où vous n'êtes pas membre des Cortes, le lecteur demandera quelle fut votre activité professionnelle (tribunaux devant lesquels vous plaidez, entreprises dont vous êtes conseiller, d'après vos entretiens avec E. Ibarzabal, p. 96, quelle ~~activité~~ fut votre activité politique et dans quelle mesure celle-ci impliquait une vue générale de l'évolution politique espagnole ?

2 - Est-ce en accord avec vous que le 14 avril 1931 J.A. Aguirre, maire de Guercho, lance l'idée d'une République basque dans une fédération de républiques espagnoles (Rob. p. 48) et que commence l'étude d'un projet de statut ? Votre rôle dans la préparation du statut adopté à Estella le 14 juin 1931, y compris par la résolution proposée à l'Assemblée d'Arbeitia, (Ib. p. 81) *per voir, à quel titre ?*

3 - Etes-vous d'accord pour considérer que la question religieuse autrement dit le statut légal de l'Eglise et le sort des biens ecclésiastiques a dominé le débat des Cortes constituantes ? Votre sentiment de l'époque sur cette situation et la manière d'y faire face : que dire des interventions de Leizaola aux Cortes et du retrait de la minoria vasco-navarra ? et aussi de l'attitude du PNV à l'égard de la politique du nonce Tedeschini et du cardinal Vidal y Barraquer. La présence du PNV à la remise de la barrette cardinalice à Mgr. Tedeschini et l'absence de la CEDA ne manifestent-elles pas une divergence ?

Question subsidiaire : avez-vous un jugement sur l'influence de la franc-maçonnerie et les relations possibles avec des parlementaires franc-maçons ?

4 - Les incendies d'établissements religieux à Madrid, etc. ont été commentés dans Euzkadi par Ingracio de Aranizadi (Kikitza) cité par Tusell, p. 35, en ~~marquant~~ exprimant comme vous-même la différence entre l'attitude basque et l'attitude espagnole. Que dire de ce Kikitza qui manifeste une connaissance des problèmes généraux du catholicisme à l'époque et des références d'Euzkadi signalées par Tusell p. 96 à ces problèmes ? Qu'était José de Arceche citant en même que Cruz y Raya, Esprit et la Vie Intellectuelle ? Question importante pour montrer qu'avant même la guerre civile, le nationalisme basque n'était pas isolé du catholicisme européen.

5 - A propos des élections aux Cortes constituantes et de la candidature d'Aguirre en Navarre, ne faudrait-il pas insister sur la différence de situation du PNV à l'égard du carlisme en Navarre et en Biscaye et parler aussi du rapport entre PNV et gauche, spécialement socialiste, (Ibarzabal p. 76-77) ? Ne faut-il pas également reprendre la connexion que vous établissez entre le destin de la minoria vasco-navarra et la préparation de l'essai de pronunciamiento du général Sanjurjo (Ibarzabal, p. 103) ? L'attitude du PNV après l'échec de Sanjurjo n'a-t-il éloigné de la droite, et rapproché de la gauche ?

6 - Ne faut-il pas partir du statut d'Estella pour montrer - sur les points principaux (lesquels) - les modifications qu'a demandées son adaptation ~~à~~ à la Constitution de la République ? A cette occasion

évoquer l'évolution durant le bienio rojo des rapports du PNV avec la droite et la gauche espagnoles - également ses rapports avec les partis catalan et galicien (GALEUZCA)? Il conviendrait de préciser vos préoccupations et votre position de navarraï à l'égard de la recherche d'un statut pour trois provinces seulement (l'ouvrage récent d'Elorza p. 432-433 et note 16 fait état de vos critiques à l'égard du "bilbainismo" de la direction du Parti, ~~Annexe I~~).

2+ 7 - Insistant sur l'orientation sociale du PNV, Tusell cite une lettre de vous à Aguirre suggérant un "cambio programmatico", p. 51, annexe 2. Pourriez-vous en préciser le sens? Nous rencontrons ici le problème de l'idéologie sociale du PNV, généralement présentée aujourd'hui par des historiens sous influence marxiste comme idéologie d'une bourgeoisie nationale qui, malgré l'industrialisation, continue de se référer au passé idéalisé d'une société rurale sans contradiction de classes en même temps qu'à l'ideologia solidaria, ~~ix~~ dérivée du catholicisme social des sacerdots propagandistas auxquels Elorza attribue une influence majeure : Polycarpo Larranaga, Onaindia, Aitzol. Cette influence fut-elle si importante? Je préférerais pour ma part insister sur le fait que le nationalisme basque a permis un développement de la STV incomparable avec les vains essais de syndicalisme catholique espagnol.

8 - Votre sentiment sur le changement de situation électorale du PNV en novembre 1933 par rapport à juin 1931?

9 - Etant donné l'importance du problème agraire on souhaiterait - d'une part parler de l'attitude du PNV à l'égard de l'effort de Jimenez Fernandez durant le gouvernement ~~xxxx~~ Samper - votre évaluation de J. Fernandez; d'autre part reprendre ce que vous avez dit à Ibarzabal sur la solidarité du PNV à l'égard de l'Esquerra à propos de la loi catalane en faveur des rabassaires. (Avec le bienio negro j'aurai à situer la CEDA y compris la JAP Gil Robles, Angel Herrera en m'interrogeant sur les relations entre le milieu catholique nationaliste basque et le milieu madrilène d'Action catholique. Faut-il dire un mot d'Alexandro Lerroux et de ses radicaux en indiquant votre jugement?)

3 10 - Le chapitre II ~~ix~~-La rebeldia civil de 1934 - de votre Mémoire du 1er janvier 1938 attire mon attention sur le conflit entre le nationalisme basque et le gouvernement Samper, Robinson signale et interprète ce conflit en termes que vous avez à juger, Annexe III, en le liant au problème des conciertos economicos : j'aurai besoin d'une explication de votre attachement à ces conciertos pour des raisons sans doute tant de principe que d'intérêt économique basque.

11 - Je souhaiterais préciser l'attitude du PNV de la STV et votre jugement personnel à l'égard tant du mouvement révolutionnaire d'octobre 34 que de la répression qui l'a suivi.

4 12 - Votre réaction aux difficultés qu'a rencontrées durant cette législature le statut d'autonomie. Robinson a écrit "the PNV remained essentially separatist" en citant l'un de vos discours, Annexe IV.

13 - Eu égard au problème électoral de 1931 je reprendrai le refus de la délégation parlementaire basque de s'engager dans la coalition de droite recommandée par le Vatican en vous demandant de préciser les principales orientations de la campagne électorale qui vous a conduit aux Cortes.

4

de antiguos aberrianos, como Jemein o Eguileor, en la larga lucha por el Estatuto que el P.N.V. desarrolla entre 1932 y 1936 bajo el signo de la aceptación de la legalidad establecida. Así, tras reconocer la imposibilidad de llevar adelante el Estatuto de Estella se declara la intención de proseguir la campaña por la autonomía. "Pero no hay incompatibilidad, y si hay un deber taxativo, terminante, ineludible, de que, como vascos, hagamos al propio tiempo cuanto esté en nuestras manos para salvar nuestra lengua... ¡nuestro pueblo, en fin!" (212). Sólo por unos meses, la intransigencia pareció afirmarse cuando en la Asamblea Regional Bizkaina de 14 de febrero de 1932 fue elegido Luis de Arana Goiri como presidente del Bizkai-Buru-Batzar con Elías Gallastegui como secretario del Consejo. La hegemonía de los ortodoxos pareció significar durante esta fase el predominio de la movilización sobre la estrategia parlamentaria. El primer documento público del nuevo B.B.B. consistió, efectivamente, en un llamamiento "A los patriotas de Bizkaya" -Juntas municipales, batzokis, emakumes, obreros y patronos nacionalistas- con una clara exhortación: "cumplamos animosamente nuestro deber" (213). La actividad paralela de Manuel de Eguileor al frente del recién creado Euzko-Idazkaltza-Buruba (Secretariado General Vasco), con la atención preferente a las movilizaciones de masas y a la propaganda, que culminan en el primer Aberri-Eguna, constituye otro factor del nuevo sesgo que parece cobrar el nacionalismo sabiniano (214). En el plano estratégico, los acontecimientos siguen otra evolución y la Asamblea de los municipios vascos en Pamplona, el 19 de junio de 1932, se ve marcada por la gran derrota que representa la separación de Navarra del proceso estatutario vasco (215). En su correspondencia, destacados nacionalistas navarros como Irujo y Aranzadi (Manuel) pondrán de relieve el "bilbainis-

(212) "El Estatuto vasco. Por la vida de Euzkadi", *Euzkadi*, 17-I-1932.

(213) "De Bizkai-Buru-Batzar a los patriotas de Bizkaya", *Euzkadi*, 21-II-1932.

(214) Tras iniciar su funcionamiento en diciembre de 1931, el "Eibi" se propuso como primer fin para 1932 "la intensificación de la propaganda patriótica", organizando un Congreso Nacionalista Vasco, una fiesta anual "absolutamente confesional del Jel" (el Día de la Patria) y la reedición de textos clásicos sabinianos. Ver "Iniciativas de Euzko-Idazkaltza-Buruba (Secretario General Vasco) 1882-1932", *Euzkadi*, 6-I-1932.

(215) José Antonio Aguirre: *Entre la libertad y la revolución. 1930-1935*; cap. XII, pág. 265 y sigs.

mo" y los errores de la política nacionalista en relación al antiguo reino (216).

El viraje definitivo seguirá a la Sanjurjada y a la inmediata legalización de la autonomía catalana, que culmina con la firma del Estatuto catalán en la capital de Guipúzcoa. Los diputados vascos reunidos en el Palacio de la Diputación, nacionalistas en su mayoría, "apreciaron unánimemente que la situación política es por entero favorable a la próxima consecución de las aspiraciones autonómicas" (217) Y el B.B.B., al felicitar cordialmente a los catalanes, destacó asimismo "con justificada esperanza el que la República española haya iniciado la política de aceptación del hecho de la diversidad de los pueblos peninsulares, base natural del régimen político-jurídico futuro" (218). Completaron la maniobra el 23 de septiembre de nuevo los parlamentarios vascos nacionalistas, dirigiéndose ante las "presentes favorabilísimas circunstancias" a los Ayuntamientos del país para animarles a impulsar la campaña pro-estatuto (219). Quedaba así fijada la ecuación entre la ortodoxia de los principios y el posibilismo estatutista, corroborada por el viejo sabiniano Eguileor en réplica a Indalecio Prieto:

"Bástenos recordar que el nacionalismo vasco lo primero que hizo al tomar el acuerdo de coadyuvar a la conquista del Estatuto fue declarar pública y solemnemente que eso lo hacía sin el más mínimo menoscabo de sus aspiraciones totales, que en el orden político se condensan en la consecución de la *absoluta soberanía* de la patria vasca sobre si misma" (220).

(216) En enero de 1932, Irujo escribía a varias personalidades (Vicuña, Aguirre, Leizaola y Goñi) advirtiéndoles el peligro de que, por una propaganda insuficiente, Navarra rechazase el Estatuto vasco. El 25 de junio, lamentaba en carta a Aguirre que el P.N.V. aceptara el Estatuto para las tres provincias. Y, en noviembre del mismo año, Manuel de Aranzadi atacaba duramente al centralismo bilbaíno en la política nacionalista en Navarra. (Carta al N.B.B., de 3-XI-1932). Seis días más tarde, y ante el mismo N.B.B., Irujo hablaba de "la dirección omnímoda de Bilbao" sobre Navarra: "el N.B.B. es poco más que un intermediario, que recibe de una parte fondos para remitirlos a Bilbao y de otra órdenes para su distribución; que actúa no de Consejo Regional sino de oficina informante". Cartas conservadas en la Sección de Bilbao de los Servicios Documentales de Salamanca.

(217) *Euzkadi*, 16-IX-1932.

(218) *Euzkadi*, 13-IX-1932.

(219) "Un interesante llamamiento de varios de los parlamentarios vascos", *Euzkadi*, 25-IX-1932.

(220) Manuel de Eguileor: "Comentarios a un documento de actualidad", *Euzkadi*, 24-IX-1932.

negativo: anticonos hombres de nos contentemos gia. Es menester iendo las normas leguen los socia-undo la abolición lo histórico para ría a los de su : contra el mismo o de su trabajo.»

mente a quienes V, sino a sus escribía a Poli-mpesinos nacio-mpletamente de oy tenemos que le; todo lo que nos organizar y queada de tanto mente, el nacio-de propaganda. tar del problema más del setenta opietarios. dujera para los plitud. La rele-encias larvadas hora, el índice e había discu- el partido tenía al pontificia, tal del nacionalismo. doctrina había de na perfecta nacio- Vasco, que ahora na ocasión que del ado por el nacio-ón irresistible del

nacionalismo». Los nacionalistas vascos, sin embargo, no tenían inconveniente en admitir el aspecto positivo que había tenido el socialismo en lo que respecta a la resolución de un grave problema de la Humanidad. Pocos, entre los católicos peninsulares de la época, habrían podido escribir, como hizo Egizale, al conocerse la muerte de Albert Thomas: «¡Descanse en paz el ilustre socialista y quiera Dios que haya entrado en una de las muchas moradas que hay en la casa del padre!» Esta misma actitud era un buen índice de que la «democristianización» del partido avanzaba rápidamente. A finales de enero de 1933 se reunió una Asamblea del PNV en Tolosa, en la que se estudió, siguiendo una ponencia firmada por Irujo y Aguirre, una nueva organización interna del PNV más atemperada a las realidades que se vivían. No se solucionaba con ello, sin embargo, otro problema, como era el de dotar al nacionalismo de un programa ideológico de acuerdo con este nuevo rumbo. «Creo absolutamente preciso —escribía Irujo a Aguirre— que se piense en algo que sustituya al actual Manifiesto programa, que hoy no puede publicarse, que no encaja con la organización, que no recoge nuestra actual realidad, que no mira a lo futuro que tiene un corte tradicionalista vasco, que no responde a nuestra vitola racial nacionalista de raza remozada y de pueblo en renacentismo». Efectivamente, un cambio programático era necesario y el PNV trataría de llevarlo a cabo durante el segundo bienio republicano, aunque las circunstancias no llegarían a permitirlo.

A pesar de ello, el PNV utilizaría en sus polémicas con la derecha de una manera creciente el tema social. El Estatuto había pretendido, en sus apartados referentes a los temas de «Trabajo y Propiedad», ofrecer una solución a dicho problema. La labor de oposición al Estatuto era, por tanto, también un deseo de evitar las soluciones cristianas a los problemas sociales:

«Se trata de revolucionar toda la faceta social de los pueblos. Pretender acallar los bramidos del huracán revolucionario extremista con el hierro de la dictadura y contener los innegables avances de las fuerzas sociales organizadas con el imperio de formas monárquicas o procedimientos políticos que fracasaron estrepitosamente, es ignorar los términos del problema, es vivir, en este proceso evolutivo social, al día, sin visión en conjunto del problema, y, lo que es peor, es pretender engañar a un pueblo que ansía justicia y paz...

...¿Cómo juzgar la conducta de los que abrogándose, o mejor dicho usurpando la exclusiva representación de los intereses religiosos han hecho rodar por los suelos armas, medios, procedimientos y modalidades que se ofrecían a la mayoría católica de

*Anexo I X*

III-1932, 15-V-1932; 932, 2-XI-1932.

France III

gress was blocked by early April 1934 by Rightist support for the claims of Álava. The PNV was frustrated and the Monarchists delighted.<sup>171</sup> Having failed to enlist *Cedista* support, the PNV now began to drift towards the Left.<sup>172</sup> When the *Esquerra* withdrew from the Cortes in June, the PNV also withdrew at the request of the *Generalidad*.<sup>173</sup>

The PNV now found that it had to defend Basque economic privileges, all that had remained of Basque liberties since 1876. The central government, at the request of many deputies, wished to reduce the tariffs on wines, upon which the local finances of the Basque Country happened to depend; it also wanted to negotiate the inclusion of an income-tax into the 'economic arrangement'. However, the Basque negotiating body, the Temporary Provincial Committees, were staffed by Radicals at odds with the Nationalist town councils, and so the PNV asked the government to be allowed to hold elections on 12 August for 'the executive committee in defence of the economic arrangement and municipal autonomy in each Basque region'—a plan which Velarde, the Radical Governor, declared illegal.<sup>174</sup> The government said that it would not break the 'economic arrangement' and that elections could be held in due course, but stood firm on the illegality of a locally organised poll on 12 August.<sup>175</sup>

Aguirre, perhaps under pressure from his extremists, went ahead with the scheme, though in fact elections were held only by a minority of town councils. Many mayors were arrested and fines imposed.<sup>176</sup> Samper now tried to do a deal with the PNV, promising to give way over the elections if Basques would oppose the threatened revolution; neither the PNV nor Samper's colleagues accepted the plan. Instead, the PNV held a joint rally with the *Esquerra* and the Socialists at Zumárraga on 2 September, at which Prieto was the main speaker; there followed clashes with the police and many arrests. The Socialists then tried to bring the PNV into its revolutionary plans, but the PNV declined to rise save against a dictatorship or a restoration. Aguirre still pursued a policy of sacred egoism and held aloof from non-Basque causes: 'I conceive of my people fighting for its liberty and if necessary going to the ultimate consequences. But for foreign flags, no.'<sup>177</sup>

On Christmas Day 1933 President Maciá died and in January the Catalan Parliament elected Companys, leader of the *Esquerra*,

as the next Pre withdrew from *Esquerra's* use against the *Lliga* the lack of pro 14 January the of 420 of the 1,0 fore remained public'.<sup>181</sup>

With the *Lliga* the polls behind to the *rabassain* leases were to b having the optio land himself, he to be fixed at 4 land, if necessar years.<sup>182</sup> This 11 April; the *Lliga* principles for Catalan law now visited Madrid illegal, and in A in the Cortes a Guarantee.<sup>184</sup>

On 8 June the ment, by passio tion and the *Lliga* therefore null a the Cortes its in transferring which would p liberties'.<sup>183</sup>

The Monarc ment and the c on 25 June, S reaching 'hari Cambó and Ma and verdict ha

... given half their fortunes in the first ...  
... would now not give a tenth of their ...  
... an policy. He warned them that social ...  
... against revolution. By September, he ...  
... socratic who claimed to be Catholics

... ne, he said, the CEDA and the Radicals ...  
... 'in the camp of the Republic'. ...  
... erro was by now in old age and ...  
... to join the party 'whose discipline ...  
... nsciences'.

... : 'With this act . . . the problem of the ...  
... vely removed' (*ABC*, 25 June 1935). ...  
... mplied that the CEDA had sold out to ...  
... e Right. Romanones commented: 'The ...  
... Robles leaves no room for doubts. . . .  
... have hastened the opportunity for a ...  
... ions, has consolidated the Republic. . . .  
... the insecure and the unripe into the ...  
... 2, 11 July 1935).

... ntevedra, in *El Debate*, 9 July & 6 Aug ...  
... o, *República*, 142-3. 'I always prefer a ...  
... rogressive liberal Monarchy.'

... Gil Robles spoke about constitutional ...  
... on the need for a Leftist bloc to give

1935 Lerroux was the lion, Gil Robles

... rmm at or a quarter of the deputies to ...  
... rms. These reforms had to be drafted ...  
... in an absolute majority after 9 Dec 1935 ...  
... fore that date. If the bill were passed by ...  
... Cortes were automatically dissolved and ...  
... vere to decide on the reforms proposed. ...  
... 7 & 58 (& passim for his constitutional ...  
... aft in *DSC*, 5 July 1935 App. ...  
... the draft in the Cortes committee (*DSC*, ...  
... out against reform in April (*El Debate*, ...  
... ora, *Los defectos*, 60, wrote of the Left's ...  
... over reform.

... hat follow, are a synthesis of Gil Robles's ...  
... rdia (Barcelona), reprinted in *ABC*, 22

Nov 1934; speeches reported in *El Debate*, 23 Dec 1934 & 3 Mar 1935; his preface 'on the problem in Spain' (dated 1 May 1935) to A. Tardieu, *La reforma del Estado* (Madrid, 1935), 23-35; & his interview with the *Diario Español* (Buenos Aires), in *El Debate*, 31 May 1936.

93 The Traditionalist Toledo Robles interrupted at this point to exclaim: 'This is Traditionalism.' Gil Robles replied that this was more or less true, but that Traditionalism was not the exclusive property of any one party (*DSC*, 6 Nov 1934).

94 Cf editorial of *El Debate*, 4 Jan 1935: 'It is the State's business to promulgate laws that stimulate and favour the growth of the corporative shoots which the social body itself produces. But these shoots will not spring up if we do not first fashion the corporative social conscience. The individual, the corporative man, must be created before the institutions'—a very slow process.

95 Speech at San Sebastián, *El Debate*, 22 Oct 1935. He criticised the PNV's separatism and said he could not imagine a little parliament beneath the branches of the Tree of Guernica. He suggested the possibility of regional representation in a second chamber.

96 Text of Statute in *DSC*, 4 July 1935 App. At a PNV rally on 24 Nov 1935, Sabino Arana was quoted: 'We want a free and sovereign Country'; independence could be won by stages, the first of which was the Statute. Irujo said: 'It is not a problem of federalism or regionalism; it is a question of Country, and Euzkadi is the Country of the Basques.' In the Cortes, Monzón quoted Pidal to the effect that, if Castile broke the 1839 agreement, the Basques could also consider it void; he believed intransigence in Madrid would lead to separatism as it had in Cuba and the Philippines. Aguirre said: 'I proclaim . . . Basque nationality, Euzkadi, with sovereignty over its own destinies. So as to do what? . . . That depends more on you than on us'—yet 'the essence of nationality is total independence'. (Speeches in *DSC*, 5 Dec 1935.)

97 For details see Appendix 2.

98 García Venero, *Nacionalismo vasco*, 459-60: the PNV kept its hold in the hills.

99 The creation of this group was agreed by Gil Robles, Anguera de Sojo and Cirera at Saragossa (*El Debate*, 29 Sept 1934). Manifesto in *HCE*, II-8, 278. Cirera was head of the *Instituto Agrario Catalán de San Isidro*, the farmers' organisation.

100 Fortuny's *Partit Agrari Catalá* had offices in half the *pueblos* of the region (*El Debate*, 20 Nov 1934). Cirera's men kept control of the *Instituto de San Isidro* against opposition from the *Lliga* (*ABC*, 28 Feb 1935). They wanted little autonomy because a *Generalidad* favourable to the *rabassaires* would adversely affect their interests; there was an economic meaning behind the slogan 'Catalonia will be Spanish or it will die' (*El Debate*, 4 June 1935).

101 Its youth section complained of Catalanist recruits from the *Lliga*,

Appendix IV



14 de Septiembre 1979

7

M. Paul Vignaux  
5, rue Blanche  
95880 Enghien.

Mi querido amigo,

Contesto a su grata del 17 pasado y a la serie de preguntas que le acompañan.

Creo necesario plantear un problema que tiene mucha importancia para explicar los hechos sucedidos y mi actitud con relación a los mismos. Este problema es Navarra.

Desde el año 1200, Navarra vive separada de Alava Guipuzcoa y Vizcaya. Entre 1200 y 1512 a la línea de separación se la conocía con el nombre "de frontera de Malhechores", cuyo mero enunciado da a entender sus características. Desde 1512 Navarra vive unida a las tres restantes en la Corona de Castilla. Pone fin a ésta situación la Ley Derogatoria de los Fueros de Alava Guipuzcoa Vizcaya y Navarra de 25 de Octubre de 1839, que demarca la sanción aplicada al País Vasco por su participación en la Primera Guerra Civil española.

Cuando en 1931 comienza a tramitarse el Estatuto Vasco Navarra llevaba separada del resto del país 731 años. Y 731 años pesan mucho en la conciencia de un País.

Por vía de reflexión nos referimos al hecho de la subsistencia de Austria, país germánico, no obstante la formación de Alemania. La historia del Imperio Austriaco pesa mucho en los hombres y en las instituciones de aquel país. Algo similar sucede en Navarra.

Sabino de Arana y Goiri enunció la existencia de la Nación Vasca. El Partido Nacionalista Vasco fundado por él recoge y aplica sus principios y postulados. El País Vasco, Euzkadi, se concibe como una unión de unidades. Vizcaya Guipuzcoa Alava y Navarra tienen derecho a conservar desarrollar y aplicar a la práctica sus peculiares instituciones. En Navarra precedieron a Arana Goiri la Asociación Euskara y los republicanos federales. La asociación Euskara puede decirse que se fundió en el nacionalismo vasco. En cuanto a los republicanos federales, sus bases constitucionales afirmaban la República de Navarra, a la que tenían derecho de adhesión dentro de la península las restantes regiones vascas y la Rioja, y al norte de los pirineos la sexta merindad de Navarra.

Los navarros pertenecientes al Partido Nacionalista Vasco han insistido e insisten cerca de los restantes, para conservar la personalidad de Navarra. Así mismo llaman la atención de manera permanente sobre la necesidad que existe de llevar al convencimiento de Navarra la conveniencia de la unión vasca, no tan solo por motivos políticos y culturales, sino también por conveniencias de orden social y económico, que cada vez cobran más peso en la vida del país.

En las notas que acompañan al cuestionario que contesto vienen aludidos diversos documentos de reflexiones, quejas o impugnaciones relacionadas con el Estatuto y Navarra. No dispongo de las cartas y documentos que allí se mencionan porque todos ellos me fueron expoliados en 1936 con ocasión de la guerra civil. Pero puedo asegurar que tantos los atribuidos a Don Manuel de Aranzadi como los referidos a mi propia persona y gestión, todos ellos tienen por base la que dejo sentada, con los incidentes a que daba lugar su aplicación.

Otro problema aludido en los anexos mencionados se refería a la necesidad de mantener el programa político del partido, adaptándolo en cada momento a las circunstancias vividas, partiendo del supuesto de que los medios de acción propuestos eran siempre aplicaciones de derecho, sin dar lugar a violencia de ningún género.

Una norma constante en el P.N.V. fué la relación con Cataluña y Galicia, dentro del Estado Español, así como el contacto permanente con los países o grupos de países que fuera del Estado mantenían programas reivindicativos de su personalidad nacional.

Tras estas cuestiones previas paso a contestar a su interrogatorio.

- 1- En el periodo de las Cortes Constituyentes 1931-1933 yo no fui diputado, ni formé parte de las juntas rectoras de la organización del partido. Ejercí mi carrera de abogado. Seguí mis relaciones de orden industrial, y actué en política al servicio de mi ideario. Recuerdo concretamente una serie de mítines y conferencias dadas en todas las zonas geográficas de Navarra para plantear nuestros problemas, en unión de los señores Aguirre y Monzón. Era necesario - así lo reputábamos - que en Navarra se oyeran las voces del propio país unidas a las del resto de Euzkadi.
- 2- Yo no tuve conocimiento de la formulación concreta del 14 de Abril de 1931 realizada por el Sr. Aguirre como Alcalde de Guecho hasta que la misma tuvo lugar. Repito que no era parlamentario ni miembro rector del partido.

El primer proyecto de Estatuto fué confeccionado a instancia de la comisión de alcaldes que presidía el sr. Aguirre por la Sociedad de Estudios Vascos. La Asamblea de Apeitia a que se refiere el interrogatorio fué celebrada por los alcaldes guipuzcoanos y en ella se acordó unir a las facultades del País vasco contenidas en el ante-proyecto de Estudios, ~~hacer~~ la de concertar con el Vaticano el régimen de cultos. Este acuerdo había de dar lugar a una furiosa campaña contra el Estatuto desarrollada en los medios de izquierdas, motejándose a los vascos de cavernícolas, vasco romanos y vaticanistas. Sin embargo la guerra civil, desencadenada en 1936 había de poner de manifiesto la procedencia de aquella medida. El País Vasco regido por el Gobierno Autónomo de Euzkadi vivió en régimen de libertad de cultos, en tanto que en el resto del Estado, uno de los bandos hizo la religión obligatoria persiguiendo cuando no ejecutando a los descreídos, ~~en~~ mientras en el otro se cerraban o destruían los templos y se perseguían o asesinaban a los sacerdotes.

La Asamblea del 14 de Junio de 1931 tuvo lugar en Estella a propuesta mía. El mismo día habían obtenido autorización para celebrar un mitin las derechas en Pamplona, lugar fijado para la asamblea estatutaria. Yo propuse y fué aceptado que se trasladara a Estella, donde tuvo lugar, interviniendo en los trámites que le precedieron don Fortunato Aguirre, que pagó con su vida aquella y otras intervenciones que tuvo como alcalde de Estella.

- 3- Fervientes partidarios de la libertad religiosa, los diputados vascos se opusieron a todos los preceptos que negaran aquella libertad. En esas actividades destacó el señor Leizaola, actual presidente del Gobierno Vasco en el exilio. De igual manera los vascos recibieron y cumplimentaron a Mgr. Tedeschini asistiendo a la imposición cardenalicia del mismo, en contra de la actitud de los restantes grupos parlamentarios. De igual manera consideraron los méritos y virtudes del cardenal Vidal y Barraquer, que no mereció atención pareja de las otras formaciones parlamentarias.

En cuanto a la alusión a la francmasonería carecemos de recuerdos concretos que poder aportar.

-4- Los incendios de establecimientos religiosos fueron una atrocidad contra la que protestamos manteniendo hoy la misma actitud.

Estuvimos relacionados con diversos grupos europeos de manera singular demócratas cristianos. No recuerdo misión especial que fuera confiada a Don José de Arteche.

-5- A las elecciones constituyentes concurremos en Navarra tres candidaturas, derechas izquierdas y nacionalistas vascos. La junta de alcaldes pro estatuto llegó a un acuerdo para presentar candidaturas unidas derechas y nacionalistas vascos, que eran los que integraban aquellas juntas. En Navarra ni los nacionalistas vascos podíamos concurrir con las derechas ni estas hubieran sido propicias a una fórmula de unión. Se llegó a la misma a base de abrir un hueco en la candidatura al señor Aguirre que de tal manera, resultó elegido diputado a Cortes por Navarra y Vizcaya. Renunció a este último puesto y quedó diputado a Cortes por Navarra.

La minoría "Vasco Navarra pro Estatuto" duró hasta el pronunciamiento del general Sanjurjo. El diputado nacionalista vasco no podía concurrir en manera alguna a esta actitud. Por otra parte, la izquierda, en su mayoría, se había inclinado hacia el estatuto, lo cual obligó al diputado nacionalista vasco a tenerlo en cuenta.

-6- Decimos en el párrafo anterior como, inicialmente la derecha apoyaba el estatuto. El curso del tiempo permitió a la izquierda apoyarlo mayoritariamente, dándole trámite adecuado.

La relación con los grupos y partidos catalanes y gallegos se mantuvieron de manera permanente.

El ensayo de pronunciamiento del general Sanjurjo marca el momento en que la derecha en Navarra se separa del estatuto, dejando proyectado en el ambiente político la continuación de éste para Guipuzcoa Alava y Vizcaya.

-7- El partido Nacionalista Vasco se traducía cada vez con mayor claridad como una democracia social. Ello dió lugar a conversaciones mantenidas de palabra o por escrito sobre la conveniencia de llevar aquella orientación al programa del partido. Influyeron en esta actitud los sacerdotes don Policarpo Larrañaga, don Alberto de Onaindia, don José de Aristimúo y otros.

-8- En Vizcaya, Guipuzcoa y Alava el volumen de afiliaciones al Partido Nacionalista Vasco iba en aumento. En Navarra por el contrario aquel número se hallaba estacionario. La apreciación de este hecho dió lugar a muchas discusiones, no todas de grato recuerdo. Los navarros estábamos muy preocupados y no lo ocultamos.

-9- El Partido Nacionalista Vasco estimó en su valor el esfuerzo realizado por el señor Gimenez Fernandez desde el Ministerio. Lo dimos a entender reiteradamente. Nos encontramos mucho mas cerca del señor Gimenez Fernandez que de los restantes miembros de su grupo parlamentario.

En la crisis abierta a propósito de la Ley de Cultivos en favor de los rabasaires, nosotros, los vascos, nos volcamos cerca de los catalanes y de Cataluña. Ello dió lugar a diversos incidentes. En uno de ellos se pidió mi procesamiento, que el Congreso no consintió, denegando el suplicatorio. Nosotros fuimos a Cataluña y los Catalanes vinieron a Euzkadi.

-10- La falta de respeto a lo prescrito en los Concierdos Económicos dió lugar a la rebeldía civil de alcaldes y concejales vascos, que dimitieron sus cargos. Procesados por abandono de funciones, tuve el honor de defenderlos en Pamplona, San Sebastian y Madrid. Este hecho es conocido como la Rebelión Civil de 1934.

-11- El movimiento revolucionario de Octubre de 1934 fué un disparate técnico y laboral, acompañado de violencias reprobables, una de ellas la muerte del padre del actual Ministro del Exterior, hecho que condenamos entonces y cuya condena reiteramos hoy.

-12- Yo no recuerdo los discursos pronunciados en el parlamento. No puedo pues referirme concretamente a ellos. Pero sí puedo decir que nuestro programa político era la reintegración foral o lo que es lo mismo la vuelta al estado de derecho anterior a la Ley de 25 de Octubre de 1839. Aplicado este programa y con referencia a Navarra pues que yo soy navarro, ello quiere decir que pedíamos que Navarra quedara en unión ~~principal~~ ~~equi-~~ principal con la Corona de tal manera que, teniendo el mismo soberano, Navarra tuviera sus poderes legislativo, ejecutivo y judicial propios, pues que así reza en el pacto de unión de Navarra con la Corona de Castilla aprobado por las Cortes de Navarra y Castilla en 1515.

-13- Los diputados vascos fuimos al Vaticano a plantear problemas de diócesis y archidiócesis, inscripción de nombres de bautizados en lengua vasca, bilingüismo y otros temas conexos. El día que llegamos a Roma se disolvieron las Cortes de Madrid para convocarse las elecciones de 16 de Febrero de 1936. No pudimos ver al Santo Padre ni al secretario de Estado. El sub-secretario Mgr. Pizzardo nos dijo, sin rodeo de ningún género, que para ser recibidos en audiencia por el secretario de estado necesitábamos prometer ir en las elecciones unidos a los candidatos del Sr. Gil Robles. Nosotros le contestamos que no habíamos ido a Roma a recibir instrucciones electorales y nos volvimos a Euzkadi.

En las elecciones fuimos solos. Las ganamos en Vizcaya y Guipuzcoa y las perdimos en Alava y Navarra.

He contestado a las trece preguntas de su interrogatorio. Si algo no queda aclarado soy yo el que sigue a su disposición.

Con todos mis respetos y afectos a su señora envío a Vd. un fuerte abrazo

Manuel de Irujo

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V<sup>e</sup> SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

8  
4 M. Paul VIGNAUX  
5, rue Blanche 75008 PARIS  
95880 ENGHEN  
Tél. 989.99.73 633.55.33

26 juillet 1979

Cher Ami,

Lors de notre dernière rencontre à Paris vous m'avez demandé de vous poser des questions; en voici une première série que je vous envoie avant de quitter la région parisienne. Nous serons à partir de la semaine prochaine à Sarniguet, 65390 ANDREST, comme d'habitude. Il ne nous sera pas possible d'aller en Espagne avant la fin d'août. S'il vous était possible de dicter en espagnol des réponses aussi brèves que vous voudrez aux questions posées, je pourrais me mettre aussitôt à la rédaction de votre biographie jusqu'en 1931 : rédaction que vous pourriez ensuite relire. Je préparerai d'autre part une seconde série de questions. Peut-on espérer disposer bientôt du troisième tome de vos Mémoires ? Nous pourrions ensuite, durant mon séjour qui se prolongera dans les Pyrénées jusqu'au début de novembre, choisir les textes à citer.

Nous nous réjouissons de l'accord entre le PNV et Madrid sur le statut, espérant que la part prise dans les négociations par le Président navarrais de votre Parti contribuera à l'extension ultérieure à votre province.

Nous serons, ma femme et moi, heureux d'avoir de vos nouvelles et de savoir si vous demeurez à Pampelune les mois qui viennent. Croyez à notre très fidèle et sincère amitié :

*Paul Vignaux*

Paul Vignaux

Après une introduction expliquant en quels termes la guerre civile espagnole a fait problème pour la conscience catholique française, le livre doit vous présenter dans une biographie allant de 1891 à 1931 et de 1931 à 1936. Auparavant vous nous rendriez service en nous rappelant les dates de vos ~~stjé~~/voyages à Paris durant la guerre civile. Ce serait une question préliminaire .

Suivent des questions en deux séries inspirées par le livre de vos entretiens avec E. Ibarzabal. De ce livre nous tirons le sentiment que vous êtes pour ainsi dire né nationaliste basque "abertzale" sans problème, d'où les questions

1/ votre première éducation a-t-elle été bilingue ? usage à la fois du castillan et du basque dans votre famille et à l'école élémentaire ?

2/ conditions et circonstances du développement de votre culture basque durant vos études secondaires ? quelle était d'autre part la part d'enseignement de langues, de littérature et d'histoire espagnoles au collège d'Orduna ?

3/ parties Lettres espagnoles dans vos études littéraires à Deusto ? est-il possible d'avoir une idée de votre situation consciente de jeune basque à l'égard de la culture espagnole qui - apparemment - ne pouvait pas être pour vous une culture aussi étrangère que la culture anglaise ou française ?

4/ le milieu juridique où vous avez grandi et vos études de Droit n'ont-ils pas contribué à l'aspect délibérément humaniste de votre discours et de votre action politiques ? ... contribué à un universalisme qui subordonne le point de vue nationaliste basque à un point de vue plus général et plus fondamental d'homme et de chrétien ? De même vos études juridiques vous ont-elles conduit à préciser votre attitude de citoyen à l'égard de l'Etat où vous étiez placé - en distinguer les aspects : espagnol...monarchique...autoritaire ou démocratique ... ?

5/ votre éducation dans un milieu et dans des institutions catholiques ne vous a-t-elle apparemment donné aucune inclination intégriste mais semble-t-elle s'être associée sans difficulté à un libéralisme qui nous apparaît étranger à la tradition catholique espagnole. Pouvez-vous expliquer la situation où vous vous êtes ainsi trouvé - situation d'autant plus remarquable que de nombreux historiens signalent l'aspect intégriste du nationalisme basque antérieur à la Seconde République et à la guerre civile ? Avez-vous eu dès votre jeunesse un rapport intellectuel avec le mouvement international de libéralisme catholique à tendance démocratique et sociale ?

6/ Quand s'est donc posé à vous le problème du rapport avec le milieu espagnol laïque anticlérical soit en Catalogne soit chez les Républicains du reste de la Péninsule, notamment de Madrid ? Quand avez-vous eu connaissance du krausisme et de son influence ?

A ces questions d'ordre culturel nous en joignons une série plus directement politique également provoquées par vos entretiens avec Ibarzabal .

7/ Navarrais lié à Bilbao par l'activité professionnelle de votre père, ne pouvez-vous pas situer précisément l'un par rapport à l'autre le mouvement intellectuel navarrais des "Euzkalerianos" autour de Campión et le mouvement politique issu de Sabino Arana ? Si nous avons bien compris, le rapport entre votre père et Sabino se noue à la Gamazada; quel en est le développement lorsque votre père devient avocat de Sabino lors de son procès ? quel rôle attribuer à votre parent Aranzadi ?

8/ votre présentation de Sabino Arana pose beaucoup de questions : /  
- vous n'insistez pas sur l'aspect "raciste" ni sur l'aspect théocratique que plusieurs ouvrages récents ( Payne, Belza, Letimienda) relèvent dans les statuts originaires d'Euskeldun, Batzokija : expliquez ~~à~~ brièvement à partir de ce point de départ l'évolution idéologique du nationalisme basque .

- vous signalez l'influence sur Sabino Arana de son séjour à Barcelone, ne serait-ce pas l'occasion de parler du lien de sa réflexion avec l'éveil du nationalisme catalan et, plus généralement, de l'éveil d'un nationalisme démocratique chez les minorités nationales des Etats européens ?

- Beltza, El Nacionalismo vasco, Hendaye 1974, p. 89 prétend que le projet politique de Sabino Arana laissait expressément de côté le pays basque français; est-ce exact ?

- vous insistez sur l'orientation finale de Sabino vers la revendication d'autonomie : pouvez-vous préciser davantage les limites qui ont affecté l'influence de cette orientation ? Nous nous demandons en effet s'il n'y a pas inévitablement tension entre l'affirmation qu'Euzkadi est la patrie des Basques - Euzkadi et non l'Espagne - et la conception d'un parti de citoyens agissant comme tels dans l'Etat espagnol; nous pensons que la pratique de l'autonomie et du fédéralisme ~~peut~~ réduire cette tension. Telle est notre préoccupation quand nous vous demandons de préciser l'image que vous avez de Sabino Arana.

9/ dans quelle mesure votre conception du nationalisme basque **est-elle** liée au courant fédéraliste du républicanisme espagnol ( catalan, galicien...) ? à quelle époque cette liaison s'est-elle faite dans votre esprit ?

10/ la conception de la Navarre comme premier Etat basque auquel les provinces qui s'en sont séparées au Moyen Age devraient se réunir grâce à un statut d'autonomie est-elle une conception commune à tous les nationalistes ou une conception personnelle de Navarrais ? On ne peut poser cette question sans en avoir une autre dans l'esprit : le lien historique et la différence idéologique qu'il y a entre reintegracion foral et structuration institutionnelle de provinces basques en une personnalité nationale ne sont-ils pas à préciser puisqu'il s'agit d'une part d'un certain retour au Moyen Age, d'autre part d'un projet typiquement moderne ? Nous devons vous poser cette question puisqu'à votre avis le regard vers le passé, la référence à l'histoire sont trop ~~négligés~~ par la gauche .

11/ à la fin de vos études à Orduna vous êtes nationaliste et apparemment républicain; il semble qu'une conception monarchiste ne vous ait jamais tenté.

A Deusto, jusqu'à votre départ pour Estella en 1912, vous militez notamment en période électorale contre les monarchistes "mauristas". Nous avons noté la différence qu'il faudrait sans doute expliciter entre la mentalité du "centro vasco" et celle de la "juventud vasca", le caractère plus confessionnellement conformiste du premier milieu. Ne faudrait-il pas expliciter le sens de l'opposition entre "gora Euzkadi" des jeunes nationalistes et l'espagnolisme du Viva Espana des monarchistes ? Nous retenons aussi l'aspect social, antérieur à la fondation de la STV, de votre opposition au monarchisme; ce n'est cependant pas l'attitude de "classe" que présente la PSOE de Biscaye. Pourriez-vous expliciter cette conception sociale en précisant si elle doit quelque chose à "la doctrine sociale de l'Eglise" et montrant si possible comment contrairement aux affirmations des historiens marxistes elle n'est pas liée à une idéalisation de l'ancienne société basque essentiellement rurale et ne se réduit pas à une idéologie de classe moyenne, de bourgeoisie nationale ? Pouvez-vous préciser pourquoi en 1923 le socialisme est devenu dans votre pays un socialisme basque et pas seulement un mouvement de travailleurs immigrés ?

12/ dans quelle mesure et depuis quand votre activité d'avocat antérieure à 1931 vous a-t-elle mis en rapport avec d'autres provinces d'Espagne et notamment avec le milieu politique et intellectuel de Madrid ?

13/ Retenant l'influence de la guerre de 14-18 et la faveur des nationalistes basques pour les Alliés, devons-nous insister sur l'influence de l'émancipation des minorités nationales en Europe centrale ?

14/ que dire de votre action politique en Navarre jusqu'à la dictature de Primo de Rivera ? rapports avec les carlistes ?...avec le clergé ? ...avec la gauche républicaine ?

15/ pouvez-vous préciser l'esprit dans lequel vous avez accueilli la République et les nuances de cet accueil à l'intérieur du PNV ? y a-t-il eu dès le début préoccupation de l'anticléricalisme des Républicains espagnols ?

16/ votre présentation de la scission entre PNV et Comunion diffère d'autres interprétations : généralement la Comunion est opposée comme modérée et opportuniste à l'intransigeance révolutionnaire incarnée par Gallasegui promoteur de Yagi-Yagi. Ce mouvement n'exprime-t-il pas une tendance constante du nationalisme basque ? Vous insistez sur l'aspect humaniste de la Comunion que vous rattachez à Luis Eliade; vous opposez cet humanisme au recours à la violence; ne faudrait-il pas préciser davantage cette conception et votre opposition ? Pour nous, Français, qui attribuons à une conception humaniste ~~xxx~~ deux sources : l'une classique, c'est-à-dire gréco-latine, l'autre chrétienne, votre entretien avec Ibarzabal pose une question : dans quelle mesure la "formation humanistica-vasca" n'est-elle pas le résultat d'une certaine histoire, de certaines influences et pas seulement de dispositions ethniques antérieures au développement historique ? Question accessoire : attribuez-vous un rôle positif à la romanisation de la Navarre ?



14 de Agosto de 1979

M. Paul Vignaux  
5 Rue Blanche  
95880 - ENGHUEN

10

Mi querido amigo:

Contesto a su grata del 26 de Julio y al interrogatorio que la acompaña. Con respecto a la introducción, me parece útil recordarle la observación que en 1918 hizo Humbolt al llegar al País Vasco y estudiar su idioma. La semblanza que doy a continuación expresa bien el sentido de las razones del fundador de la Universidad de Berlín: En lengua vasca, extranjero se dice "arrotz" y huesped se dice con la misma palabra. De tal manera que el extranjero que se perdía en las selvas de la Vasconia en son de paz, era, por el mero hecho de ser extranjero, huesped y había que darle techo, cama y mesa.

Y Humbolt añade para dar virtud y significación al hecho, relacionándolo con el caso latino: En latín enemigo se decía "hostis". Como en Roma todo extranjero que no era amigo se le tenía, hipso facto, por enemigo, resulta que con el mismo vocablo se designaba al extranjero y al enemigo. Comparad ambas filosofías -dice el alemán-. Esta es una de las manifestaciones por la que se explica lo hondamente que ha penetrado el cristianismo en el vasco, porque el vasco era de alguna manera prevristiano.

No conviene olvidar esos antecedentes cuando se estudia concretamente el nacionalismo vasco fundado por Arana Goiri y seguido por nosotros. Y conviene tenerlo en cuenta sobre todo para poder explicarse cómo nosotros seguimos la causa democrática en unión de los republicanos que eran normalmente anticlericales y descreídos.

Los vascos somos demócratas. No imponemos nuestro ser cristiano a los demás. Simplemente mantenemos el espíritu de caridad cristiana y de solidaridad humana con respecto a los demás hombres y a los demás pueblos.

Yo soy hijo del que fue defensor de Arana Goiri. Voy a dar a Vd. una anécdota que refleja hasta dónde primaba la amistad entre nosotros. Arana Goiri y nosotros vivíamos en Bilbao. En nuestra casa, en alguno de los pisos, hubo algún caso epidémico y el médico recomendó a mi padre que me llevara a casa de algún amigo. Ese amigo fue Arana Goiri. En su casa pasé los días o semanas que el médico juzgó oportunos para librarme del contagio. Cuando Arana Goiri fue encarcelado, pidió a mi padre que le llevara al "mocete" y mi padre me llevó a la cárcel de Larrínaga siendo niño de corta edad, cuatro o cinco años. Crucé su rastrillo para darle un beso a Arana Goiri.

Arana Goiri cuando vio el problema nacional vasco encontró a nuestro país maltrecho, con su lengua olvidada y prostituida, sin que nadie se ocupara de manera seria y permanente de cultivar el genio y la cultura del país. Sus primeras intervenciones son gritos desgarrados del alma. Responden a un corazón herido en lo más íntimo de su querer en las circunstancias en que vivía el país de tal manera olvidado por los propios vascos y hollado por los extraños. Sus primeras expresiones responden a esa actitud mental y cordial. Cuando a un hijo se le muere su padre no es extraño que lance gritos desgarradores y exaltados. Y este es el caso de Sabino. Respondo al interrogatorio que sigue por su orden numeral.

1º.- Mi educación, tanto primaria como secundaria y superior, ha sido en lengua castellana.

Hice el bachiller en el Colegio de Orduña y las carreras de Derecho y Letras, en la Universidad de Deusto. El idioma de relación era el castellano. Mi padre intentó que yo aprendiera a hablar el euskera. Me llevó a la primera escuela fundada por D. Resurrección M<sup>a</sup>. de Azkue. Por circunstancias cuyo detalle no recuerdo, aquel intento no pudo tener realización y yo me quedé en el camino de aquel empeño.

2º.- Mis estudios se realizaron con arreglo a los programas españoles vigentes, comunes para todos y que no daban lugar a la enseñanza de la cultura vasca, sino de la española, expresada en castellana.

3º.- En Letras cursé latín, griego, hebreo y árabe. Latín ya lo había curado en el bachillerato. La lengua vasca no tenía cabida en los programas oficiales.

4º.- Los principios de Derecho los tratamos y bien tratados, en nuestros estudios oficiales. Desde luego aprendí en ellos a ser demócrata y humanista y mis inclinaciones eran más hacia lo republicano que hacia lo monárquico. La forma monárquica se me presentaba exclusivamente como un aporte recibido de la tradición que merecía todos los respetos que merece la tradición, pero no más.

5º.- No hay nada de particular que yo fuera abierto, humanista, Liberal, social. Tenía enfrente lo que a la sazón significaba el carlismo. Por otra parte para mí el Partido ha sido siempre para la patria y no la patria para el Partido. Por eso me diferenciaba sin esfuerzo de aquellos cuyas concepciones merecen de las gentes y merecen de Vd., la calificación de integristas.

6º.- La modalidad política española no se me ha escapado nunca. En España ha habido siempre, como hay ahora, hombres eminentes en el saber y en la cultura, con aplomo en su ser y discreción en sus modos de expresión, tolerantes sin perjuicio de sus íntimas convicciones firmemente mantenidas. Pero aludiendo a los temas a los que Vd. se refiere, la situación de España durante la última guerra civil, era la siguiente: Media España con religión obligatoria y perseguido o fusilado el que no compartía esa tesis. La otra media con las iglesias cerradas cuando no quemadas y con los sacerdotes disueltos cuando no procesados, condenados o muertos. Solamente la tierra vasca, gobernada por el régimen autónomo establecido en el Estatuto, vivió en régimen de plena libertad de cultos y pleno respeto y garantía para las creencias religiosas. Este es un fenómeno del cual no puede prescindirse para enjuiciar la época a que Vd. alude.

7.- El movimiento de los Euskaros navarros es anterior a Sabino de Arana. Pudiera considerarse como precursor. Del mismo formó parte mi tío D. Estanislao de Aranzadi. Los Euskaros concibieron un país vasco unido y definieron esta unión con el vocablo vasco "zazpirak bat" que quiere decir "las siete en una". Se trata de las cuatro regiones vascas, Alava, Guipuzcoa, Navarra y Vizcaya al sur del Pirineo y de las tres regiones, Laburdi, Baja Navarra y Zuberoa, al norte de la frontera. Hubo otros precursores: los republicanos federales. D. Serafín Olave reunió en Tudela, en los tiempos de la república española presidida por Pi y Margall la asamblea de los republicanos federales la cual elaboró unos textos que ofrecen la aparición de un país vasco unido, pero no con el nombre de Euzkadi, sino de Navarra.

Tanto Aranzadi como Campión, fueron amigos de Arana Goiri. Cuando tuvo lugar el movimiento foral navarro conocido por "la Gamazada" por ir dirigido contra el ministro español de Hacienda, Gamazo, Arana Goiri en un tren especial, con sus adeptos, se trasladó desde Bilbao a Castejón (Navarra), para festejar y aplaudir a la Diputación de Navarra y a Navarra misma.

8º.- Sabino no olvidó nunca al país vasco situado al norte de los Pirineos. Sabino era, además de ideólogo, político. Política es el arte de lo posible en cada caso. Lo posible es en la práctica lo aconsejable. Lo aconsejable no era plantear el problema político vasco a España y Francia al mismo tiempo facilitando la unión de ambas en contra de las aspiraciones vascas. Por eso comenzó por el sur que es donde él vino al mundo y que constituye la parte mayor del país vasco. Los mismos gestos tomados a Sabino por autores que dan lugar a que le consideren racista, estudiados con serenidad no pasan de fenómenos de actualidad adaptables a la misma política social vivida a la sazón. Lo permanente en Sabino es el derecho del pueblo vasco a vivir su propia vida, a hablar su idioma, laborar su cultura, dar cultivo a su propio genio civil y espíritu nacional. Las fórmulas políticas por las cuales se han aplicado estas aspiraciones pueden variar en cada momento de la Historia. Hoy, por ejemplo, si nos preguntan a los vascos si queremos que nos lleven las aduanas al

Ebro, seguramente contestaríamos que lo que queremos es que desaparezcan las aduanas del Bidasoa, porque a lo que aspiramos es a una Europa unida al servicio de lo continental y al servicio de la paz del mundo. Por eso y frente al gobierno de Franco, constituimos en París el Consejo Federal Español del Movimiento Europeo, de acuerdo con catalanes, gallegos, socialistas, demócratas y liberales de todo signo y de cualquier parte del estado.

Sabino Arana recibió en Barcelona los primeros impactos de los políticos demócratas y nacionales que en aquel entonces constituían la base del pensamiento europeo. La afirmación vasca no puede ser en ningún caso algo abstracto sino que ha de referirse a la realidad vivida en cada tiempo en la Historia.

Arana tuvo siempre como norma aplicar sus ideas y llevarlas a la práctica dentro de la ley, por medios legales y pacíficos. En cuanto le fue posible participó en las elecciones. Él fue diputado provincial y sus amigos fueron concejales del Ayuntamiento de Bilbao y de otros municipios vascos. El que Euzkadi sea la patria de los vascos no obsta para que los medios ejercitados para lograr aquella concreción sean legales y pacíficos.

9.- El año 1932 constituimos GALEUZCA -Galicia, Euzkadi, Cataluña-. Los vascos visitamos Galicia y Cataluña y catalanes y gallegos visitaron Euzkadi. Para nosotros la solidaridad humana es base inquebrantable y el derecho que de ella se deriva a vivir su propia vida, lo tienen todos los pueblos. No puede afirmarse que el hecho vasco y sus derechos inherentes se hallen ligados en su concepción y detalle a los restantes derechos nacionales peninsulares. Cada cual tiene su derecho. Lo que nosotros hacemos es tratar de coincidir en aplicaciones concretas hasta donde nos es posible. Es claro que entre un régimen unitario y un régimen federal, preferimos el federal, como entre un régimen unitario y un régimen autonómico, preferimos el autonómico.

10.- La concepción de Navarra como parte substancial de Euzkadi, la tenemos todos los vascos. El deseo de vincular el problema vasco dotándole de la fortaleza de la unidad, lo tenemos todos. Eso no quiere decir que existan vascos que siendo excepción a esta regla, animen un sentido de unidad española suficientemente fuerte como para no desear que lo vasco se halle dotado de su órgano propio de autogobierno. Concretamente en Navarra se da el caso de hombres y grupos políticos que no desean la vinculación de Navarra con Guipuzcoa, Alava y Vizcaya, sino que Navarra permanezca separada de ellas y unida a Madrid a través de una fórmula foral peculiar. Actualmente este fenómeno tiene su expresión política en el Estatuto Vasco que se tramita para Alava, Guipuzcoa y Vizcaya, dejando a Navarra el derecho de unirse al país autónomo así constituido, si el Parlamento Foral lo acuerda y ese acuerdo es refrendado por referendum.

11.- En Deusto, siendo yo estudiante en la Universidad, era también asociado a las actividades del Partido Nacionalista Vasco y apoyaba las candidaturas de este Partido contra los mauristas. Conocía el Centro Vasco y la Juventud Vasca. Las diferencias entre ambos puede decirse que eran entonces, como son ahora, las generacionales.

Los partidos políticos españoles que se constituyen en el país vasco y entre ellos el partido socialista, fueron objeto de evolución permanente. Los socialistas que se enfrentaban a Sabino Arana es posible que puedan ser denominados antivascos, pero hoy los socialistas vascos constituyen un partido dentro del Partido Socialista Obrero Español, pero con autonomía propia y con significación vasca, apoyando el Estatuto en primera línea.

El Partido Nacionalista Vasco, por convicción y por espíritu generalizado permanentemente ha tenido orientación social, compatible con la iniciativa y actividad individuales. Por eso no tiene nada de particular que vieran en mí y en todos aquellos hombres movidos por un sentido social auténtico que no necesitaba pedirle a Carlos Marx bases interpretativas. En 1919 fui elegido Diputado foral por Estella. El gobernador español

consiguió que la Audiencia me anulara el acta. En 1921 volví a ser elegido y esta vez no me fue el acta anulada. Ejercí el cargo hasta 1923. En 1923, reeligido nuevamente, volvió a serme anulada el acta. En España se había instaurado la Dictadura de Primo de Rivera. En 1926 fui puesto en prisión, pero a los pocos días quedé en libertad de nuevo. En 1930 cesó Primo de Rivera siendo sustituido por Berenguer. El Gobierno Berenguer devolvió la Diputación de Navarra a los Diputados forales elegidos por sufragio universal y yo volví a tomar posesión del acta nuevamente. Encontramos la Diputación de Navarra maltrecha. Fuimos a Madrid en gestión oficial el Vicepresidente, D. Joaquín Gastón y yo. En Madrid encontramos cerradas todas las puertas. El Sr. Gastón que era liberal monárquico me propuso que fuéramos a ver al Rey. Lo acepté. Nos recibió en el alcázar de Sevilla, sin sujeción a protocolo alguno. El Sr. Gastón, rodilla izquierda en tierra saludó al Rey empleando fórmulas que ya no se ven mas que en los cuadros del siglo XVIII. Cuando terminó, el Rey me enfocó con su mirada y yo hice mi presentación: "Señor, yo saludo a Vuestra Magestad desde la acera de enfrente". No hubo lugar a continuar la presentación porque el Rey me interrumpió con un gesto cordial diciendo: "Cuánto lo celebro. Yo soy tambien republicano, lo que pasa es que a mí me ha tocado nacer rey". Alfonso XIII se portó muy bien con nosotros, sacamos de él todo lo que él podrá darnos, como por ejemplo el Hospital de Barañain; este hospital había sido cedido a la Cruz Roja durante la Dictadura. El don de gentes y el sentido de humor de D. Alfonso nos dejó satisfechos de nuestra entrevista.

12.- En efecto, mi ejercicio profesional me llevó a darme de alta en los Colegios de Abogados de Tolosa, San Sebastian y Madrid. Ello facilitó la adquisición de relaciones personales, pero sin que llevara condición política al ejercicio profesional, salvo en Madrid donde me ocupé de la defensa de alcaldes y concejales vascos procesados.

13.- Lo que aparecía en la prensa respondía a la realidad en cuanto al ser y al sentir de los vascos educados por el nacionalismo en favor de la causa de los aliados y es claro que seguimos con atención la emancipación de las minorías nacionales en la Europa Central y mantuvimos relación con sus hombres representativos.

14.- En Navarra, durante los años que precedieron a la Dictadura de Primo de Rivera, surgió un elemento foral muy acusado entre los carlistas; nosotros apoyamos todo lo que pudimos este movimiento y llegamos a suscribir una "alianza foral" cuyas bases eran pura y simplemente el respeto categórico de los fueros del país abolidos por la Ley de 1839. La Dictadura y la República acabaron con aquella alianza foral.

15.- El nacionalismo vasco recibió a la República con palmas y de ella obtuvo, aunque muy tardíamente, el Estatuto Vasco aprobado en 1936.

16.- El problema de la "comunidad" planteado principalmente por D. Luis Elizalde era simplemente: El nacionalismo vasco no es tan sólo un partido político. Nosotros somos amigos personales, estamos mezclados y somos partícipes de los mismos asuntos. Nuestros hijos y nuestras hijas se unen en matrimonio. Constituimos más que un partido una civilización, una comunidad. Debiéramos tratar de fortalecer el partido con las ventajas que da esta comunidad de vida que nos es característica.

A esta actitud respondió la mayoría. Pero hubo una minoría que creyó oportuno continuar siendo partido y dejarse de comuniones. Fueron casi dos generaciones. La pugna terminó uniéndose la comunidad y el partido y dándole a la unión el nombre de partido que tenía antes de crear la comunidad. Creo que no se puede dar más transcendencia al hecho, cualquiera que sea el carácter de los comentarios a que en aquel entonces dió lugar. En definitiva volvió a llamarse PARTIDO Nacionalista Vasco, como se llama en la actualidad.

Algo que no puede perderse de vista es el espíritu que el Partido Nacionalista Vasco ha tenido siempre de adaptación a los tiempos vividos. Hoy, con el Mercado Común a la vista esperamos que el Estado Español ingrese en ese Mercado Común y que ese Mercado Común facilite a Europa el ejercicio de sus actividades en favor de la paz del mundo. Hoy el mundo está gobernado por un eje, Washington-Moscú. Un eje es símbolo de lucha, de pug-

na, de guerra. Es preciso que el mundo ofrezca un tercer punto a los dos anteriores, porque tres puntos determinan un plano que es símbolo de paz. Ese tercer punto no puede ser otro, en el momento actual de la Historia, mas que Europa Occidental. Nuestro deber de solidaridad humana nos obliga a intentar sacar el partido posible de la existencia, de la vitalidad y del ser y situación de Europa para facilitar la fórmula que nos conduzca a reforzar la paz del mundo que es la primera consecuencia de la solidaridad universal.

Querido Vignaux, creo que he contestado a todas sus preguntas.  
Le abraza,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Stefano', written in a cursive style with a long horizontal stroke extending to the left.

25/5/79

Amigo Vignaux:

Ayer, en nuestra conversación, al entregar a Vd. el primer tomo de la obra de Barllon y Arbelea "Iglesia y Estado" referida al Cardenal Vidal y Barraquer, olvidé el segundo tomo (Tercera parte e índices). Lo dejó en manos de Antonia Echarte, para que pueda Vd. recogerlo a su comodidad.

Perdón por el olvido y un cordial saludo extensivo a su Señora.

Muy suyo

# MINISTÈRE DES UNIVERSITÉS

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

12

## V° SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

45-47, Rue des Écoles, 75005 PARIS

633.58.41 - 633.55.23

4 Mai 1979

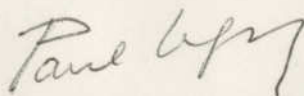
Cher Ami,

Tous mes remerciements pour le livre sur Vidal y Barraquer que j'ai emprunté il y a quelques jours. Cette visite à la Délégation m'a permis une longue conversation avec le Président Leizaola qui m'a mis au courant de la situation en Euzkadi.

J'ai aussi bien reçu en son temps la revue ALDERDI. Je croyais vous en avoir accusé réception.

Nous allons à Rome jusqu'au 20 mai; nous reviendrons ensuite à Paris du 21 au 31 puis nous rejoindrons les Pyrénées jusqu'au 25 juin.

Notre fidèle et très amical souvenir :



Paul VIGNAUX

13

23 Mars 1979

Cher Ami,

Votre éditeur de Madrid m'a récemment envoyé votre livre sur La guerre en Euzkadi avant la constitution du gouvernement basque. Je vous remercie de cet envoi en attendant le tome III de vos Mémoires.

Je pense toujours aux questions à vous poser et à votre documentation à utiliser. J'espère que nous pourrions travailler ensemble lors de votre venue à Paris. J'espère donc que celle-ci ne se situera point au moment où je dois me rendre à l'Université de Rome entre le 5 et le 20 Mai. Le livre que vous citez sur le Cardinal Vital y Barraquer est épuisé; j'espère aussi qu'il vous sera possible de me prêter votre exemplaire.

En vous redisant notre fidèle amitié. Très cordialement :

*Paul Vignaux*

Paul Vignaux



ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V° SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

M. Paul VIGNAUX  
5, rue Blanche  
95880 ENGHÏEN  
Tél. 989.99.73

14

10 Janvier 1979

Cher Ami,

Comme vous avez dû l'apprendre par une lettre que je vous ai envoyée en Angleterre, je comptais vous voir à Paris pour pouvoir utiliser les documents et les livres que vous avez rue Singer dont vous me parliez dans une lettre d'août dernier. M'étant ~~venu~~<sup>rendu</sup> hier à la Délégation j'ai appris que vous étiez revenu directement à Pampelune mais qu'après les élections de mars, vous espériez passer une quinzaine de jours à Paris. J'espère que ce sera l'occasion pour moi d'utiliser l'ensemble de votre documentation. Cependant, en attendant votre retour pour prendre connaissance de la totalité, il me serait utile pour gagner du temps d'examiner les livres dont la lecture me serait nécessaire et, éventuellement, de pouvoir les emprunter. Pouvez-vous m'en donner l'autorisation ?

Nous souhaitons, ma femme et moi, que les élections de mars et leur suite ne vous apportent pas trop de charges, qu'elles contribuent à la liberté et à la pacification de votre patrie et nous vous redisons notre très fidèle amitié :

*Paul Vignaux*

Paul Vignaux

P.S. Comme je suis le débat français sur l'Espagne dans le Marché Commun, je joins à cette lettre une intervention de mon ami Savary, président ~~du~~ socialiste du Conseil régional de Midi-Pyrénées, qui milite pour surmonter les obstacles à cette entrée.

26/4/79

M. Paul Vignaux

15

Mi querido amigo:

Tengo delante su grata.

Antonia Echarte me dijo días pasados por teléfono que tenía ya separado el libro del Cardenal Vidal y Barraquer para dárselo a Vd. No me ha dicho Vd. si recibió el núm. 282 de la revista ALBERDI que le envié desde Londres, en el que se reproducen los textos de nuestras relaciones con De Gaulle y su Consejo de Francia Libre. Ruegole tenga la bondad de hacermelo saber.

Con mis saludos a su señora.

Le abraza

31/3/79

16

Q/ Antonia:

Llegó Le Monde. Llegó también el impreso de la sociedad propietaria. Tod está bien. Muchas gracias.

Andres se casa en Junio con Maria Elena Echeverry, médico, hija de vasco francés, muy simpática, creo que ronda los cuarenta. Se casen en Junio.

Aquí estamos vueltos locos con las elecciones. Vamos mal aquí. Nos dan pal pelo los carcas. Ahora se llaman la carcas UCD, pero son iguales: carcas, franquistas, derechas, la misma cosa, en otro nombre.

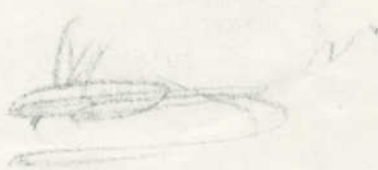
Paul Vignaux me pide un libro: El Cardenal Vidal y Barroquer. Tengo ahí dos ejemplares, uno en catalán, otro en castellano, traducido del catalán y comentado por Arbeloa, el cura de Navarra, que ahora es ~~socialista~~ socialista y senador. Están en el segundo estante sobre la mesa en el cuarto. Paul Vignaux vive en 5 rue Blanche 95880 Enghien Tel: 989.99.73. Haga Vd. favor de llamarle, de mi parte, y decirle que tiene Vd. el libro a su disposición.

Qué hay de nuevo por ahí?

Ha llegado de Caracas Maite. Ya sabe Vd. que murió su marido. Viene de boticaria a Estella. En el cuarto archivo frente al despacho, en la Dele, en las baldas del fondo, creo que en la tercera, quizá sea la segunda, estaba la colección del ALBERDI, de tamaño algo mayor que este pliego. Uno de los últimos números publica el pacto del Consejo Nacional Vasco de Londres con Francia Libre. Está en la portada y en el interior. Haga Vd. favor de verlo y decirme qué número es y qué fecha tiene.

Pello bien, mejor que cuando vino.

Mikel sigue aquí. Maru marchó a Inglaterra.



21/3/79

17

Amigo Vignaux:

Pienso que habría Vd. recibido mi carta del 19 de Enero. En ella le recordaba, principalmente, el número de ALDERONI que le envié desde Leigh-on-Sea, en el que se contiene la formación de la unidad militar vasca dentro de las Fuerzas Francesas Libres de Londres y el texto del pacto celebrado entre el Consejo de Francia Libre y el Consejo Nacional Vasco.

Hoy dispongo de ejemplares del último cuaderno impreso en Madrid y le envío un ejemplar, pues que, a juzgar por lo que han hecho en aquella editorial con otros encargos, se me ocurre que no habrían cumplido el que les di, para que remitiesen a Vd. uno, dándole sus señas personales.

Seguimos en jaleos electorales. Una vez terminados estos, pienso irme a París y tendré verdadero placer en saludarle.

Con mis afectuosos recuerdos para su Señora.

Cordialmente

Manel de Irujo

19/1/79

18

Amigo Vignaux:

Recibo su grata 10 cts, como recibí su anterior 20 Diciembre, a la que contesté el 10 cts. Desde Leigh escribí a Vd. incluyéndole en la carta una revista que transcribe el pacto estipulado por el Consejo Nacional Vasco de Londres con Francia Libre, la formación del Batallón Vasco en los rangos de Francia Libre y los motivos de la disolución de este batallón.

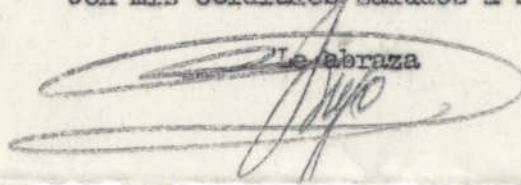
Sigo en mi propósito de dar una vuelta por París cuando terminen las elecciones municipales y tendré verdadero placer en verlo.

Tengo algunos libros en mi despacho de la Delegación y en el cuarto-archivo que hay frente al despacho. Puede Vd. verlos a su satisfacción. Pero la mayor parte están en mi cuarto, habitación num. 28 de 56 rue Boulainvilliers, que ahora ocupa Doña Antonia Echarte, la conserje de la Delegación, a la que Vd. conoce porque ella me ha hablado de Vd. alguna vez. Yo no sé si ella tendrá gusto en que entren en su habitación. Pero, como es muy llana, puede Vd. proponerselo. Por mí, como puede Vd. comprender, no hay dificultad alguna. Pero la verdad es que no quisiera violentarla, si ella no tiene gusto en que entren en su habitación. Bastante favor me hace con permitir que los libros y papeles estén allí.

Agradezco el texto de Savary, que refleja bien la actitud francesa respecto al ingreso de España en el Mercado Común, a propio tiempo que pone el acento en las dificultades del Sudoeste francés para mantener y desenvolver su economía.

Con mis cordiales saludos a su señora

Le abraza



— 4 —

## ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

\*\*\* Intervention d'Alain SAVARY

M. le président. La parole est à M. Savary.

M. Alain Savary. Mesdames, messieurs, dans ce débat sur l'élargissement de la Communauté européenne, pour les populations de la région de Midi-Pyrénées, l'Espagne n'est pas d'abord une donnée économique.

Toulouse et sa région ont tissé avec les peuples d'Espagne des liens étroits de solidarité durant les décennies de la guerre civile et de la lutte contre le franquisme. Une partie de notre population est composée d'immigrés contraints à l'exil et depuis longtemps intégrés à notre vie régionale et, avec leurs fils, à la vie politique nationale de notre pays.

C'est pourquoi les populations de notre région ont accueilli avec une joie particulière le retour à la démocratie que sanctionne l'adoption de la nouvelle constitution espagnole.

Nous espérons multiplier les thèmes et les chemins de la coopération de part et d'autre des Pyrénées, suivant l'exemple des universités et des chambres de commerce de Toulouse et de Barcelone.

C'est pourquoi, aussi, les populations de notre région ne peuvent qu'avoir une réaction politique favorable à la demande des principales forces politiques espagnoles, notamment celles de la gauche — parti socialiste ouvrier espagnol et parti communiste espagnol — de voir l'Espagne autorisée à participer pleinement à la CEE, avec les deux autres pays du sud récemment libérés de régimes dictatoriaux.

Mais les populations de notre région distinguent l'aspect politique de la question des conséquences économiques qu'une réponse positive risquerait d'entraîner pour la région Midi-Pyrénées si des conditions précises n'étaient pas posées et satisfaites.

La position politique de principe, le conseil régional de Midi-Pyrénées l'a rappelée dans une résolution adoptée à une large majorité lors de la session spéciale qu'il a tenue le 13 novembre dernier. Mais il n'en a pas moins vigoureusement affirmé que la situation de notre région s'était tellement détériorée qu'elle ne pouvait aborder la perspective de l'élargissement à l'Espagne de l'espace économique européen qu'après une très sérieuse remise en état.

Cette exigence est d'autant plus grande que la région Midi-Pyrénées, frontalière avec l'Espagne, est sur plus de la moitié de la frontière des Pyrénées aux avant-postes de la Communauté, alors même qu'elle est privée de moyens de communication directs, corrects et permanents avec ce pays.

Dans l'état actuel des choses, nos populations font trois constats.

Le premier vise les rapports économiques actuels avec l'Espagne, qui se détériorent rapidement sous l'effet des accords de 1970.

Le deuxième concerne la situation du secteur agricole qui se sent marginalisé par la politique et la pratique des autorités de Bruxelles, du fait qu'il s'agit d'une agriculture familiale diversifiée.

Le troisième, déterminant, a trait à l'ensemble de l'économie régionale que trois termes suffisent, malheureusement, à définir : sous-équipement, sous-emploi, sous-développement.

Premier constat : actuellement, la région Midi-Pyrénées tourne le dos à l'Espagne — ou l'Espagne lui tourne le dos — dans le domaine des échanges commerciaux : 5 p. 100 à peine de l'ensemble des échanges extérieurs de la région s'effectuent avec l'Espagne. Celle-ci refuse d'acheter les productions céréalières et animales dont dispose abondamment notre agriculture régionale parce que, ne faisant pas partie de la Communauté, elle peut acheter sur le marché international sans avoir à tenir compte de la préférence communautaire.

C'est ainsi que, en 1977, les achats espagnols de produits laitiers et de maïs à la région Midi-Pyrénées ont été réduits à trente tonnes pour les premiers et à cent tonnes pour le second. Inversement, l'Espagne nous vend déjà des fruits et des légumes frais et en conserve, en quantité croissante : quatre fois plus en 1977 qu'en 1970.

Mais c'est dans le domaine industriel que la situation devient catastrophique autant qu'aberrante, par l'effet des accords de 1970.

La région Midi-Pyrénées se trouve, à l'égard de l'Espagne, dans une situation d'économie dominée. Par le jeu des taxes et des contingentements, l'Espagne ne laisse entrer que des matières premières ou des produits peu élaborés qu'elle transforme à des coûts très inférieurs aux nôtres, grâce à son régime fiscal et

social. Elle réexporte ensuite librement en France des produits transformés qui viennent concurrencer, dans notre propre région, les productions de nos petites et moyennes industries spécialisées dans la mégisserie, l'ameublement, la mécanique de précision, la confection ou la papeterie.

On a déjà beaucoup parlé, au cours de ce débat, des conséquences des accords de 1970 au plan national, en liaison avec l'implantation en Espagne de filiales des grands groupes français. Voici l'autre volet, régional et frontalier, celui des petites et moyennes industries qui souffrent directement de l'attitude discriminatoire du Gouvernement espagnol — contingentements, règlements, etc. — et du déséquilibre tarifaire.

Deux conclusions se dégagent déjà de ces premières observations schématiques : il est urgent d'entreprendre la révision des accords de 1970 en tenant compte des intérêts de nos petites et moyennes industries ; il importe que, le jour venu, l'Espagne soit intégrée à la Communauté économique européenne, supprime les barrières réglementaires et tarifaires inégales, mais surtout respecte la préférence communautaire au profit de nos productions céréalières et animales et rompe dans ce domaine ses liens privilégiés avec les Etats-Unis.

Deuxième constat : l'agriculture de la région Midi-Pyrénées est très diversifiée et repose sur la petite et moyenne exploitation. C'est à la fois sa force et sa faiblesse.

François Mitterrand et Gaston Defferre ont déjà dit notre exigence à la fois d'une refonte, d'une réorientation de la politique agricole commune corrigeant les distorsions entre pays et limitant les marges du jeu spéculatif et de son extension aux productions dites méditerranéennes avant tout élargissement de l'Europe agricole. Notre région et tous les agriculteurs de la région Midi-Pyrénées ont, depuis longtemps, fait leur cette double exigence.

Mais il y a plus. Nous constatons une discrimination au détriment de nos régions périphériques où ne règne pas la grande culture mécanisée et hautement capitalisée des plaines du Nord. Une étude de la chambre régionale d'agriculture démontre la faiblesse des dépenses du FEOGA par actif agricole dans la région Midi-Pyrénées, nettement inférieures à la moyenne française et notamment des régions du Nord, de l'Est et de la région parisienne.

Si l'on veut être plus précis encore et porter l'analyse au niveau départemental, on s'aperçoit par exemple que l'Ariège, les Hautes-Pyrénées et le Tarn-et-Garonne n'ont reçu à eux trois que 5,18 p. 100 des concours du FEOGA, octroyés dans la région. Le maintien d'une paysannerie n'intéresserait-elle pas Bruxelles ?

Par ce biais est posé le problème même du sous-développement régional, processus cumulatif qui est alarmant dans le secteur agricole.

Troisième constat : dans l'état actuel des choses, la région est incapable de faire face à la perspective d'un élargissement à la péninsule ibérique de la Communauté, incapable de profiter des chances qui s'offriraient ainsi à elle, incapable de résister aux pressions qu'elle subirait alors, non pas parce qu'elle « doute d'elle-même », comme l'a déclaré M. le Président Valéry Giscard d'Estaing, mais parce qu'elle est sinistrée par le laisser-faire, érigé en dogme et par l'inaction des pouvoirs publics.

La région frontalière Midi-Pyrénées est dépourvue de réseau de communication digne de notre temps, elle n'a aucune liaison moderne avec le Nord et elle ne peut communiquer valablement avec le Sud de l'Espagne. La première autoroute complète qui relie Bordeaux à Narbonne, c'est-à-dire l'Ouest à l'Est, apparaît seulement à l'horizon de 1982. De rapport en rapport, nous attendons toujours la décision de percement des Pyrénées pour établir une liaison routière permanente avec l'Espagne. Quant au réseau routier régional, il est nettement insuffisant.

Les liaisons ferroviaires et aériennes transversales, interrégionales, et avec l'Espagne sont, elles aussi, loin d'être satisfaisantes.

Une région enclavée aux portes de l'Espagne, tel est le résultat de la politique du Gouvernement pour la région Midi-Pyrénées !

Une région qui perd sa substance, ses hommes, voilà qui est déterminant et nous fait parler de sinistre. Cette région est la quinzième de France par son taux de croissance de la population par an, qui est de 0,6 p. 100, tandis que la population active a diminué de près de 4 p. 100 en vingt ans. Le nombre d'actifs agricoles à lui seul a baissé des deux tiers depuis 1954. Il ne reste que 150 000 agriculteurs sur 400 000. Le taux de chômage officiel est toujours en progression et représente 6 p. 100 des actifs.

La crise est profonde dans le domaine industriel parce que votre politique de libéralisme et de concentration des moyens

de financement sur les plus forts condamne les petites et moyennes industries qui constituent le tissu de notre région. Les quelques grandes entreprises nationales implantées dans notre région, suivant cette même politique, ne pratiquent aucune action de diversification industrielle au profit des petites et moyennes entreprises régionales.

La région Midi-Pyrénées est exportatrice de capitaux — à hauteur de 2 milliards de francs en 1974, dernier chiffre connu — par un paradoxe apparent qui révèle la profondeur du sous-développement.

La région dispose d'un potentiel agricole considérable. Celui-ci est déjà sous-exploité et il risque d'être abandonné. S'agissant de l'agriculture régionale, une paysannerie petite et moyenne bien structurée par la coopération s'est lancée dans la modernisation avec un handicap certain du fait même de son caractère diversifié et familial.

Le taux de revenu des entreprises agricoles permet tout juste de rémunérer les facteurs de production sans assurer ni l'auto-financement ni même un fonds de roulement. On assiste ainsi à un processus cumulatif d'appauvrissement des exploitations en même temps qu'à un surendettement des coopératives, qui se traduit par un exode rural impressionnant.

Parallèlement, la puissance publique se refuse à mettre en œuvre le programme d'aménagement hydraulique que réclament depuis des lustres les agriculteurs et les élus pour donner toute sa puissance à notre agriculture. Elle ne parvient pas non plus à favoriser l'implantation du complexe industriel agro-alimentaire qui seul pourrait valoriser nos productions.

Face à ce tableau, la région réclame, depuis des années, un effort exceptionnel des pouvoirs publics en termes financiers, et aussi une réelle décentralisation des responsabilités, au moins dans le domaine économique. En effet, les petites et moyennes entreprises, qu'elles soient agricoles ou industrielles, n'ont pas l'oreille de Paris; elles échappent aux préoccupations directes du pouvoir central. En 1976, nous avons élaboré un plan. Non seulement le Gouvernement ne l'a pas pris en compte, mais il n'en a jamais discuté.

Aussi, en entendant le Président de la République déclarer qu'il va mettre en chantier un plan de développement du Sud-Ouest, en concertation avec les assemblées régionales, nous ne pouvons que répondre: enfin!

Nous ne faisons pas la fine bouche, nous ne refusons pas la discussion, nous réclamons des actes car les études sont déjà nombreuses et avancées.

Nous réclamons l'inscription au budget de 1980 d'un échéancier précis. Nous réclamons des actes et des engagements. A cet égard, nous avons présenté, lors de la réunion de travail du 13 octobre dernier à l'Élysée, un ensemble de propositions permettant de rompre le cercle vicieux de l'appauvrissement par une politique de développement régional créatrice d'emplois et d'activités. Je ne les développerai pas ici car elles sont bien connues des pouvoirs publics et des populations de notre région. Ce n'est pas l'élargissement de la Communauté à l'Espagne qui justifie ce plan décennal, mais l'effondrement de notre économie régionale, le sous-équipement et la saignée démographique de notre région.

Il n'en reste pas moins que la région Midi-Pyrénées ne pourra jouer le rôle dynamique auquel elle aspire dans un espace économique qui effacerait les Pyrénées, que dans la mesure où ses emplois, ses capitaux, ses équipements, ses moyens matériels et humains, en un mot, sa capacité propre de vie et d'action, lui auront été restitués auparavant.

Qu'il me soit permis de faire observer que la politique d'abandon, ou de négligence, conduite par l'Etat centralisateur, dont souffre la région Midi-Pyrénées, se retrouve sous une autre forme au niveau de la Communauté économique européenne, qui apparaît comme trop exclusivement tournée vers les plus puissantes structures économiques de l'Europe septentrionale.

Si la politique régionale, au profit des zones marginales ou périphériques de l'Europe des neuf, est déjà très insuffisante, le moins qu'on puisse dire est que le Gouvernement ne l'incite point à plus d'audace. On l'observe à travers l'occultation dont fait l'objet l'emploi des crédits du Fonds européen de développement régional en France.

A cet égard, je reprendrai la revendication selon laquelle les régions devraient, sinon avoir une diplomatie propre, du moins pouvoir traiter directement avec les instances de Bruxelles les problèmes qui les concernent, exprimer leurs besoins et discuter des projets. En outre, elles devraient avoir l'assurance que ce qui leur serait accordé par la Communauté ne viendrait pas en déduction de l'effort national. Jusqu'à présent, cette revendication n'a pas été satisfaite. Or, on ne pourra pas vraiment parler de politique régionale tant que subsistera le système aberrant qui existe aujourd'hui.

A travers l'actuel problème du système monétaire européen, on constate à quel point le Gouvernement français manque déjà de générosité dans l'Europe des neuf. Que sera-ce lorsque la « périphérie méditerranéenne » aura triplé de volume? A suivre cette politique, celle d'une certaine logique du profit, la Communauté, après son élargissement, risquerait de se transformer en un champ d'affrontements entre l'espace économique des riches et celui des pauvres, devenus nombreux. Dans cet affrontement, il déplairait à ceux de la région Midi-Pyrénées, qui sont déjà les périphériques, les oubliés de l'Europe des six, puis des neuf, d'occuper la plus mauvaise place: celle de la périphérie de l'espace économique dominateur.

Aurai-je composé de la situation un tableau trop pessimiste, voire partisan? Voici ce qu'en disait, le 13 octobre 1978, le Président de la République lors d'une réunion de travail à l'Élysée à laquelle les trois régions du Sud-Ouest étaient conviées et à laquelle vous preniez part, monsieur le ministre, en une autre qualité: « Les trois régions frontalières des Pyrénées ont en commun une démographie préoccupante, un sous-emploi industriel, enfin des structures agricoles dont la modernisation n'est pas achevée... Entre les deux derniers recensements — 1968 à 1975 — la croissance démographique de l'ensemble a été presque nulle... Le sous-emploi industriel est une autre donnée permanente à laquelle vingt années de politique d'aménagement du territoire n'ont pas apporté de réponse satisfaisante... Aujourd'hui, dans le grand Sud-Ouest, l'industrie n'apporte que 32 p. 100 des emplois contre 39 p. 100 dans la France entière. Et le taux général d'activité reste nettement inférieur à la moyenne nationale. Non seulement le taux d'emploi industriel est faible, mais il n'augmente guère... »

« A ces insuffisances structurelles s'ajoute l'orientation naturelle de la partie orientale du Sud-Ouest vers les productions méditerranéennes insuffisamment protégées ou aidées par les règlements communautaires. »

Ce discours témoigne d'une certaine lucidité. C'est la condamnation de vingt années d'inaction. Toutefois, nous regrettons que l'hypothèse d'un rattrapage pour le Sud-Ouest ne soit apparue qu'à l'occasion du problème de l'élargissement de la Communauté.

Ce matin, j'ai été surpris d'entendre M. Chénaut annoncer des éléments de la politique gouvernementale quant aux options et au volume des crédits. Le président du groupe parlementaire de l'union pour la démocratie française serait-il le porte-parole du Gouvernement?

Monsieur le ministre, confirmerez-vous les propos de M. Chénaut ou nous donnerez-vous des informations plus précises?

M. le Président de la République a annoncé l'élaboration d'un plan en concertation avec les assemblées régionales et avec les régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Aussi serait-il étonnant que ce plan soit déjà arrêté et que nous ayons la primeur de cette nouvelle à l'occasion de ce débat.

C'est aux actes que nous jugerons le Gouvernement, tant en ce qui concerne les négociations que l'élaboration concertée du plan décennal.

En conclusion, je souhaite que les conditions permettant la ratification soient réunies. Sans aucun doute, nous serions alors dans le droit fil de la solidarité internationale des travailleurs, du renforcement d'une Communauté capable, si elle le veut, de résister à la domination des sociétés multinationales et à l'influence américaine. Nous attendons beaucoup à cet égard de la coopération avec les mouvements ouvriers de la péninsule ibérique, notamment les Espagnols auxquels nous ne ferons jamais l'injure de penser qu'ils sont susceptibles d'œuvrer à une entreprise qui mettrait en cause leur indépendance nationale et leur liberté à peine recouvrée. De même, nous, socialistes, nous ne saurions accepter un tel reproche. Pour nous, l'intérêt de la nation, la défense des libertés et la solidarité des travailleurs peuvent et doivent aller de pair avec la construction européenne. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

10 enero 1979

M. Paul Vignaux  
ENGHIEN

Mi querido amigo:

Contesto encantado a su grata del 20 pasado. Deseo a Vd. y a su mujer un feliz año.

Su carta se cruzó con otra mía en la que le enviaba una Revista en la que se contienen los elementos sustanciales de la relación entre el Consejo Nacional Vasco y el primer Gobierno de la Francia Libre. Espero que le haya recibido Vd.

La convocatoria electoral ha producido como consecuencia el que yo me haya venido aquí directamente desde Londres. Hasta que no acaben las elecciones, no puedo pensar en ir a Paris, lo que haré hacia la primavera.

Con mis afectos a su señora y un abrazo cordial,



ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V° SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

45-47, Rue des Écoles, 75005 PARIS

633.58.41 - 633.55.23

21  
20/12/78

M. Paul VIGNAUX  
5, rue Blanche  
95880 ENGHJEN  
Tél. 989.99.73

Cher Ami,

Je peux vous annoncer qu'un de mes collègues, directeur d'une collection historique, vient d'accepter mon projet de livre. Reste à le réaliser le plus tôt possible.

Si je n'ai pas répondu plus tôt à votre dernière lettre, c'est que j'ai appris par le Président Leizaola votre visite à Paris sans doute le 8 janvier. J'espère qu'il vous sera possible de rester assez longtemps pour que nous puissions explorer les documents que vous avez laissés à Paris et voir ce qui devrait être utilisé. S'il vous était possible de me faire connaître d'avance les dates de votre séjour, je prendrais les moyens de garder libre tout le temps nécessaire (ci-dessus mon No de téléphone). Je n'ai encore rien reçu de Madrid ni non plus le troisième volume de vos Mémoires.

A l'occasion des fêtes prochaines nous vous exprimons, ma femme et moi, nos vœux fervents pour vous et tous les vôtres en vous redisant notre très fidèle amitié :

*Paul Vignaux*

Paul Vignaux

Edo. Tom Vignaux. Recibo  
la gratia 14 ct.

El editor ha quedado en-  
cargado de enviarle impresos  
los apuntes muy sobre la guerra  
cual que sea pides.

Gracias por tus frases muy  
amables.

En tu disposición  
para cualquier efecto para  
la presente

Muy feo  
Mo  
12/11/58

# ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V° SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

45-47, Rue des Écoles, 75005 PARIS

633-58-41 - 633-55-23

23

14 Novembre 1978

Cher Ami,

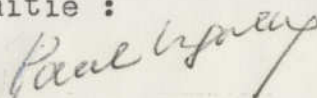
Nous ne voulons pas quitter les Pyrénées sans vous dire un mot du travail pour lequel vous voulez si aimablement m'aider.

Pour le moment je vous demanderai seulement de savoir de l'éditeur de Madrid quand je pourrai avoir communication du texte de votre historique de la Guerre en Euskadi avant le statut d'autonomie.

Dès que j'aurai un moment disponible, j'irai à la Délégation de Paris pour voir avec M. Leizola la documentation dont je peux disposer. J'aurai sans doute après cette visite des questions à vous poser par lettre.

Nous avons été heureux à la fois du courage et du succès avec lesquels votre Parti a organisé la manifestation contre le terrorisme où vous vous êtes trouvé à Bilbao au premier rang.

En vous remerciant des heures d'entretien que vous nous avez accordées, nous vous souhaitons, ma femme et moi, un bon hiver en vous redisant notre fidèle amitié :



Paul Vignaux

5 rue Blanche  
95880 Enghien, France

24

26 Mai 1978

Cher Ami,

Vous voudrez bien trouver ci-joint un exemplaire de la communication que j'envoie à Varsovie pour le Congrès d'histoire ecclésiastique comparée de la fin juin. Mention en sera faite par le rapporteur général de la Section sur la France. Votre jugement sur ce texte me sera précieux.

Je serais heureux d'envisager avec vous la possibilité de publications ultérieures en français sur cette période de notre histoire qui intéresse fort plusieurs de mes collègues. Projetant de me rendre dans les Pyrénées le mois prochain, je vous téléphonerai pour savoir s'il sera possible d'aller vous rendre visite à Pampelune.

Permettez-moi aussi de vous demander le nom et l'adresse du prêtre navarrais qui est député du PSOE aux Cortès : prêtre dont vous m'avez parlé et dont un théologien de Rome vient également de me parler. Merci d'avance.

En vous redisant la très sincère et fidèle amitié de ma femme et moi :

*Paul Vignaux*  
Paul Vignaux

V° SECTION

Sciences Religieuses

25

SORBONNE

Sarniguet

Vendredi 29 Septembre 1978

65390 ANDREST

FRANCE

Cher Ami,

Je vous renouvelle mes remerciements pour l'envoi du 2e volume de vos Mémoires et du petit livre d'Ibarzabal. La lecture de ces ouvrages m'a montré plus précisément ce qu'il était possible de faire. J'ai écrit à Jaureguy il y a un mois mais n'ai pas encore de réponse. Ayant passé deux jours à St-Jean-de-Luz, j'ai parlé longuement avec le chanoine Onaindia ~~et~~ le Père Iturralde étant absent. Cette conversation et les nouveaux documents dont je dispose m'ont confirmé l'intérêt historique de votre action dans le gouvernement de la République, votre action de chrétien et de libéral qui doit être le principal objet de mon travail.

Parmi les documents dont je dispose je retiens en particulier El Informe.... du président Aguirre récemment publié à Bilbao et les témoignages sur La Guerra en Euskadi qui viennent d'être réunis par un éditeur d'Esplugas de Llobregat. Parmi ceux-ci, le récit du député socialiste Miguel de Amilibia sur la guerre au Guipuzcoa doit sans doute appeler de votre part des rectifications. Tout cela m'a beaucoup précisé l'ensemble dans lequel votre action doit être située pour en dégager le sens. Le chanoine Onaindia a de son côté apporté dans La guerra en Euskadi un témoignage où apparaît très clairement son point de vue personnel.

Mes lectures me montrent que nous aurons beaucoup de choses à mettre ensemble au point lorsque il me sera possible de vous rencontrer. Un récent entretien m'a confirmé l'intérêt du travail projeté : j'ai discuté des années 36-39 avec un jeune collègue de l'Université de Toulouse spécialiste de l'histoire d'Espagne qui, à la lecture de quelques passages du tome II de vos Mémoires, a été extrêmement intéressé par mon projet; il désire beaucoup vous connaître et cherchera à vous rencontrer lorsqu'il ira en novembre donner des cours à l'Université de Madrid; c'est un catholique militant du Parti Socialiste, son nom est Jean-Pierre Amalric.

Comme prévu nous vous téléphonerons à l'approche de la mi-octobre pour déterminer les dates auxquelles nous pourrions aller vous rendre visite. A mesure que nous connaissons mieux les circonstances dans lesquelles vous avez dû agir, l'amitié que ma femme et moi avons dès notre première rencontre éprouvée pour vous s'approfondit. Nous vous en renouvelons l'expresskon très sincère :

*Paul Vignaux*

Paul Vignaux

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V° SECTION

Sciences Religieuses

S O R B O N N E

45-47, Rue des Écoles, 75005 PARIS

633.58.41 - 633.55.23

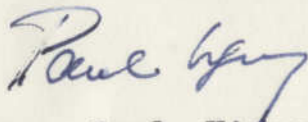
26 Août 1978

26

Cher Ami,

J'ai reçu hier le livred'Ibarzabal  
et me suis mis immédiatement à le lire.  
Il me sera très utile pour la mise au point  
de mon projet et d'abord des questions  
que je me propose de vous poser le mois  
prochain.

Ma femme se joint à moi  
pour vous redire toute notre amitié :



Paul Vignaux

# ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V<sup>e</sup> SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

10 Août 78

45-47, Rue des Écoles, 75005 PARIS

633.58.41 - 633.55.23

27

Cher Ami,

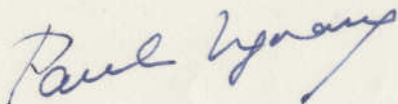
J'ai bien reçu il y a cinq jours le second volume de vos Mémoires. Je me suis mis à le lire, grand merci.

Je vous serai très reconnaissant de m'envoyer un exemplaire du livre sur vous d'Ibarzabal dont vous me parlez dans votre lettre du 4/8.

Quant à "Los Vascos en el Madrid sitiado", Leizaola a cherché pour moi les livres à la Délégation basque de Paris et ne l'a pas trouvé.

J'ai été très heureux d'apprendre votre approbation de mon projet, je vais en préciser davantage l'organisation avant d'aller vous rendre visite en septembre.

Ma femme se joint à moi pour vous redire notre fidèle amitié :



Paul Vignaux

Sarniguet  
65390 ANDREST

4 de Octubre 1979

M. Paul Vignaux  
Sarriguat  
65390 ANDREST

Amigo Vignaux,

28

Ayer fueron enviados por correo los textos del Estatuto Vasco aprobado en Guernica y en Las Cortes. Este último es el sometido a referendum.

La disposición adicional aprobada por el Senado a propuesta de los vascos dice así:

Primera.

La Constitución reconoce y garantiza los derechos históricos de los territorios forales, cuya reintegración y actualización se llevará a cabo de acuerdo entre las instituciones representativas de dichos territorios y el Gobierno. A este efecto se derogan, en cuanto pudieran suponer abolición de derechos históricos, las leyes de 25 de octubre de 1839 y 21 de julio de 1876 y demás disposiciones abolicionistas.

El estatuto de autonomía que se elabore para la incorporación de los derechos históricos al ordenamiento jurídico será sometido a referendum de los territorios afectados y al voto de ratificación de las Cortes Generales y en caso de ser ulteriormente aprobado, será promulgado como ley. En ningún caso podrá ser lesionada la foralidad actualmente vigente de Alava y de Navarra.

Su modificación se acomodará a este mismo procedimiento. "

En el Congreso, a instancias de U.C.D. ( el Gobierno) el parrafo anterior fue sustituido por el siguiente:

Disposiciones Adicionales

Primera

La Constitución ampara y respeta los derechos históricos de los territorios forales.

La actualización general de dicho régimen foral se llevará a cabo en su caso, en el marco de la Constitución y de los Estatutos de Autonomía. "

La Disposición Transitoria Cuarta dice:

" 1.- En el caso de Navarra, y a efectos de su incorporación al Consejo General Vasco o al régimen autonómico vasco que le sustituya, en lugar de lo que establece el artículo 143 de la Constitución, la iniciativa corresponde al Organismo Foral competente, el cual adoptará su decisión por mayoría de los miembros que lo componen. Para la validez de dicha iniciativa será preciso, además, que la decisión del Organismo Foral competente sea ratificada por referendum expresamente convocado al efecto, y aprobado por mayoría de los votos válidos emitidos.

2 - Si la iniciativa no prosperase, solamente se podrá reproducir la misma en distinto período de mandato del Organismo Foral competente, y en todo caso cuando haya transcurrido el plazo mínimo que establece el artículo 143. " (cinco años).

La Disposición Derogatoria número 2 de la propia Constitución reza así:

" 2 - En cuanto en cuanto pudiera conservar alguna vigencia, se considera definitivamente derogado el Real Decreto de 25 de octubre de 1839 en lo que pudiera afectar a las provincias de Alava, Guipuzcoa y Vizcaya. "

"En los mismos terminos se considera definitivamente derogada la Ley de 21 de julio de 1876."

Pienso que he trasladado a Vd. todos los datos que me pedía. Si alguno quedara pendiente soy yo quien queda a su disposición.

Con mis respetos y afectos a su señora le envío un fuerte abrazo



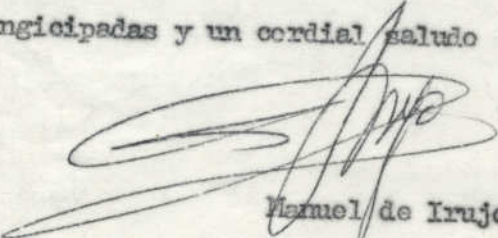
2/9/79

29

Sr. D. Florencio Idicate

Mi querido amigo: N. Paul Vignaux, profesor de la Sorbona, quiere ver unos libros. Me permito presentarle al profesor y al amigo, al que conozco hace muchos años y cuya solvencia intelectual y moral he podido comprobar. Celebraría mucho que Vd. pudiera ayudarlo en la búsqueda que intenta para completar sus estudios.

Gracias Angicipadas y un cordial saludo



Manuel de Irujo

P.S. J'ai oublié de vous signaler qu'Arbeloa nous a dit avoir vu à la bibliothèque de Salamanque une collection de lettres échangées entre vous et Aguirre; il pourra certainement vous préciser quelle période cette correspondance concerne.

V° SECTION

Sciences Religieuses

S O R B O N N E

Sarniguet  
65390 ANDREST  
FRANCE

11 Octobre 1979

31

Cher Ami,

Nous avons bien reçu les deux exemplaires du statut d'autonomie que je vous avais demandés; grand merci.

En relisant l'introduction au livre qui porte sur l'évolution de l'opinion française, j'ai retrouvé la référence à l'aide apportée par l'évêque de Lourdes Gerlier à l'évacuation des blessés républicains de la poche de Biélsa. Lizarra mentionne la visite que vous aviez faite à Mgr Gerlier: je suppose que c'était en janvier 38; si vous avez un souvenir plus précis de l'accueil de cet évêque que j'ai pas mal connu, je serais heureux d'en parler avec plus de précision (dans Lizarra, p. 250-251) .

Nous avons eu un entretien avec Arbeloa: étant donné son goût de la documentation les deux volumes de vos Mémoires sur la question religieuse l'intéresseraient certainement et l'instruiraient sur un passé qu'il connaît assez pour y situer votre action; la conversation avec lui nous a été très utile et agréable.

Nous devons surtout vous remercier chaleureusement de votre si cordial accueil, de tout le temps que vous nous avez consacré, de la clarté avec laquelle vous avez répondu à nos questions. Nous avons été très heureux de retrouver votre fille dont nous avons gardé le souvenir et sa coopération nous a été très sensible.

Nous vous redisons notre très sincère et très fidèle amitié :

*Paul Lizarra*

5 de febrero de 1980

M. Paul Vignaux  
ENGHIEN

32

Querido Vignaux:

Mil gracias por sus amables líneas. Que Dios otorgue a Vd. y a su encantadora mujer mucha felicidad durante el año y que las cosas le salgan bien.

Aquí andamos con dificultades. De una parte el Gobierno se encarga de ir aprobando leyes orgánicas, cada una de las cuales reduce el ámbito y facultades del Estatuto de autonomía. De la otra, los caballeros de ETA se encargan de crear la situación que Vd. conoce. Es preciso superar ambos inconvenientes. Y eso no es fácil. Va a costarnos trabajo. Que las cosas le salgan bien.

Un cordial saludo,



EL DIRECTOR  
DEL ARCHIVO REAL Y GENERAL  
DE NAVARRA

Florencio Idoate

Pamplona, 19 de octubre de 1979

Sr. D. Manuel Irujo

33

Amigo don Manuel:

En su día atendí al Sr. Vignaux, Profesor de la Sorbona, acompañándole yo mismo a la Biblioteca Provincial, puesto que lo suyo era cosa de bibliografía, de que está bien este Centro, en lo que cabe. Ciertamente, no es muy abundante en este tema concreto del Sr. Vignaux, pero así son las cosas.

De todas formas, si en el futuro precisa algún detalle que pudiera profundizarse de alguna forma, se le atendería debidamente.

Con tal motivo, le saluda su affmo.,

18. 10. 79

M. Paul Vigaux

34

Mi querido amigo,

Su grito lloriente. Recuerdo perfectamente nuestra visita al Obispo de Lourdes. Había estado en la bolsa de Rieusa. Aquello no tenía defensa. Cercado por todas partes por tropas enemigas, su caída era irremediable. Se lo dije así al obispo. Le pedí su ayuda. Me la prometió y cumplió su promesa generosamente.

En Salamanca se han constituido un depósito con todas las razias y expoliaciones documentales hechas en nuestro país durante la guerra civil. Hay montones de cartas y documentos míos, como de José Antonio Aguirre y otros. Tiene razón pues Arbeloa en su información.

También es exacto lo que dice del médico Iparraguirre y del consul Azorín. Aquel Obispo rezumaba caridad cristiana.

Con mis respetos y afectos a su señora,

Le abraza

Mamuel de Irujo

1 er Février 1981

Chers Amis,

35

Nous avons reçu hier vos deux lettres de Pampelune et de St-Jean de Luz. Nous vous en remercions vivement. Vous n'avez nullement à vous excuser du retard de la réponse à notre lettre de décembre : nos rencontres nous ont fait comprendre combien toute votre famille était unie autour de Don Manuel, attentive à l'entourer de soins et d'affections dans sa maladie comme auparavant dans son activité, et pressentir quelle est présentement votre épreuve.

Nous vous sommes très reconnaissants de la peine que vous avez prise pour trouver dans vos souvenirs les précisions que nous vous demandions et qui ~~XXXX~~ seront très utiles pour le livre. Tout le possible sera fait pour qu'il ne soit pas indigne de l'action vraiment unique, du point de vue chrétien et démocratique, que Don Manuel a menée dans cette guerre si significative dont les documents et notamment le sermon de Lodosa que vous nous avez envoyés ont réveillé notre mémoire. Nos amis Onaindia et Arbeloa nous ont envoyé l'un et l'autre un dossier de journaux mentionnant l'émotion en Euzkadi et les obsèques d'Estella. Le travail avançant, l'éditeur écrira dans le mois qui vient à Ekin pour les droits de traduction. Si l'un de vous passe par Paris, nous serons heureux de le rencontrer.

En vous redisant notre gratitude, la fidélité et la sincérité de notre amitié :

*Georgette Vignaux / Paul Vignaux*

P.S. Ci-joint un article envoyé au Monde : le rewriting du journal y a introduit des erreurs dont l'auteur n'est pas responsable....

Senas personnelles  
5 Rue Blanche  
95880 Enghien  
France  
Tel: 989.99.73

1er Décembre 1980

Chers Amis,

36

De retour à Enghien après notre retour de Madrid où le sénateur Jauregui nous a très aimablement reçus et où divers entretiens nous ont confirmé le grand intérêt d'achever le livre sur Don Manuel, je me permets d'ajouter quelques questions à celles posées à Pampelune auxquelles vous avez répondu.

1/ Dans l'interview à Ibarzabal, Don Manuel se demande si son arrestation au temps de Primo de Rivera ne s'expliquait pas par ses relations avec les républicains de Madrid. Serait-il possible d'indiquer les noms de Républicains avec lesquels il était en rapport à cette époque ?

2/ Les extraits de la presse madrilène donnés par Lizarraga au moment où Don Manuel devint ministre du gouvernement Caballero le présentent comme fondateur de plusieurs sociétés dans les industries du papier, hydro-électriques et des transports. De ces sociétés je ne connais que la Papeleria de Tolosa à laquelle Don Manuel se rendait le 17 juillet 1936, mais je n'ai pas le nom de cette société et j'aimerais avoir quelques indications sur les autres. Faut-il redire "fondateur" ou seulement ~~XXXXXXXXXXXXXXXX~~ "membre du conseil d'administration" ?

A ces demandes de précisions pour l'historique de la guerre, j'ajouterai trois questions concernant la période ultérieure :

3/ A quelle date a été fondé et durant quelle période a fonctionné à Londres le Conseil National Basque ?

4/ A quelle date a été constitué le Conseil Fédéral Espagnol adhérent à l'Union Européenne et quand Don Manuel en a-t-il été président ?

5/ Dans nos entretiens de 1979 à Pampelune il a été fait mention des cérémonies religieuses célébrées dans la région de Tudela à la mémoire des Républicains massacrés en 1936, cérémonies auxquelles Don Manuel a assisté; pourrait-on avoir deux ou trois noms de lieux et des dates au moins approximatives, voire un compte-rendu de presse ?

Nous gardons, ma femme et moi, le souvenir de votre accueil à Pampelune et de celui de Don Manuel. Nous espérons que sa santé continue de progresser grâce à vos soins et nous serons heureux d'avoir de ses nouvelles et des vôtres; nous vous redisons notre très sincère et profonde amitié :

Paul Vignaux

Paul Vignaux

Les éditions Beauchesne écriront en décembre à Ekin pour les autorisations de traduction.



ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES

V° SECTION

Sciences Religieuses

SORBONNE

45-47, Rue des Écoles, 75005 PARIS

633.58.41 - 633.55.23

37  
13 Juin 1978

Cher Ami,

Merci de votre lettre du 5 juin. Nous venons d'arriver dans les Hautes-Pyrénées et désirerions savoir s'il serait possible d'avoir avec vous un entretien pour parler de projets d'avenir. Nous pourrions aller vous voir dans la semaine du 19 au 24. Nous verrions par la même occasion don Gabriel Urralburu auquel je viens d'écrire.

Nous vous écrivons faute d'avoir pu vous atteindre aujourd'hui par téléphone.

Notre adresse de vacances : Sarniguet  
65390 ANDREST, France .

Avec notre très fidèle amitié :

*Paul Vignaux*

Paul Vignaux

Pamplona, 5 de julio de 1978

D. Paul Vignaux  
Sarniguet  
65390 ANDREST (Francia)

38

Mi querido amigo:

A mi vuelta de Madrid encuentro su grata del 13 de junio. Envié su estudio a D. Alberto Onaindia . Me pareció muy bueno y creí que debía poner a D. Alberto en antecedentes del mismo para que pudiera aconsejar y ayudar a Vd. Fue D. Alberto el que me dijo que habíamos coincidido en Saint Jean de Luz y me explicó la amplitud de sus proyectos de orden literario. Está claro que la cita del 19 al 24 a la que se refiere la carta, ha sido cancelada por la realidad.

Las dos veces que he visto a Gabriel Urralburu han sido de naturaleza tal, que no he podido preguntarle si había recibido carta de Vd. o tenía alguna noticia suya.

Vd. sabe bien que yo tendré mucho gusto en ayudarle en lo que sepa, valga y pueda.

Con mis respetos y afectos a su señora, le saluda cordialmente,

4/8/78

Querido Vignaux:

Voy con su grata del 24 pdo.

Pienso que habré Vd. recibido el tomo segundo de mis Memorias, más interesante que por el texto de estas, por la documentación aportada en ellas. En cuanto reciba el tercero, se lo haré llegar.

Aquí se publicó el año pasado un libro de Eugenio Ibarzabal, titulado "Manuel de Irujo". Es un reportaje periodístico hecho por Ibarzabal. Pero para Vd. y para lo que Vd. piensa, creo que es conveniente tenerlo a la vista. Don Alberto lo tiene. Si Vd. no dispone de él, dígamelo, y se lo remitiré.

El sacerdote vasco Sr. Iturralde, que vive en Saint Jean de Luz, junto a Don Alberto, y que es muy amigo de este, tiene publicados cinco tomos de Memorias del Clero Vasco, que creo preciso las conozca Vd. antes de acometer la obra que idea. Yo tengo esos libros en Paris. Si Don Alberto no puede facilitarse los, yo procuraría valerme de los que tengo empaquetados no se cómo, pero si que los tengo, en Paris. Contienen mucha documentación, además del relato.

Yo he publicado muchos artículos y dictado conferencias y hecho discursos, pero, la verdad es que, mi traslado de Paris, donde quedé todo, en magnífico desorden, me dificulta seguir sus indicaciones, que comprendo son racionales y lógicas. Ya veré si puedo hacer algo en tal sentido.

"Los Vascos en el Madrid sitiado" lo tengo también en Paris. He dado encargo de que, si lo encuentran, se lo remitan. Me refiero a la obra de Galindez.

La Guerra Civil en Euzkadi antes del Estatuto la encontró el editor madrileño —editor y periodista— Don Vicente Talon, Goya 109, 9ª, A, Madrid. Me pidió autorización para publicarlo y se la di. Pidió un prólogo para la misma. A Julio Jauregui —Victor de La Serna 5, 5ª, D, Madrid 16— y Jauregui le hizo el prólogo. Telefono de Talon 2260591. Telefono de Jauregui 4574591. He querido verlos ambos en Madrid las dos últimas veces que he pasado por allí y no me han respondido. Pero autorizo a Vd. para que se dirija a ellos por mi encargo y le deseo mejor fortuna que la postrera mía.

Cuenta Vd. con mi comentario final, desde luego.

Y como ahora no me llega el tiempo para más.

Con mis respetos y saludos a su señora

Le abraza

PROJET DE LIVRE DOCUMENTAIRE POUR LE PUBLIC FRANCAIS INTERESSE A  
L'HISTOIRE CONTEMPORAINE DES RAPPORTS ENTRE POLITIQUE ET RELIGION

THEME : un catholique ministre de la République espagnole en guerre  
(1936-1939)

METHODE : citations d'actes et mémoires de Manuel de Irujo précédés cha-  
cun d'une présentation les situant dans le contexte historique

AVANT-PROPOS: pourquoi me suis-je intéressé -en 1936-39 - à cette action  
- aujourd'hui à la rapporter en la présentant analytiquement

CHAPITRE I : présentation d'un député du PNV situé dans le développement  
du mouvement national basque durant les dernières années de la monarchie  
et les premières années de la République jusqu'aux élections de 1936 :  
attitude générale et problème du statut,  
éventuellement documents annexes

CHAPITRE II : devant l'insurrection militaire  
du lendemain des élections aux délibérations des Cortes et à l'organisation  
de la junte de défense du Guipuzcoa  
extraits d'interventions publiques et des mémoires datés du 1er janvier  
1938, Guerra civil en Euzkadi antes del estatuto (ne connaissant que les  
citations faites dans Los Vascos y la Republica Espanola, je désirerais  
en avoir le texte complet)

CHAPITRE III : un ministre basque dans le gouvernement Largo Caballero  
Situation du gouvernement de la République; le vote du statut; sens de la  
participation de Manuel de Irujo et de son action à Madrid et à Valence;  
le problème de la liberté religieuse  
Extraits de documents contemporains et de souvenirs (je n'ai pu me procurer  
l'ouvrage Los Vascos en el Madrid sitiado; j'aurai évidemment besoin  
des textes des volumes II et III de Mémoires encore à publier).

CHAPITRE IV : ministre de la Justice du ~~premier~~ gouvernement Negrin  
Circonstances de la formation du gouvernement, sens de la participation  
à son effort de normalisation; pourquoi cette participation continue-t-elle  
après la chute de Bilbao et de tout le front Nord  
Extraits du tome I des Mémoires

CHAPITRE V : de nouveau ministre sans portefeuille  
raisons à la fois de la démission du ministère de la Justice et du main-  
tien dans le gouvernement de guerre; poursuite de l'action en matière de  
liberté religieuse  
Extraits de documents et souvenirs déjà publiés ou à publier

CHAPITRE VI : démission du gouvernement, soutien sans participation (août  
38-février 39)  
La solidarité basco-catalane, le loyalisme dans la guerre  
Extraits de documents et souvenirs déjà publiés ou à publier

Je souhaiterais que cette suite de documents dûment présentés se termine  
par une postface de Manuel de Irujo

41  
24 Juillet 1978

Cher Ami,

J'ai bien reçu votre lettre du 5 juillet et vous remercie de l'aide que vous me promettez.

Vous trouverez ci-joint une première esquisse du livre que, si vous en êtes d'accord, je me propose de composer pour le public français. S'il nous était possible de mettre au point ce projet durant mon séjour d'été et du début de l'automne dans les Pyrénées, je le présenterais en novembre à des collègues qui pourraient l'accueillir dans une collection d'histoire contemporaine.

Pour que cette présentation soit possible il faudrait qu'ait été choisis les documents espagnols dont la traduction constituerait la majeure part du livre; cette traduction pourrait être faite une fois l'accord établi avec un éditeur tandis que je rédigerais les textes de présentation. Ces textes vous seraient évidemment soumis.

Si le projet vous agrée, la première tâche est donc le choix des documents à publier. La note jointe indique ce dont je dispose déjà et ce dont j'aurais besoin. Il vous appartient d'y en joindre d'autres, par exemple discours, déclarations du temps de guerre ou informations de presse que vous jugerez exactes et significatives... Je me demande si, développant de trop brèves indications du tome I de vos Mémoires, vous ne pourriez pas dicter en espagnol quelques témoignages et jugements sur des personnalités marquantes de la République en guerre. ~~XXXX~~

Je me permets aussi de compter sur vous et sur le chanoine Onaindia auquel je communique des copies de cette correspondance pour m'indiquer les documents fondamentaux à lire sur l'histoire du nationalisme basque et de l'Espagne républicaine de 36 à 39. Présentement je lis les Mémoires de M Juliàn Zugazagoitia et le livre de Stanley G. Payne sur The Spanish Revolution.

Nous pourrions aussi envisager à quelles critiques de votre action il serait utile de répondre brièvement dans ma présentation des documents.

Etant donné mes obligations familiales, le meilleur moment pour me déplacer et discuter avec vous de ce projet afin de le ~~mettre~~ mettre au point serait le début de septembre. Auparavant vous pourriez me faire connaître en toute franchise votre première ~~réaction~~ réaction et y joindre toutes indications utiles. Comme vous me le suggériez quand nous nous sommes retrouvés à Pampelune en novembre dernier, je ne suis donc pas à la retraite. Nous suivons notre mieux le débat sur l'autonomie et la constitution et vous redisons, ma femme et moi, notre très fidèle amitié :

*Paul Vignaux*  
Paul Vignaux

Guerre civile en Espagne (juillet 1936-mars 1939)  
et développement d'une conscience antifasciste dans le  
catholicisme français.

Lorsqu'on recherche les origines de l'esprit de "résistance" à l'occupant nazi et au régime de Vichy qui, de 1940 à 1944, anima une partie des catholiques français, on rencontre l'émoi et la réflexion que suscita chez certains d'entre eux la guerre civile qui de 1936 à 1939 déchira leurs voisins d'outre-Pyrénées (1). ~~À cette occasion~~ Au fil de <sup>ces</sup> trente-quatre mois, une conscience antifasciste se développa dans une fraction du catholicisme français. Ce développement fut d'autant plus remarquable que la situation faite au catholicisme dans l'Espagne antifasciste dès le premier moment de la lutte armée et l'attitude de la hiérarchie catholique espagnole appelaient l'opinion catholique mondiale à une ardente sympathie pour "le mouvement national" ~~espagnol~~ appuyé par l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler : à partir des événements d'Espagne ~~antifasciste~~ l'antifascisme eut en milieu catholique à grandir dans une situation psychologique éminemment défavorable.

~~cette conscience s'éveille~~ <sup>de</sup> grandit à partir d'informations dont on peut aujourd'hui mesurer l'insuffisance sur ~~l'Antiquité~~ un pays ~~étranger~~ ~~de l'époque~~ ~~et~~ ~~36-39~~ ~~antifasciste~~ généralement peu connu des Français. Le sens que prenaient pour eux les événements d'Espagne tenait à leur rapport à ~~l'Antiquité~~ ~~qui~~ ~~signalait~~ un double développement : -autour de ~~la~~ la France, la montée et la convergence internationale ~~des~~ des fascismes ; -la réponse de l'antifascisme français. ~~l'Antiquité~~ ~~des~~ ~~vicissitudes~~ les vicissitudes de la guerre espagnole. Ce double développement ~~à~~ a précédé ; les réactions qu'il a provoquées ~~en~~ dans les milieux catholiques <sup>ont</sup> ~~ava~~ déterminé la <sup>manière</sup> ~~antifasciste~~.



cords de Latran, puis lors de la guerre d'Ethiopie ~~de 1935~~  
~~relevons l'importance~~ <sup>notre propos</sup> pour ~~l'opinion française~~ ; les antifascis-  
mes "laïques" de tradition anticléricale, comprennent mal l'at-  
titude complexe de Sturzo et de ses amis à l'égard de Pie XI,  
mélange d'analyse de données de fait, de liberté de jugement  
et de respect de l'Eglise vue dans la Foi ~~par ses croyants~~. Ne  
doutant pas de l'attachement éprouvé de leurs interlocuteurs ca-  
tholiques au "droit à la liberté" et à "la méthode de liberté"  
~~pour~~ <sup>dans</sup> la construction d'une "civilisation humaine", les animateurs  
incroyants de l'antifascisme s'interrogent sur le rapport chez  
les croyants de l'option démocratique et la discipline d'Eglise :  
dans une lettre de 1931 à Carlo Rosselli, Gaetano Salvemini dé-  
clare impossible une entente quelconque avec "les catholiques  
qui avant d'être des démocrates sont des volontaires du Pape";  
on peut, par contre, et l'on doit s'entendre avec les catholiques  
"sérieusement démocrates" qui n'ont demandé "à aucun Pape la per-  
mission" <sup>de</sup> /l'être (2). Je trouvais à l'époque la même mise en ~~une~~  
question "laïque" des chrétiens démocrates chez mon maître en  
sociologie Célestin Bouglé, directeur de l'Ecole Normale Supé-  
rieure. ~~Cette~~ <sup>interrogation fondamentale explique</sup> cette problématique ~~dans l'esprit pour compren-~~  
~~dre~~ l'intérêt de l'opinion traditionnellement anticléricale pour  
l'indépendance de jugement moral que des catholiques français  
manifestèrent durant la guerre d'Espagne à l'égard des positions  
d'autorités ecclésiastiques.

Les relations que Don Sturzo devait, dans l'exil, à son  
expérience et à sa culture, à l'attrait de sa personnalité, l'ont  
situé à l'articulation de l'antifascisme italien et de la prise  
de conscience du problème international des fascismes, par les  
chrétiens <sup>des</sup> ~~autres~~ <sup>libres</sup> ~~pays~~. Cette situation exceptionnelle ~~avec~~  
~~l'historien~~ peut retrouver la liaison entre événements majeurs  
d'une époque apparaît dans l'article : "Centre allemand et Parti



Populaire" que l'ancien secrétaire des popolari donna en avril 1933 à la revue française Politique que la guerre d'Espagne nous permettra de situer. ~~est~~ l'article suit de peu le vote, le 23 mars 1933, par le Reichstag des "pleins pouvoirs" demandés par le Chancelier Hitler; ~~acquise~~ la majorité des deux tiers est <sup>acquise</sup> grâce aux voix catholiques du Centre et du Parti populaire bavarois. A Luigi Sturzo, ce vote a rappelé celui de "pleins pouvoirs" à Mussolini par le groupe "populaire" le 15 novembre 1922. En même temps que sur l'affinité profonde entre les procédés mussolinien et hitlérien, fasciste et nazi de prise du pouvoir, l'article ~~attire~~ attire l'attention sur les faiblesses que, devant cette méthode, ont manifestés les deux partis qui, à l'époque, avaient valeur de modèle pour les catholiques désireux d'agir politiquement en régime "démocratique" : aux votes décisifs de leurs députés, on trouve des "motifs moraux et politiques presque identiques", dont "la défense des intérêts de l'Eglise catholique" <sup>on savait</sup> Politique au soir <sup>même</sup> du 23 mars 33, que le prélat Kaas pensait, en apportant à Hitler les votes du Centrum, assurer au catholicisme allemand la protection d'un Concordat ; les années suivantes, ~~ce calcul sera~~ ce calcul sera <sup>objet d'une</sup> discussion dans le catholicisme français. <sup>En</sup> avril 33, Don Sturzo <sup>pose</sup> <sup>par</sup> ~~pose~~ <sup>pour l'avenir allemand</sup> une question fondée sous "la dure expérience italienne" : que deviennent les libertés même d'expression des consciences chrétiennes une fois rompue "la ligne de défense politique" constituée par les partis <sup>autocratiques ? Son</sup> qu'éliminent les nouveaux régimes ? ~~l'article~~ l'article ne maintient pas simplement l'option des catholiques qui ont choisi la liberté politique <sup>contre</sup> ~~contre~~ ceux prêts à y renoncer dans l'intérêt -croient-ils- de l'Eglise ; <sup>alors</sup> ~~alors~~ qu'une partie de l'opinion catholique ne découvrira qu'à la lumière du nazisme des problèmes que le fascisme italien posait déjà, l'antifascisme de Sturzo lui fait

ne dispensera  
 prévoir qu'aucune accommodation concordataire ~~à l'égard d'une~~ à une  
 1  
 Eglise chrétienne d'affrontement <sup>l'</sup> avec le national-socialisme.  
 Il termine son analyse des affinités entre fascisme et nazisme ~~en terminant~~  
 en évoquant leur ~~parallélisme~~ de "l'hypernationalisme" que ~~Mussolini~~ ~~annonçait~~  
~~développant~~ annonce, <sup>dit</sup> ~~est-il~~, ~~déjà~~ en 1935 une "nouvelle guerre".  
 Si après la victoire de Hitler, Mussolini pense à la "fascisation  
 de l'Europe", ~~il faut savoir et déterminer~~ "que sera <sup>cette</sup> Europe  
 de demain?". La question est posée en fin du même article aux "catho-  
 liques qui ont encore la liberté de parler, d'écrire et de discu-  
 ter" ; ~~problème~~ pour les catholiques <sup>ont dû en effet y répondre</sup> français/dans les années  
 qui, avant et durant la guerre civile espagnole, ~~ont précédé~~  
 la guerre mondiale, la défaite et la Résistance, ~~au "Nouvel Ordre"~~  
~~européen d'Hitler et Mussolini prévisoirement vainqueurs.~~

La solidarité des deux régimes, la constitution de l'"Axe  
 Rome-Berlin" sera manifeste durant la guerre d'Espagne quand  
 l'Italie adhérera le 6 novembre 1937 au Pacte anti-Komintern  
 signé moins d'un an auparavant entre l'Allemagne et le Japon :  
 la présentation idéologique de cet accord <sup>en fera un moyen de</sup> ~~constitue une~~  
~~notion~~ de propagande <sup>dans</sup> ~~valable~~ ~~notamment~~ les milieux catholiques.  
 Les années entre 33 et 37 sont cependant marquées par l'espoir  
 en France ~~même~~ que l'Italie fasciste, cette "soeur latine", ne  
 rejoindra pas l'Allemagne nazie en voie de remilitarisation  
 qui a rompu dès octobre 1933 avec la Société des Nations. Cet  
 espoir n'explique pas seulement la gravité du débat en 1935 sur  
 l'attitude à prendre par la France et la S.D.N. <sup>doivent prendre</sup> à l'égard de  
 l'Italie en guerre contre l'Éthiopie, <sup>lié</sup> il est au problème autri-  
 chien <sup>spécialement</sup> ~~qui~~ ~~se~~ ~~pose~~ depuis février 1934, <sup>spécialement</sup> à  
 l'opinion catholique : le même 12 février où en France une grève  
 générale répond à <sup>la</sup> manifestation antiparlementaire du 6 février,  
 le chancelier chrétien social Dollfuss est en conflit armé avec



en 1931 même  
cyclique de ~~la~~ ~~France~~ : "La reprise de la condamnation du socialisme  
aurait été moins significative si elle n'avait pas été couplée  
avec une attitude à l'égard du fascisme, dans l'ensemble plus  
sympathique que critique" (3)

et la montée des fascismes (1926 - 1934 - 1936)  
Perspective Française : les catholiques devant la politique

(se situe dans la perspective internationale ainsi esquissée.) on peut  
~~situer~~ le problème de l'antifascisme en France. Première date  
à retenir : le 6 février 1934 ; <sup>enquêrions</sup> Ne nous ~~interrogeons~~ pas sur  
des intentions réelles des manifestants de ce jour, créant ~~des~~  
~~avant~~ "A bas les voleurs!" devant la Chambre des députés ; il  
nous suffit qu'à l'appel de la C.G.T., la C.G.T.U. se jo<sup>gne</sup>int, les  
deux partis socialiste et communiste manifestant leur appui ; la  
grève générale du 12 février se présente comme une réplique  
unitaire <sup>à la menace</sup> au ~~par~~ fasciste". Un an a passé depuis l'accession  
d'Hitler au pouvoir, suivie de la destruction en Allemagne de  
toute démocratie politique et syndicale ; le moment est venu  
où le régime Dollfuss élimine la démocratie en Autriche. Pour  
comprendre la manière dont, en France, le mouvement antifasciste  
qui commence ~~à~~ gagnera dans les années suivantes une part~~ie~~  
~~notable de l'opinion qui apparaît de plus en plus~~ significative  
~~de la~~ ~~histoire~~ du catholicisme français <sup>il faut se reporter aux</sup> 27 août ~~et~~ 5 septembre  
1936, l'action de l'Eglise <sup>notre</sup> comme "l'école" de l'Action Française.  
En prenant ce recul, on <sup>voit comment</sup> ~~se rend compte~~ de la manière dont se  
sont formés les divers milieux catholiques qui, de 36 à 39, ~~ont~~  
~~occupé~~ <sup>redigèrent à</sup> ~~diverses positions françaises~~ ~~sur~~ la guerre d'Espagne, ~~à~~ ~~positions~~  
~~intelligibles~~ ~~seulement~~ à partir des termes dans lesquels le  
~~problème~~ ~~espagnol~~ a été envisagé. Dans <sup>un</sup> ~~notre~~ article d'octobre  
1938, nous avons distingué trois milieux : "traditionalistes",  
"chrétiens d'Action Catholique", "chrétiens d'action temporelle"  
(5) ; la dernière dénomination ~~est~~ précisée, la distinction

reste globalement valable ; la référence à 1926 nous permet de saisir dans quelle problématique des rapports entre politique et théologie ces milieux se sont formés, s'opposaient ou communiquaient.

<sup>dans lesquelles</sup> Les conditions <sup>français agissent</sup> d'une action des catholiques à cette époque se découvrent <sup>quand on analyse l'action</sup> dans l'étude de celle de Francisque Gay, fondateur en 1924 de l'hebdomadaire la Vie Catholique et en 1932 du quotidien L'Aube : l'étude d'Elisabeth Terrenaire, sa fille, sur Francisque Gay et la Vie Catholique complète celle de Françoise Mayeur sur L'Aube.<sup>(4)</sup> La première rappelle que, sans <sup>ni</sup> renouer les amitiés de sa jeunesse, l'ancien sillonniste <sup>conçoit une</sup> qui fonda la Vie Catholique ~~avant~~ ouverte à toutes les tendances : ~~du catholique~~ français, des "condamnés de Pie X", ses amis suspects de modernisme philosophique ou social, aux croyants appartenant au mouvement d'Action Française. Le destin de cet "hebdomadaire d'information religieuse" <sup>est</sup> fut "immédiatement" modifié par l'approbation que Pie XI apporte le <sup>5</sup> 2 septembre 1926 à la ~~même~~ lettre publique, suggérée de Rome, dans laquelle <sup>le Cardinal Andrieu, archevêque de Bordeaux,</sup> ~~le 25 août~~ <sup>publique</sup> ~~est~~ dénoncée l'influence doctrinale de l'Action Française sur les jeunes catholiques : comme devait le remarquer René Rémond, Gay et son hebdomadaire sont "presque seuls à se battre sur les positions pontificales" de Pie XI ; "la plupart des évêques" gardant le silence. ~~est~~ seulement en 1939 ~~l'Index~~ <sup>sera</sup> au début du pontificat de Pie XII. ~~est~~ levé l'Index qui pesait sur le journal même de Charles Maurras. <sup>la</sup> D'une bataille qui ~~pesait~~ <sup>mais devons</sup> pesait sur des années durant apposa de redoutables polémistes, retenus avec René Rémond que "la fidélité au Saint Siège fut le motif dominant" de Francisque Gay. <sup>B</sup> Bénéficiant au plus fort de la bataille d'"une confiance personnelle exceptionnelle de Pie XI",

il suscita <sup>pour</sup> ~~un~~ réponse aux crieurs de l'Action Française devant les églises ~~suscita~~ un groupe de "volontaires du Pape". Ces circonstances révèlent une situation d'Eglise <sup>que nous retrouverons</sup> ~~fondamentale~~ ~~et~~ ~~encore~~ pendant la guerre d'Espagne : la défense par ~~la Vie Catholique~~ des rigueurs ecclésiastiques contre les lecteurs du journal de <sup>en</sup> ~~Maurras~~, paraît liée à une idée de la soumission au Saint-Siège illustrée par l'exemple du sillonniste, Amédée Guiard, expliquant : "C'est à genoux que j'ai lu la lettre du Très Saint Père sur le Sillon. Faites, ô Esprit Saint, que je ne méprise pas les paroles de l'Eglise ...". Époque encore proche et déjà lointaine : à l'historien d'interpréter, à l'ecclésiologue de juger la coexistence dans un même esprit de cette vue ~~typique~~ de foi avec la connaissance qu'avaient des croyants informés du cheminement humain <sup>des</sup> ~~à~~ ~~une~~ affaire, à Rome. L'auteur de la présente communication peut témoigner d'un fait : de 1923 à 1929, "la génération civique" de l'Association Catholique de la Jeunesse Française, (continuant à sa manière <sup>celle du</sup> ~~le~~ Sillon, dont l' fit œuvre d'éducation démocratique/ ~~se~~ exaltait la soumission aux directives pontificales rappelle à chaque banquet fraternel par un "toast au Pape" : <sup>en suivant cette</sup> ~~ce fut une~~ voie <sup>on</sup> ~~pour~~ émanciper ~~en France~~ des chrétiens de la tradition conservatrice dominante dans l'épiscopat <sup>français</sup>.

Ce rapport à Rome permet de comprendre comment ~~après 1918~~ <sup>era</sup> l'antifascisme catholique passa par le problème de la paix et ~~de~~ ~~la~~ ~~paix~~ <sup>comment</sup> ~~de~~ ~~la~~ ~~paix~~ <sup>fit</sup> ~~en~~ ~~1935~~ ~~la~~ ~~question~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~guerre~~ ~~d'~~ ~~Abyssinie~~. En <sup>fera problème</sup> continuité avec la pensée et l'action de Benoît XV, pendant "la grande guerre" de 1914-18, les positions <sup>prises par Pie XI qui lui succéda</sup> ~~de~~ ~~un~~ ~~succès~~ ~~en~~ 1922, ~~en~~ ~~matière~~ d'organisation et de politique internationale sont si claires que la Vie Catholique peut exprimer dans ce domaine en se référant seulement à l'Eglise, sa doctrine, ses directives, une opinion spécifiquement catholique. <sup>(5)</sup> C'est en

pleine conformité avec les propos officiels des nonces Ceretti et Maglione que Francisque Gay appuie les suprêmes efforts d'Aristide Briand au plan mondial et au plan européen ~~en~~ en invoquant les déclarations catégoriques des "plus hautes autorités religieuses", expressions d'"une doctrine catholique de la paix". Il assure dans une lettre <sup>rendue</sup> publique le 20 juin 1931 le Ministre des Affaires Etrangères alors si controversé de la solidarité de catholiques "nombreux en France comme dans tout l'Univers". Au même moment le R.P. Merklen, récemment nommé à la direction de la Croix, déclare que le "briandisme" en ~~matière~~ <sup>matière</sup> internationale "n'est pas autre chose que le catholicisme" il mérite "l'appui de tous les vrais catholiques" <sup>qui doivent rompre/</sup> ~~en rupture avec~~ "une mentalité païenne, un catholicisme rétréci, une diminution d'esprit surnaturel". ~~Aristide Briand quitte la scène politique~~ ~~et~~ disparaît en 1932, ~~à l'approche de 1933~~ <sup>l'approche de 1933</sup> l'avènement d'Hitler, Le chancelier Brüning, du Centrum, est à un an de son éviction par le président Hindenburg lorsqu'en juillet 31, accompagné du ministre "démocrate-chrétien", Champetier de Ribes, il assiste à une ~~grande~~ <sup>en l'église parisienne</sup> "messe pour la paix" ~~à~~ Notre-Dame des Victoires. Dans le milieu catholique où elle sera le plus vigoureuse, la prise de conscience de la menace de guerre hitlérienne ~~préparation à la Résistance~~, va succéder à une "ferveur pacifiste", à l'effort du rapprochement franco-allemand <sup>pour suivi</sup> ~~par~~ par Briand, "l'homme de Locarno". Dans les années 30, un "pacifisme chrétien" qui devient antifascisme séparé d'une masse traditionnelle et de <sup>son</sup> conformisme de ~~la~~ Droite "nationale" des milieux catholiques non conformistes; ~~donc~~ en 1935-36, la guerre d'Ethiopie manifeste <sup>leur</sup> ~~une~~ émergence.

La Vie Catholique n'est plus aussi seule qu'en 1926. Francisque Gay a fondé un quotidien L'Aube dont le premier numéro paraît le 1<sup>er</sup> mars 1932. Politique, Revue de doctrine et d'action

approche,

d'inspiration également "démocrate chrétienne" ~~à~~ <sup>à</sup> commencé sa publication mensuelle en janvier 1927. Une autre revue : La Vie Intellectuelle a commencé la sienne en octobre 1928 ; l'équipe dominicaine qui la dirige publié à partir du 3 mars 1934 un hebdomadaire Sept.<sup>(6)</sup> En octobre 1932 la revue Esprit publie son premier numéro. Ces diverses publications orienteront une partie des catholiques français dans un sens antifasciste en 1936, Face à la guerre civile espagnole ; dès 1935, elles les orientent dans le même sens lors de la guerre italo-éthiopienne. Dans les <sup>divers</sup> milieux influencés par ces journaux et revues, ~~un~~ <sup>l'</sup>antifascisme catholique se développe <sup>de façons différentes</sup> ~~suivant~~ <sup>des problématiques di-</sup> ~~verses~~. Ses milieux ~~qui~~ communiquent, ~~par~~ <sup>par</sup> exemple : par la collaboration à L'Aube, à Politique, à la Vie Intellectuelle et à Sept d'un analyste des relations internationales, ~~comme~~ <sup>comme</sup> André D. Toledano<sup>le</sup> ; sont aussi ~~partiellement~~ <sup>partiellement</sup> rivaux ; de là, en 1934 : l'échec d'une négociation entre la direction de La Vie Catholique et de celle de Sept ; en 1937-38 les difficultés de la fusion entre Temps Présent, continuation de Sept et La Vie Catholique qui disparaît, ~~puisque~~ <sup>puisque</sup> ~~il n'y a de public que pour l'"hebdomadaire catholique" ainsi obtenu.~~ Malgré une diversité d'origine dont leurs directions avaient une vive conscience, toutes ces publications manifestent une communauté d'orientation à propos du conflit italo-éthiopien, <sup>trouve</sup> ~~dans~~ le Manifeste pour la justice et la paix que L'Aube publie le 18 octobre 1935 : Jacques Maritain et Emmanuel Mounier en sont les rédacteurs, sur les suggestions de Francisque Gay qui se retrouve parmi les premiers signataires aux côtés du P. Bernardot, animateur de l'équipe de La Vie Intellectuelle et de Sept. Ce texte réplique à un autre du 4 octobre principalement rédigé par le catholique murrassien Henri Massis : Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident et la paix en Europe. Au nom de "l'intelligence", ces "intellectuels



français" venaient au secours de l'Italie fasciste "menacée" par la <sup>S. D. N.</sup> Société des Nations comme agresseur de l'Éthiopie "de sanctions propres à déchaîner une guerre sans précédent" ; <sup>à les en-</sup> tendre, l'Angleterre et les forces révolutionnaires, "coalition monstrueuse" lançaient <sup>en</sup> "les peuples européens contre Rome" en utilisant l'alibi du "faux universalisme" de l'organisation internationale "qui met sur le pied d'égalité le supérieur et l'inférieur, le civilisé et le barbare ..." Le manifeste diffusé par L'Aube dénonce comme contraire au christianisme cette idéologie "de l'inégalité des races et de l'insignifiance des manquements aux règlements internationaux" : la dénonciation d'un racisme latent se lie à la défense de l'organisme genevois de sécurité collective. ~~Quoi l'Allemagne national-socialiste s'était retirée dès octobre 1933~~ Toute la politique extérieure de la France est en cause dans ce débat où le Manifeste de Maritain et Mounier pour la justice et la paix <sup>inter-</sup> ~~française~~ <sup>est invoquée</sup> vient d'un point de vue moral, <sup>l'éthique chrétienne</sup> dans des milieux où l'on a constamment traité d'organisation internationale en se référant à l'autorité des papes, où il est normal de scruter l'attitude de Pie XI à l'égard de l'action italienne en Éthiopie. Pour former "une opinion catholique", on fait l'exégèse de l'allocution pontificale aux infirmières catholiques du 21 avril 1935. ~~Mais~~ <sup>Quand</sup> on connaît comme La Croix "les attaches traditionnelles" qui relient la Civiltà Cattolica au Saint Siège, <sup>on doit</sup> ~~Mais~~ noter trois mois plus tard un article de cette revue ; le quotidien français le reproduit le 6 novembre : la ~~presse~~ <sup>revue</sup> romaine juge que le Manifeste de Maritain et de ses amis "se tient dans l'abstrait", le P. Barbera S.J. demande "aux catholiques anglais et français d'appuyer <sup>vertu</sup> "en ~~vertu~~ des conditions de fait" la cause italienne. Moins d'un an plus tard un ami romain de Francisque Gay ~~MM~~ regrettera ses "diatribes antimussoliniennes" et son manque de "compréhension de l'attitude pon-

tificale ...". Les témoignages que l'on peut encore recueillir confirment le jugement d'Aline Coutret sur le destin de l'hebdomadaire Sept : "relativement peu critiqués" à l'époque de leur parution, ses articles concernant la guerre d'Ethiopie <sup>seront</sup> ~~ont été~~ rappelés un an plus tard quand sa critique de la politique italienne <sup>sera</sup> fut "exploitée et interprétée comme une preuve de plus de sa sympathie à l'égard du bolchévisme" ~~(1)~~. La question se posera ~~à cet~~ <sup>ces</sup> en termes passionnels avec la victoire en 1936, du Front populaire en Espagne et en France.

Dès 1935 l'affaire éthiopienne invite à analyser la situation intellectuelle de croyants qui, demandant à l'autorité de l'Eglise les principes de leur jugement moral, appliquent ces principes à des circonstances où les détenteurs de cette autorité, pouvoir spirituel, se trouvent ~~dans leur complexité d'hommes, etres historiques,~~ en rapport avec d'autres pouvoirs, ceux-là temporels : le pontificat reçu comme autorité éthique a une politique, une diplomatie. Des milieux français que nous avons cités, Politique est celui qui paraît avoir davantage évité la difficulté de cette situation : on ~~peut~~ s'en rendre compte en relisant l'article <sup>de</sup> Charles Blondel, fils du philosophe, ~~du~~ ~~FRANCE~~ en août 1931 sur "l'Eglise et le Fascisme", leur dissidio malgré le Concordat de 1929. Comme le note justement Françoise Mayeur, la fondation de L'Aube par le directeur de La Vie Catholique exprime <sup>de</sup> une volonté <sup>d'</sup> penser et agir à "distance" des autorités religieuses, sur un plan "proprement politique" où il y aurait "pleine liberté" d'option ; le quotidien <sup>est</sup> ~~est~~ cependant créé à partir de La Vie Catholique et <sup>doit</sup> ~~peut~~ vivre en fonction du public ~~de~~ qu'avait rassemblé cet hebdomadaire où le 16 janvier 1932, un théologien, le chanoine Magnin, ami du P. Laberthonnière, avait exposé la liberté politique des croyants responsables d'un domaine

temporel autonome mais non séparé du spirituel. L'Aube ~~ne~~ ne voulait donc pas être "un journal catholique"; <sup>elle</sup> le sera de fait non seulement aux yeux sympathiques de la Gauche incroyante mais aussi pour ses lecteurs et ~~comme on le verra~~ <sup>pour</sup> ses critiques d'Eglise. La Vie Intellectuelle et Sept <sup>sont</sup> ~~se trouvent~~ d'origine dans une condition différente : la revue a été fondée par le P. Bernadot en 1928 "à la demande de Pie XI" ; elle annonce le 10 décembre 1933 la prochaine parution de l'hebdomadaire animé par la même équipe de Pères dominicains, dits d'abord "de Juvisy", puis "de Latour-Maubourg" : le brillant mais bref destin de Sept tient à cette fondation par des religieux alors que L'Aube et Politique ont été fondées par des laïques. Autre différence : ce quotidien et cette revue, sans être des organes de parti, ont une rédaction et une audience politiquement définies par une option démocratique ; le projet de Sept est d'exprimer une opinion catholique en réunissant des collaborateurs dont la diversité politique va des monarchistes ~~du~~ Courrier Royal aux démocrates "avancés" de la Jeune République, <sup>parti que</sup> ~~le~~ <sup>créé par</sup> Marc Sangnier <sup>avait fondé</sup> après la condamnation du Sillon. Les dominicains de Sept ~~refusent~~ <sup>écartent</sup> ~~au contraire~~ un engagement de principe pour la démocratie politique lorsqu'ils demandent à Etienne Gilson de définir un projet d'ordre catholique, <sup>il le fait</sup> dans une suite d'articles <sup>qu'</sup> interrompés paradoxalement en juillet 1935 le désaccord du philosophe avec le jugement de ses amis théologiens, sur l'action de Mussolini en Ethiopie. C'est Jacques Maritain qui, en avril 1935, situe entre spirituel et temporel le plan d'action catholique auquel Sept entend se tenir. Nous retrouvons notre distinction de 1938 entre "chrétiens d'action catholique" et "chrétiens d'action temporelle", <sup>simplement</sup> ~~modifiant~~ cette seconde dénomination en "chrétiens d'option

démocratique". En cheminant dans l'antifascisme, les premiers s'orientent de fait vers le choix des seconds, ils n'en partent pas délibérément. Ne voulant pas faire une revue catholique mais réunir des incroyants à des croyants de confessions diverses dans un personnalisme "révolutionnaire" qu'il estime foncièrement différent de l'individualisme "bourgeois", Emmanuel Mounier, autre philosophe, distingue vivement le point de vue d'Esprit de celui des "démocrates chrétiens" autant que des militants d'Action Catholique. Pourtant, ~~le~~ directeur catholique d'une revue dont l'audience l'est aussi, majoritairement, il ~~se trouve~~ <sup>doit</sup> ~~prendre~~ <sup>compte</sup>, dès 1933 et en 1935-36, avec l'attitude à son égard de la hiérarchie ecclésiastique : en mai 36 son ami Maritain l'avertit qu'à Rome "la condamnation d'Esprit est donnée comme ~~une chose~~ <sup>à peu près</sup> décidée et imminente" ; en rédigeant un mémoire <sup>explicatif</sup> ~~pour l'autorité de l'Eglise~~, le directeur d'Esprit écarte une menace qui le laissa "deux jours effondré". Les biographes ont dit comment, dans cette épreuve, son "adhésion à l'Eglise" restait "totale". Cet exemple <sup>rend</sup> manifeste la présence d'une ecclésiologie à la situation politico-religieuse <sup>de l'époque</sup> (Esprit de mars 1933 se référait à une "Eglise ... Sainte, d'une sainteté actuelle, malgré ses fautes ... sur terre ... corps non séculier". En deçà de ce plan mystiquement doctrinal, dans l'ordre pratique, un chrétien "révolutionnaire" -au sens de Mounier- ne peut alors, au jugement de Jacques Maritain, subsister dans l'Eglise romaine qu'"avec des tactiques sourerraines" (7). <sup>Cette remarque</sup> ~~l'historien doit re-~~ ~~prendre ces points de vue pour~~ éclairer la condition des catholiques antifascistes l'année du Front Populaire et de la guerre d'Espagne.

1936 : Front Populaire en France comme en Espagne.

Une ligne de partage s'est <sup>donc</sup> établie dans le catholicisme français ~~entre une~~ entre une minorité dont nous savons les origines diverses et une large majorité dite "traditionaliste" dont l'histoire fait corps avec celle de la Droite <sup>(8)</sup> ~~Nouée~~ sous le pontificat de Pie X, l'alliance du nationalisme intégral maurrassien avec l'intégrisme catholique a fait jusqu'en 1926 apparaître comme "l'aile avancée et militante" de la Droite catholique l'école de l'Action Française : elle avait "doté la passion nationaliste d'un système de pensée" ; par son influence insidieuse" elle préparait le succès des Ligues militantes dans lesquelles, à partir du 6 février 1934, la Gauche dénonce "la menace fasciste" en France même. ~~La droite~~ Traditionnellement, face à l'internationalisme ouvrier socialiste, la Droite <sup>française</sup> se veut nationale. Ce genre de "national-catholicisme" -pour reprendre un terme espagnol- est manifeste dans le milieu de la Fédération Nationale Catholique constituée en 1924 à des fins de "défense religieuse" (F.N.C.) contre les projets anticléricaux -non suivis d'effet- de la majorité parlementaire du Cartel des Gauches. Le président de cette organisation officielle de la masse paroissiale, le général de Castelnau, ne manque jamais l'occasion <sup>d'attaquer</sup> ~~de s'opposer avec véhémence au courant~~ de pacifisme chrétien dont nous avons signalé la montée. Historien de la Droite en France, René Rémond, a réuni les principaux documents de la polémique autour de "Briand, l'Allemagne et les marchands de canons", ~~hautement significative~~ entre 1929 et 1935, que le président de la F.N.C. conduisit dans L'Écho de Paris, principal quotidien ~~des~~ "républicains nationaux". Adversaire de la politique "briandiste" de rapprochement franco-allemand, le général

de ~~Nazi~~ manifeste dans l'affaire éthiopienne sa sympathie pour l'Italie dont il célèbre la victoire en <sup>s'élevait</sup> ~~parlant~~ dans L'Echo de Paris du 25 avril 1936 ~~parlant~~ "A bas les sanctions" Il espérait que l'Italie reprendrait sa place "dans le concert des nations européennes", évidemment aux côtés de la France ... Commentant ~~en la même année~~ la réoccupation par l'armée d'Hitler de la rive gauche du Rhin démilitarisée par le Traité de Versailles il venait d'écrire le 8 mars dans le même quotidien : "C'en est fini des finasseries qui oscillaient entre la page du Grand-Orient et le Sanctuaire de Notre-Dame des Victoires". Notre-Dame des Victoires : allusion à la "messe pour la Paix" suivie à Paris en 1931 par l'Allemand Brüning ; "finasseries" : le général explique le 16 mars que c'est un mot de l'Allemand Stresemann, un franc-maçon, ~~l'~~interlocuteur de Briand en 1925 à la négociation de Locarno. <sup>on voit</sup> ~~Des deux brèves citations qui précèdent expliquent~~ comment l'antifascisme catholique a dû se former à <sup>contre-</sup>courant d'une tradition nationaliste, à partir du pacifisme d'une minorité non-conformiste (1936).

La Gauche française s'étant rassemblée "contre le fascisme", après le 6 février 1934, face aux manifestations des Ligues, l'attitude qu'ont prise à l'égard de celles-ci les catholiques non-traditionalistes" vaut d'être observée. Sept qui paraît en mars 34 publie en novembre une interview sympathique du colonel de La Rocque, chef des Croix de Feu ; L'Aube attend mai 36 pour situer décidément ce mouvement "à droite" ; comme son historien l'a noté, le quotidien "démocrate chrétien" qui <sup>dans</sup> ~~avait~~ les Ligues <sup>un danger</sup> ~~avait~~ l'influence de l'Action Française <sup>plutôt</sup> ~~avait~~ que ~~avait~~ danger fasciste [ en 1934 ] a essayé "de tenir une ligne moyenne" entre ses lecteurs, les uns favorables aux manifestants du 6 février

et ceux -de la Jeune République- qui entendent "barrer la route au fascisme" ; Retenons cette "position tout à fait centriste". L'opinion catholique qui se veut indépendante de la Droite ne devient guère hostile aux ligueurs que dans la mesure où leur appel à l'action immédiate détourne des jeunes du travail éducatif poursuivi par les mouvements de Jeunesse Catholique : l'éducation civique qui y est pratiquée éloigne d'ailleurs ceux qui y participent de l'antiparlementarisme et de la violence. Dans l'urgence, ~~de~~ mars 34, Jacques Maritain suscite une déclaration, publiée en brochure, Pour le Bien Commun : les responsabilités du chrétien et le moment présent qui veut répondre aux aspirations des manifestants, apparemment antagonistes, ~~des manifestants~~ ~~du~~ 6 et ~~du~~ 12 février ; ~~W. M. A. M.~~ <sup>fr</sup> profitant d'une trêve "qui n'est pas une paix", ~~évite~~ <sup>ons</sup> la division du pays en "deux camps". La Lettre sur l'Indépendance publiée par le même philosophe en décembre 35 qui, en conclusion, appelle des chrétiens à une "formation politique nouvelle" ne contredit pas cette tendance vers un "tiers-parti", entre les "extrêmes", qu'Aline Couturat signalera dominante dans La Vie Intellectuelle et Sept. <sup>dans</sup> ~~son~~ ~~ouvrage~~ ~~si~~ ~~loin~~ ~~de~~ "la ligne moyenne centriste" / de L'Aube ? ~~W. M. A. M.~~ délibérément méconnu par ceux qui dénoncent les "démocrates chrétiens" comme des "rouges chrétiens", non sans quelque succès à Rome: Françoise Mayeur et Elisabeth Terrenoire ont analysé la situation dans laquelle, à propos de la politique communiste de "main-tendue" aux travailleurs <sup>chrétiens</sup> ~~catholiques~~, Pie XI <sup>signalait</sup> ~~à~~ ~~l'existence~~ ~~le~~ 31 mai 1936 "parmi les catholiques ... de faux prophètes", mentionnant sans le nommer "un journal qui s'attribue l'honneur de journal catholique". Le général de Castelnau et L'Echo de Paris, nommèrent L'Aube. Sans reconnaître que son quo-

tidien était <sup>visé</sup> par le Pape, Francisque Gay réagit le 7 juin en publiant un long article justificatif intitulé : Catholiques d'abord; ~~avant~~ le 13 juin l'Osservatore Romano <sup>en</sup> publie un extrait. Le P. Bernadot, juge cette réponse par son opportunité, "un coup de génie". Le directeur de L'Aube doit, comme celui d'Esprit, cheminer ~~avant~~ dans des circonstances où la hiérarchie catholique voit dans les mouvements de Front Populaire un succès du communisme, condamné comme la pire forme du socialisme. Dès le premier tour des élections législatives, Francisque Gay et Georges Bidault, éditorialiste de L'Aube, viennent d'être largement battus après s'être délibérément présentés "au centre, entre les deux blocs". <sup>Le</sup> Parti de la Jeune République qui a adhéré au Rassemblement Populaire déclare à la Chambre quatre députés, tandis que le Parti Démocrate Populaire en déclare onze, <sup>élus</sup> ~~à~~ droite: même dans le milieu syndical chrétien, les "Jeunes Républicains" sont jugés du point de vue catholique dangereusement "en pointe"; ~~même~~ "à la gauche" -relative- du catholicisme français, il convient de rester à distance du Front Populaire -même au plan ~~du~~ ~~social~~ social: Les jugements sur la grève généralisée de "Juin 36" ~~qui~~ ~~se~~ ~~font~~ ~~à~~ ~~la~~ ~~preuve~~ ~~que~~ ~~le~~ ~~provent~~ ~~avant~~ ~~que~~ ~~"Sept~~, se gardant de justifier l'occupation des usines, estime: "mieux valait, le plus souvent" que les syndicalistes chrétiens y participent (3 juillet), <sup>mass</sup> (Les Pères Jésuites des Dossiers de l'Action Populaire, tout en reconnaissant la légitimité de l'"ensemble" des revendications "en elles-mêmes" confirment les principes de leur doctrine sociale, disons: de leur théologie morale, en déclarant l'occupation des usines "tout à fait illégale" ("...contraire à l'exercice du droit de propriété" dans "l'état social actuel") et contraire à la morale ...". La "participation active" à la grève avec occupation est donc inadmissible; le mouvement ~~avant~~



Le ~~texte~~ est "politique et révolutionnaire ... dans l'intention des meneurs communistes..." Un analyste du mouvement ouvrier peut penser qu'un texte de ce genre exprime une <sup>incompréhension</sup> ignorance et quelque peur de l'ébranlement ... de masse qui, <sup>avec le Front Populaire,</sup> accompagne l'antifascisme français, prélude de la Résistance. ~~Il y a~~ <sup>quinze</sup> ~~ans~~ <sup>jours</sup> ~~après~~ <sup>en</sup> juillet 36, les événements d'Espagne <sup>ont</sup> opposés <sup>2</sup> de nouvelles difficultés au cheminement de l'antifascisme <sup>parmi</sup> ~~aux~~ <sup>ces</sup> catholiques.

~~En juin 36, des maîtres en pensée sociale invitent les catholiques français à voir les "meneurs communistes" à l'œuvre dans le "mouvement politique et révolutionnaire" de "grève avec occupation" qui <sup>vaient dans leur pays un</sup> accompagne la venue ~~du~~ <sup>au</sup> gouvernement de Léon Blum, soutenu par une majorité de Front Populaire incluant les 72 députés communistes. Nous soulignons le terme sur lequel mettre l'accent : une opinion catholique a, comme telle, un aspect idéologique essentiel. ] On le retrouve à la mi-juillet lorsque la violence de la guerre civile espagnole redouble, pour ainsi dire, l'attention des mêmes catholiques français sur le phénomène "Front Populaire", cette fois ~~dans~~ <sup>en</sup> un ~~autre~~ <sup>autre</sup> pays ~~voisin~~ <sup>voisin</sup> : avant ~~les~~ <sup>les</sup> élections françaises, une majorité de Fronte Popular -ne comprenant que 15 élus communistes- y avait amené au pouvoir un gouvernement de gauche contre lequel une partie de l'armée s'ingurgeait du Maroc à la Navarre. Dans un jugement français sur l'Espagne, l'idéologie peut compter d'autant plus qu'est plus grande l'ignorance des réalités de ce pays : <sup>prendre ce</sup> ~~la~~ <sup>compréhension</sup> ~~historique~~ <sup>jugement</sup> de l'opinion que nous ~~avons~~ <sup>avons</sup> analysée exige à la fois que l'on rappelle quelques événements majeurs et que l'on demande à quel degré ils étaient alors connus : question à <sup>envisager depuis</sup> ~~considérer~~~~

~~Après~~ l'avènement de la seconde République espagnole dont Jean Becarud a interprété l'histoire jusqu'en 1936 (cf).

En août 1930, ~~une réunion~~<sup>les</sup> d'opposants à la Monarchie<sup>espagnole</sup> s'unissent par le Pacte de Saint-Sébastien : y participent le futur président du gouvernement provisoire puis président de la République Alcalá Zamora, un catholique et un autre catholique, prochain Ministre de l'Intérieur, Miguel Maura, fils du grand ministre de la Monarchie Antonio Maura, et dans la délégation catalane le démocrate-chrétien Carrasco<sup>i Formiguera</sup>; liée à cette participation la perspective d'un statut d'autonomie pour la Catalogne s'insère dans l'avenir républicain qui prend un aspect fédéraliste, impliquant la possibilité d'autonomie pour Euzkadi (le Pays Basque) ~~malgré l'absence à cette réunion~~<sup>même si</sup> des nationalistes basques ~~qui sont~~

pas représentés à la réunion.

L'importance de la Catalogne et la liaison Basques-Catalans ~~ont~~ devenir une ~~des~~ données<sup>en F</sup> de la vie politique ~~espagnole~~<sup>gme (10)</sup> dont l'opinion française ~~devra prendre conscience durant la guerre civile~~. Moins d'un an après la réunion de Saint-Sébastien, les élections municipales du 12 avril manifestent une telle poussée de gauche que le roi n'a plus qu'à quitter le pays; le 14 avril, la République est proclamée, notamment à Eibar, où sont forts le Parti Socialiste ouvrier et l'Union Générale des Travailleurs. L'Assemblée -Cortès- Constituante élue en mai 1931 a une telle majorité républicaine et socialiste que les deux premières années de la République apparaissent comme un bienio réformateur<sup>2</sup> - ~~suivi~~<sup>au 4m</sup> bienio rojo - auquel entre les élections de novembre 33 et celles de février 36, succéderont des années de réaction : le bienio negro. Que retenir pour notre propos dans la vision française de ces quatre ans de démocratie espagnole ? De la participation de catholiques déclarés à la genèse de la République, La Vie Catholique et L'Aube, qui commencent alors sa carrière, concluent -sans voir

l'isolement d'un Alcalá Zamora et d'un Miguel Maura - que les catholiques ~~de~~ Espagne <sup>peuvent</sup> ~~pourront~~ ne pas suivre "le déplorable exemple des conservateurs français après 1870" ; on <sup>jugé de l'Espagne</sup> ~~voit~~ leur situation à partir d'<sup>l'ancien</sup> problème français du ralliement. Cependant "une extrême gauche anarchisante" renoue le 11 mai 1931, à Madrid même "une tradition séculaire" <sup>mais</sup> & absente de l'image que des catholiques français <sup>peuvent avoir</sup> ~~ont~~ de l'Espagne : "les incendies de couvents, oeuvres de petits groupes, mais que la foule couvre de son indifférence ironique" (Pierre Vilar). Au moment même, le journal de Bilbao Euzkadi, organe nationaliste basque, marquait la différence de "structure religieuse" entre deux peuples : le peuple basque et ce "peuple qui brûle des couvents à Madrid, à Cadix ou assiste indifférent à l'incendie" tandis que "l'Europe et le monde civilisé" ~~ne~~ demandent "ce qui reste de l'Espagne catholique de Philippe II". A "la lumière des incendies de couvents" qui ne datent <sup>ni</sup> ~~pas~~ de la République <sup>ni du communisme soviétique</sup> et ne peuvent ~~leur~~ "être attribués", le nationalisme basque se situe dans l'histoire politico-religieuse de la Péninsule : les catholiques basques, ne se joindront plus aux catholiques espagnols dans ~~id'~~ autres guerres carlistes (il y en eut deux au XIX<sup>e</sup> siècle) <sup>mais</sup> ~~en~~ ~~fin~~ sauvegarderont la vie religieuse dans la patrie basque. Cette attitude prépare paradoxalement <sup>une action pour</sup> la liberté religieuse dans l'Espagne républicaine où <sup>de cette liberté</sup> le problème sera posé "dans les flammes et dans le sang" dès les premières journées de la guerre civile où <sup>la multiplication</sup> ~~se développera~~ ~~des incendies d'édifices religieux exprime~~ ~~avec une ampleur exceptionnelle la logique des "incendies", ex-~~ ~~pression~~ d'un anticléricalisme populaire dont <sup>les</sup> ~~l'origine~~ catholiques français <sup>ont</sup> ~~ignoraient~~ <sup>l'intensité</sup> la dimension. Aujourd'hui, connaissant les questions qui se sont posées en Espagne autour du Concile Vatican II, <sup>on s'</sup> ~~ne pouvons nous pas nous~~ interroger sur la place que

pouvait bien avoir dans la tradition intégriste de "l'Espagne de Philippe II" le sentiment que la liberté de conscience et de culte est une ~~une~~ exigence d'une civilisation humaine ? Avant de retrouver l'opposition entre le Parti Nationaliste Basque (P.N.V.) et l'intégrisme du "traditionalisme" des survivants du carlisme, revenons à l'évolution de la République espagnole, vue de France. Face aux mesures de laïcisation que la majorité des <sup>Cartés</sup> ~~la constitution~~ a inscrites dans la Constitution, les catholiques militants se rassemblent politiquement dans un "prolongement de l'Action Catholique" (v. Becarut): La Confédération Espagnole des Droites Autonomes (C.E.D.A.) autour de l'Action Populaire et de son leader Gil Robles. Ils <sup>évitent</sup> ~~évoquent~~ la question de la forme de gouvernement <sup>ne</sup> ~~en~~ mettant pas en cause le fait de la République, ~~se~~ se séparant ainsi des monarchistes. Cette attitude <sup>leur</sup> ~~est~~ vaut la sympathie de la plupart des catholiques français ~~pour autant~~ qui ~~ne~~ s'intéressent à l'Espagne : au témoignage de sa fille, E. Terrenoire, "Francisque Gay était subjugué par les qualités de conducteur d'hommes et d'animateur de Gil Robles"; La Vie Catholique <sup>lui</sup> ~~consacrera~~ consacrera une page de son numéro spécial du 29 juin 1935: "Catholiques au pouvoir" - <sup>un</sup> ~~un~~ titre significatif <sup>de</sup> ~~de~~ ~~la~~ ~~recherche~~ ~~des~~ ~~références~~ ~~étrangères~~ par des catholiques français ~~français~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~région~~ éloignés du gouvernement sous la III<sup>e</sup> République, <sup>ou</sup> ~~en~~ ~~conséquence~~ de la division sur "la question religieuse", <sup>restait</sup> ~~fondamentale~~ fondamentale pour un "modéré" incroyant, <sup>Raymond</sup> ~~comme~~ ~~le~~ ~~Président~~ Poincaré. Quelle que doive être l'attitude du vieux Robles au déclin du régime de Franco, le jeune Robles joue ~~comme~~ ~~avant~~ au chef charismatique à la manière fasciste des années 30 : <sup>il</sup> ~~on~~ se fait ~~acclamer~~ acclamer au cri de "Tout le pouvoir au Chef" - par les jeunesses ~~de~~ d'Action Populaire, conduites par Ramon Serano Suñer <sup>avec lui,</sup> ~~et~~ qui, ~~ne~~ rejoindront aussitôt l'insurrection "nationale". Lorsque la C.E.D.A.

participe au ministère Lerroux, L'Aube se réjouit cependant de cette politique de "concentration" de catholiques avec ce "radical"; ~~de~~ <sup>une</sup> "conjonction des centres" que le journal souhaitait pour la France. Il ne semble pas qu'avant la guerre civile l'opinion française ait distingué de la ~~mar~~ <sup>SSR</sup> conservatrice de la C.E.D.A. deux hommes qui, après les élections de Front Populaire, ~~sont~~ cherchèrent une entente avec des leaders socialistes (Basteiro Prieto) ~~et que l'on put, durant la guerre même les confondre avec les insurgés "nationaux"~~ : le valencien Lucia et en Andalousie Gimenez Fernandez ~~qui~~, un moment ministre de l'Agriculture, ~~dont l'essai de militant pour une~~ réforme agraire <sup>pitoyable et</sup> auquel un autre élu de droite ~~répondait~~ que, si les Encycliques le dépossédaient, il se ferait schismatique (cité par P.Vilar). En octobre 34 l'image de la C.E.D.A. à gauche et dans le monde ouvrier est telle qu'à l'entrée de trois de ses membres au gouvernement répondent deux tentatives révolutionnaires : en Catalogne et aux Asturies. Dans cette région <sup>minière</sup> ~~ourière~~, l'Espagne a "sa Commune : épouvantail pour les uns, pour les autres symbole exaltant de l'héroïsme et des malheurs ouvriers" (P. Vilar). ~~On retiendra que~~ l'unité prolétarienne <sup>que réalisent</sup> ~~réalisée~~ chez les mineurs asturiens (socialistes, anarcho-syndicalistes, communistes) est liée <sup>au sentiment d'</sup> à un contexte international : avènement d'Hitler en Allemagne, en Autriche rupture violente avec le <sup>mouvement ouvrier socialiste</sup> du chrétien-social Dollfuss dont l'idéologie catholique apparaît proche de celle de la C.E.D.A. ~~On retiendra surtout que~~ le bienio negro reste dans la mémoire ouvrière le souvenir de la répression par ~~le~~ garde civil et "Le Maure". ~~Que~~ <sup>e</sup> penser de cet "octobre rouge"? Les milieux "avancés" qui se dégagent dans le catholicisme français l'apprennent d'un professeur d'Oviedo dont l'influence en France va être consi-

dérable, Alfred Mendizabal; <sup>à</sup> ~~son~~ <sup>son</sup> témoignage oriente les esprits à la fois contre "le mirage du fascisme" et contre "l'expérience communiste" (nous soulignons) qu'il estime avoir vécue. Lorsque ~~en~~ le 6 mai 1936 La Croix commente de nouveaux incendies d'églises elle y ~~signale~~ <sup>reconnait</sup> "une des caractéristiques de tout mouvement d'inspiration bolchévique." ~~Comme~~ à l'égard du Rassemblement Populaire français, les catholiques français ~~partiront~~ se situent à l'égard du Fronte Popular par ~~une~~ référence ~~idéologique~~ <sup>idéologique et passionnelle,</sup> primordiale ~~au communisme: cette situation va se retrouver moins de~~ <sup>référence confirmée</sup> ~~trois mois après,~~ dès le début et tout au long de la Guerre civile ~~elle~~.

~~Rout~~ <sup>situons historiquement</sup> ~~comprendre~~ les milieux péninsulaires que cette guerre va faire découvrir aux catholiques français en chemin d'antifascisme; ~~il faut situer historiquement~~ deux partis "démocrates chrétiens" d'importance inégale, mais en affinité profonde par leur ~~nationalisme~~ <sup>nationalisme</sup>, opposition au centralisme de l'Etat espagnol fondée sur une très vive conscience d'une nationalité <sup>propre</sup> ~~distincte~~ et l'exigence qu'elle soit juridiquement reconnue. L'Union Démocratique de Catalogne est un petit parti fondé en novembre 1931 par de jeunes catholiques que rejoint bientôt Carrasco i Formiguera, un des délégués catalans au Pacte de Saint-Sébastien; c'est avec grande difficulté que ces démocrates chrétiens cherchent une place entre les grands partis "catalinistes": à droite, <sup>la</sup> Lliga regionalista; à gauche, l'Esquerra catalana de Companys. Aux élections générales de 36, ~~lorsque~~ <sup>beau</sup> l'évêque de Barcelone ~~est~~ déclaré en danger "l'existence de l'Espagne catholique" et ~~est~~ l'Action Catholique diocésaine ~~est~~ <sup>elle</sup> appelée à l'union pour "la Religion et la Patrie", l'Union Démocratique refuse de rejoindre le "Front Catalan de l'Ordre"; ~~elle~~ <sup>elle</sup> ne présente pas de candidat. <sup>aux Cortès</sup> Ses membres seront durement persécutés par les groupes anarchistes qui, la

rébellion militaire ayant échoué à Barcelone, contrôleront ~~la~~  
<sup>Barcelone</sup> ~~la~~ République catalane. Tandis que certains démocrates chrétiens se  
réfugient à Paris où ~~ils~~ <sup>certains</sup> seront actifs contre la propagande ~~par~~  
<sup>en milieu catholique et</sup> politique de Franco, pour la paix par ~~la~~ médiation préconisée par  
A. Mendizabal, <sup>en autre</sup> ~~qui en aidant~~ <sup>era</sup> l'action du ~~gouvernement de la Répu-~~  
<sup>de la République</sup> ~~blique~~ du "ministre basque", d'autres resteront à Barcelone,  
loyaux aux institutions régulières de "la Généralité". Carrasco  
i Formiguera, chargé par le président Companys d'une mission au-  
près du gouvernement basque, sera en mars 1937 <sup>sa</sup> ~~saisi~~ en mer par  
les franquistes, condamné à mort en août ~~à~~ ~~Murcia~~ et fusillé  
en avril 1938. La République ayant "normalisé" la situation à  
Barcelone, le Parlement catalan s'était réuni en août 37, ~~et~~ l'u-  
nique représentant de l'Union Démocratique y ~~avait~~ ~~exprimé~~ la  
position de son parti, s'abstenant seul de voter la confiance au  
~~le~~ gouvernement de la Généralité qui avait toléré un régime  
illégal de violence. Si ces <sup>catholiques</sup> ~~démocrates~~ ~~chrétiens~~ catalans ne sont  
qu'"une poignée", le Parti Nationaliste Basque représente en  
Biscaye et Guipuzcoa, une masse catholique dont l'attitude po-  
litique posera un problème majeur à l'opinion <sup>internationale</sup> ~~catholique~~: pas  
seulement en France, ~~à~~ à travers le monde du fait des relations  
~~internationales~~ d'un ~~peuple~~ ~~commerçant~~ ~~et~~ de l'influence  
dans les Républiques d'Amérique Latine des <sup>Basques</sup> ~~citoyens~~ d'origine  
basque <sup>liés</sup> ~~et~~ <sup>avec</sup> entre eux et ~~de~~ leurs compatriotes européens ~~et~~ ;  
<sup>l'alliance</sup> ~~la~~ ~~liaison~~ du nationalisme basque avec la République espagnole ap-  
porta à celle-ci, même après la défaite, un supplément de force  
dans le monde ibérique. <sup>à</sup> Avant ~~la~~ ~~guerre~~ ~~de~~ 36, l'opinion fran-  
çaise cependant ne connaissait guère les Basques que comme  
-disait Mauriac- "un peuple qui danse et chante au pied des  
Pyrénées". La réalité politico-sociale ~~qui~~ ~~se~~ ~~trouve~~ au sud de la Bidassa

Vont de l'œuvre

qu' à partir de l'automne 36 des ~~travaux~~ catholiques français <sup>m'</sup> est  
 incompréhensible <sup>que par un</sup> ~~par un~~ rappel historique. Sans diminution  
 aucune de sa conscience fondamentale de nationalité <sup>(11)</sup> ~~notamment~~  
 avec <sup>avec</sup> les aspects "racial" et linguistique, le nationalisme du  
 Parti Nationaliste <sup>Basque</sup> (P.N.V.) a évolué dans les années 1930 sous l'influence d'une gé-  
 nération de jeunes catholiques dont les plus connus seront Manuel  
 de Irujo, "le ministre basque" de la République en guerre, José  
 Antonio de Aguirre, premier président de la République autonome  
 d'Euzkadi, José Maria Leizaola qui lui a succédé à ce poste, en  
 exil. Les catholiques basques <sup>apparaissent</sup> ~~ont~~ loin de l'intégrisme carliste  
 lorsqu' <sup>'aux</sup> Cortès constituantes Aguirre oppose aux "pieuseries" un  
 "catholicisme viril" qui "refuse toute consubstantialité entre  
 la religion et un régime politique" et affirme ~~une~~ <sup>l'</sup> "indépendance  
 absolue" du pouvoir temporel dans son domaine à l'égard de l'au-  
 torité ecclésiastique; <sup>de même,</sup> ~~en outre~~ lorsque le journal Euzkadi cite  
 la revue Esprit. Au 14 avril 31 le P.N.V. ne s'est pas simple-  
 ment référé à la théorie <sup>classique</sup> depuis Léon XIII et <sup>la</sup> ~~la~~ <sup>la</sup> ~~la~~  
~~doctrine~~ <sup>politique</sup> ~~de~~ France du "ralliement") ~~à la République~~ selon laquelle  
 la légitimité du pouvoir civil s'accompagne de la validité ~~de~~ <sup>de</sup>  
<sup>divers régimes et</sup> ~~de~~ de "l'accidentalité" de ces formes ~~du~~ point de vue  
 de l'Eglise. Après la chute en 1918 de la monarchie allemande,  
 la majorité du Centre, modèle des "partis catholiques", <sup>a</sup> ~~ava~~ adopte  
 cette doctrine ; d'où une certaine tiédeur, sauf dans son aile  
 gauche, <sup>dans</sup> ~~à l'égard~~ de "la défense républicaine". En se distinguant  
 de la droite monarchiste, la C.E.D.A. reprend la même position  
 qu'en février 1934 Alfred Mendázabal critique dans <sup>Politique</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~un~~  
~~un~~ <sup>en</sup> ~~il~~ s'interroge <sup>ant</sup> sur le sens du "respect" dû  
 selon l'enseignement pontifical au "pouvoir" établi : <sup>s'agit-</sup> ~~signifier~~  
 il <sup>de</sup> servir avec "loyauté" ou simplement "accepter", c'est-à-dire



de "supporter" en attendant, si on accède au gouvernement, de pouvoir "renverser"? ~~Cette~~ <sup>Cette</sup> ~~question~~ <sup>question</sup> que tous les démocrates de conviction posent à des ralliés ~~avec Alava~~ conduit un "républicain conservateur" comme Alcala Zamora, Président de la République depuis décembre 31, à ne pas vouloir en 1935 de Gil Robles comme Président du Conseil (J. BECARUD trouve dans l'attitude de la C.E.D.A. à l'égard du régime "de quoi justifier la méfiance des républicains même modérés"). ~~Maintenant~~ <sup>Attitude</sup> de P.N.V. <sup>n'a pas la même attitude que</sup> ~~Alcala Zamora~~ de la C.E.D.A. : en avril 1934 se déclarant instruit par l'expérience de la monarchie espagnole, il salue la République, acclamée par le peuple basque, promise sans doute à un avenir fédéral du fait de la participation catalane au Pacte de Saint-Sébastien : l'entente avec le catalanisme, même de gauche anticléricale, va devenir une orientation majeure du parti catholique basque. Durant les deux premières années de la République, celui-ci reste cependant allié à la droite "traditionaliste" <sup>pour</sup> ~~avec~~ la défense religieuse ~~comme~~ <sup>dans</sup> le combat pour un statut d'autonomie. Indalecio Prieto, socialiste de Bilbao, <sup>traite</sup> ~~considère~~ alors de "basco-romain" le groupe "basco-navarrais" des Cortès et considère qu'un Euzkadi autonome serait dominé par le Vatican. C'est dans le bienio negro, c'est-à-dire radical - cedista -, que le nationalisme basque, atteint ~~de~~ <sup>par</sup> ~~une~~ <sup>une</sup> certaine ~~crise~~ <sup>crise</sup> par la répression gouvernementale, ~~appuyé~~ <sup>appuyé</sup> par la C.E.D.A. se détache de l'ensemble des droites espagnoles pour aborder les élections de 36 sans lien avec aucun des deux Blocs, dans une position de centre. Toujours doctrinalement opposée au socialisme, la presse du P.N.V. dénonce l'attitude anti-sociale de la droite ~~en Espagne~~, attaque le leader traditionaliste d'Alava, "le millionnaire Oriol", s'intéresse -signe d'ouverture

internationale- au New Deal de F.D. Roosevelt et, avec Aguirre en janvier 36, exalte "la justice sociale" <sup>se disant même</sup> ~~un point de vue~~ "chrétiennement révolutionnaire". En même temps la Solidarité des Travailleurs Basques devient une organisation de masse, de plus en plus revendicative et militante, bénéficiant du travail d'éducation ouvrière accompli par des prêtres nationalistes dont plusieurs seront fusillés par les soldats de Franco. Le nationalisme basque est ainsi en condition, malgré son centrisme, de devenir <sup>dans la guerre</sup> ~~et apparaît aux catholiques français~~ un allié ~~dans la guerre~~ du Front Populaire qu'il a électoralement combattu ~~en 1936~~.

#### Juillet-octobre 1936

Pour avoir rapidement une idée des <sup>réactions</sup> ~~notamment affectives~~ qu'après le 18 juillet 1936, les nouvelles d'Espagne suscitent chez les catholiques français, il suffit de relire la brochure de Francisque Gay : Dans les flammes et dans le sang, des crimes contre les églises et les prêtres en Espagne, <sup>entendons</sup> ~~avec~~ la partie, la plus étendue et la plus peuplée, de l'Espagne où l'insurrection contre le gouvernement républicain a échoué. "Les flammes" sont celles des églises et des couvents ; "le sang", celui des prêtres, religieux, religieuses ; en même temps que ces "crimes commis par les rouges", on apprend qu'il n'y a plus de culte public dans toute cette zone, les deux provinces basques Guipuzcoa et Biscaye exceptés auxquelles, à ce moment, on ne prête guère attention. Celle-ci se porte, par contre, sur Barcelone où dit-on "toutes les églises ont été incendiées", quitte à préciser ensuite : "la cathédrale excepté". André Malraux évoquera un an plus tard, dans L'Espoir, la métropole catalane brûlant "de toutes ses églises" tandis qu'un colonel "catholique fervent", loyal à la République,

combat les factieux aux côtés des anarchistes "dans une étrange fraternité" : le romancier posera un grave problème qui lors de la parution du roman, <sup>offellera des catholiques français</sup> sera également <sup>chez</sup> posé en France à la réflexion catholique. A l'été 36, <sup>Ceux-ci</sup> des catholiques français ne peuvent totalement ignorer l'existence d'anarchistes ou d'anarcho-syndicalistes en Catalogne, Aragon ou ailleurs, mais, en matière d'agressivité anticléricale, <sup>le catholique moyen</sup> ~~ils~~ ne les distinguent pas des "socialo-communistes" ; L'Osservatore Romano parle en juillet de "dictature anarcho-communiste". Des "horreurs" qu'ils apprennent conduisent -remarque René Rémond- "presque tous les catholiques" de France à réagir comme <sup>d'abord</sup> François Mauriac - <sup>il l'</sup> ~~qui~~ <sup>expliquera plus tard</sup> en "hommes de droite" : le grand écrivain <sup>voulait "raison garder" en</sup> qui résistait à "l'atmosphère de guerre civile" où une grande part de la bourgeoisie française croyait vivre depuis l'avènement du Front Populaire, ~~mais~~ <sup>"raison garder"</sup> Le Figaro du 25 juillet dans "l'Internationale de la Haine, ... le partisan Léon Blum, qui brûle d'intervenir" aux côtés du Fronte Popular, de collaborer "activement au massacre". <sup>Il</sup> ~~Mauriac~~ <sup>cependant</sup> n'approuve pas "le prononciamiento" dont les soldats ne vont remporter à Badajoz le 15 août qu'une "victoire souillée" (écrit-il le 18) par "l'extermination en masse des vaincus" ; ~~l'~~ exécution de "plus de mille prisonniers", estime le 27 août La Croix ~~où~~ où François Veuillot écrit : "... chers catholiques espagnols, ce n'est pas ainsi que l'on fait triompher la religion". Si, <sup>après</sup> ~~malgré~~ cette "tuerie", ~~par~~ <sup>publie à</sup> ~~les~~ Francisque Gay <sup>3</sup> la Toussaint 36 publie en brochure un dossier sur "l'Enfer espagnol" du côté gouvernemental, cette "oeuvre de circonstance" (Françoise Mayeur) répond à ~~pas~~ <sup>plusieurs</sup> ~~mobiles~~ : - un <sup>saucis primordiale</sup> ~~saucis primordiale~~ de l'opinion catholique, - ~~la~~ la conviction que les journalistes ~~français~~ du Front Populaire ne parviennent pas à justifier la faiblesse des républicains espagnols devant leurs

alliés extrémistes, <sup>le désir</sup> ~~enfin à l'exigence~~ d'obtenir, en France comme en Espagne, des défenseurs des Droits de l'Homme une condamnation nette d'atteintes aussi graves à la liberté religieuse. Ne rappelant pas simplement des "crimes contre les églises et les prêtres" perpétrés après l'insurrection du 18 juillet, mais ceux mêmes d'octobre 34 aux Asturies, les cent cinquante pages du directeur de La Vie Catholique et de L'Aube expriment la difficulté première qu'on éprouve dans <sup>son</sup> ~~ce~~ milieu à présenter la crise de la République espagnole qu'on aurait volontiers embrassée. Pour adopter une autre attitude, il aurait fallu ne pas, comme l'éditorialiste de L'Aube le 24 juillet, réagir seulement d'un point de vue moral en pensant aux "innocents massacrés", - <sup>ne</sup> pas simplement rappeler en journaliste catholique que les prêtres sont les "ministres de l'Évangile", visés ~~par~~ <sup>par</sup> ~~les~~ <sup>par</sup> ~~puissances~~ <sup>par</sup> ~~de~~ <sup>par</sup> ~~haine~~ <sup>par</sup> ~~de~~ <sup>par</sup> ~~haïnt~~ <sup>par</sup> ~~de~~ <sup>par</sup> ~~ce~~ <sup>par</sup> ~~n'est~~ <sup>par</sup> ~~pas~~ <sup>par</sup> ~~le~~ <sup>par</sup> ~~jour~~ <sup>par</sup> ~~de~~ <sup>par</sup> ~~re-~~ <sup>par</sup> ~~chercher~~ <sup>par</sup> ~~"des~~ <sup>par</sup> ~~explications~~ <sup>par</sup> ~~complexes"~~ <sup>par</sup> ~~ni~~ <sup>par</sup> ~~de~~ <sup>par</sup> ~~"se~~ <sup>par</sup> ~~demander~~ <sup>par</sup> ~~si~~ <sup>par</sup> ~~des~~ <sup>par</sup> ~~fautes~~ <sup>par</sup> ~~n'ont~~ <sup>par</sup> ~~pas~~ <sup>par</sup> ~~été~~ <sup>par</sup> ~~commises"~~ <sup>par</sup> ~~sur~~ <sup>par</sup> ~~le~~ <sup>par</sup> ~~catolicisme~~ <sup>par</sup> ~~espagnol.~~ <sup>par</sup> Au lieu de signaler seulement un défaut récent d'action sociale on ~~aurait~~ <sup>peut-être</sup> dû avoir une idée au moins intuitive de la consubstantialité entre "hispanité" et catholicisme séculairement établie par l'intégrisme espagnol et de l'intensité corrélative d'un anticléricalisme populaire <sup>pour lequel</sup> ~~qui~~ <sup>pour lequel</sup> ~~traitait~~ <sup>pour lequel</sup> ~~l'Église~~ <sup>pour lequel</sup> ~~est~~ <sup>pour lequel</sup> ~~"symbole~~ <sup>pour lequel</sup> ~~visible~~ <sup>pour lequel</sup> ~~d'une~~ <sup>pour lequel</sup> ~~oppression~~ <sup>pour lequel</sup> ~~séculaire"~~ <sup>pour lequel</sup> (Azafia cité par F. Gay), ~~ce~~ <sup>pour lequel</sup> ~~re-~~ <sup>pour lequel</sup> ~~con-~~ <sup>pour lequel</sup> ~~naissait~~ <sup>pour lequel</sup> ~~comme~~ <sup>pour lequel</sup> ~~d'instinct~~ <sup>pour lequel</sup> ~~"le~~ <sup>pour lequel</sup> ~~pivot~~ <sup>pour lequel</sup> ~~du~~ <sup>pour lequel</sup> ~~monde~~ <sup>pour lequel</sup> ~~conservateur"~~ <sup>pour lequel</sup> (J. BECARUD) ~~?~~ Dans la position de L'Aube, son éditorialiste ne pouvait qu'écrire le 26 juillet : "les massacres de prêtres et les incendies d'églises ... nous interdisent de considérer comme digne de secours ... une cause ainsi défendue et même ainsi définie" ; l'appui des catholiques français était acquis à une politique de non-intervention ~~sur~~.

pas simplement

peuple y

Nous n'avons pas à rapporter ici les vicissitudes de cette politique adoptée dès les premiers jours d'août que le gouvernement Blum et que l'intervention massive de l'Italie et de l'Allemagne <sup>en faveur</sup> ~~interventions~~ du "mouvement national" transformé <sup>en</sup> de plus en plus en "comédie". Envoyons simplement à l'excellente analyse de "la politique extérieure du premier gouvernement Léon Blum" (4 juin 36-22 juin 37) présentée par Pierre Renouvin au Colloque de 1965 : Léon Blum chef de Gouvernement <sup>(Paris 1967)</sup> et à la très complète analyse d'opinion de David Wingate & Pike, Les Français et la Guerre d'Espagne <sup>(Paris</sup> ~~publiée en~~ <sup>1975)</sup>. De la discussion du Rapport Renouvin, ~~nous devons pour notre propos~~ <sup>ons</sup> retenir le très remarquable témoignage de Pierre Cot, ministre de l'Air dans le premier gouvernement Blum et jusqu'en février 38 dans le premier gouvernement Chautemps : l'auteur de cette communication ~~z~~ gardé le souvenir de l'accueil que reçut du ministre radical le délégué à Paris du gouvernement autonome d'Euzkadi, le député du Guipuzcoa Picavia, venu exposer la situation de la Biscaye sans couverture aérienne ; on ne saurait oublier le rôle majeur de Pierre Cot dans la pratique d'une "non-intervention relâchée" qui apporta ~~un~~ un certain degré d'aide à la République espagnole ; si on jugeait cette action essentielle, on pouvait s'assurer de sa réalité <sup>auprès</sup> ~~en~~ ~~rapportant~~ des amis du secrétaire général de la C.G.T., Léon Jouhaux, qui dirigeaient la Fédération Générale des Fonctionnaires. Dans la préface élogieuse qu'il a donnée à l'ouvrage de D.W. Pike <sup>qui, en</sup> ~~conclut~~ conclusion <sup>rend</sup> manifeste "à l'intérieur" de la France une "situation sans issue"<sup>m</sup>, Pierre Renouvin indique que, parmi les obstacles internes à l'intervention, "la question religieuse ... a joué un rôle dont il faut souligner l'importance" <sup>et</sup> ~~il~~ signale ~~un~~ un mémoire inédit d'Antoine Prost sur L'opinion catholique française

et la guerre d'Espagne : travail remarquablement documenté et conduit que son auteur a bien voulu nous permettre d'utiliser. Par la "question religieuse" M. Renouvin entend " l'indignation devant le comportement de certains éléments du Frente Popular à l'égard du clergé et des congrégations." Nous savons en quels termes l'Aube s'opposait à l'aide sollicitée par le gouvernement Giral nommé le 19 juillet à Madrid : impossible "de considérer comme digne de secours" une cause défendue, sinon définie, par "les massacres de prêtres et les incendies d'églises". C'était refuser d'un point de vue moral la position présentée "en droit et en conscience" par un délégué de l'Espagne à la S.D.I., le juriste catholique Ossorio y Gallardo, : ~~pour nous~~ "le pouvoir légitime d'un peuple, c'est celui qui est élu conformément aux normes juridiques de ce peuple... pour nous,

---

Nos républicains espagnols, un gouvernement est légitime lorsqu'il a accompli le devoir constitutionnel de se présenter devant le Parlement et qu'il en obtient la confiance ... "Fondamentalement, le gouvernement espagnol et le Parlement qui le soutient sont issus d'élections faites contre les partis... opposés <sup>[qui étaient]</sup> <sup>[à]</sup> au pouvoir <sup>[cela]</sup> dans/des conditions de liberté suffisantes pour que la majorité ait le droit d'affirmer qu'elle représente la volonté du peuple ... Dès qu'un peuple accepte comme principe de légitimité la souveraineté du peuple, dès qu'il reconnaît dans la délégation du peuple la seule source légitime du pouvoir, il ne peut plus échapper à la conséquence : le gouvernement légitime est celui qui obtient la majorité du peuple dans des élections suffisamment libres et correctes". Aussi bien, en faisant appel à la fourniture d'armes, l'ambassadeur du gouvernement Giral le déclare "gouvernement légitime" derrière lequel "se trouve la volonté nationale exprimée par le suffrage". Comme le reconnaissait le ministre radical des Affaires Etrangères, Yvon Delbos partisan de la non-intervention, celle-ci consistait dans le refus à un gouvernement reconnu de l'exercice d'un droit - cela pour des raisons d'opportunité politique, tant interne qu'externe. Ce n'était pas seulement cette question internationale de régularité, de normalité que faisait apparaître la thèse d'Ossorio i Gallardo; celui-ci, ancien ministre de la monarchie devenu républicain, rendait manifeste la raison pour laquelle, cohérent avec son option démocratique, il demeurait et allait rester, comme ambassadeur à Bruxelles puis à Paris, loyal à la République. C'était - même si les catholiques français ne le remarquaient pas dans l'immédiat - <sup>poser</sup> ~~poser~~ le problème du loyalisme à la République de ces catholiques espagnols - ni basques ni catalans - qui, coupés de la masse de leurs coreligionnaires, ont dû

cheminer seuls : un historien récent de la démocratie chrétienne les appelle Los Solitarios et classe Ossorio parmi eux. On n'en a pas fait le compte mais on <sup>en</sup>sait l'existence; on la connaissait à l'époque, notamment celle qui compte en guerre, d'officiers de haut grade : la figure du colonel Gimenez dans L'Espoir n'est pas une pure fiction. Nous aurons à côté quelques "solitaires" civils, nous retrouverons ce problème éthique de loyauté lié <sup>à un</sup> régime constitutionnel d'un "État de droit".

Dans l'été 36, ce n'était pas en ces termes que le problème espagnol était passé en France par l'opinion qui voulait être catholique. Les "crimes" anticléricaux tolérés dans la zone républicaine l'appelaient à justifier la révolte armée contre le gouvernement de Madrid : le 21 août, la rédaction de Sept note que, parmi les lecteurs, "certains ... se sont étonnés que nous n'ayons pas entonné l'éloge des rebelles espagnols" ; il fallait donc traiter du droit à l'insurrection. ~~Le même numéro~~ <sup>le fait</sup> en se référant à la doctrine de saint Thomas d'Aquin, <sup>dans</sup> ~~par~~ un article théologique signé Sept. Complexe et nuancé, méthodiquement mené, il suggère comme le note D.W. Pike que lors de l'insurrection des généraux, les conditions de sa légitimité n'existaient point. P. Renouvin signale ~~avec~~ avec raison que l'hebdomadaire dominicain était "hostile au général Franco". N'entrons pas dans la controverse qui ~~accompagne~~ accompagne au long de la guerre de 36-38 l'application qu'on y fait d'une doctrine d'école théologique, invoquée ~~par~~ ~~par~~ par les théologiens acquis au "mouvement national" en Espagne et en France (notamment le P. du Passage S.J. qu'onier de la Fédération Nationale Catholique du général de Castelnau). Une étude mérite d'être retenue : celle où Luigi Sturzo montre dans La Vie Intellectuelle de mai 37 comment pour le moraliste catholique le problème du droit de



révolte et de ses limites s'est modifié avec la position de fait du citoyen à l'égard de l'État devenu constitutionnel. L'article signé Sept du 21 août 36 <sup>notait - observe</sup> ~~maintient~~ ~~notamment~~ D.W. Pike, la difficulté "de justifier une rébellion dans un pays qui maintient la liberté de parole, de presse et de propagande" • Le fondateur du Parti Populaire Italien, homme de culture théologique, ne justifie pas la révolte des militaires espagnols, mais explicite la raison morale de la réserve à l'égard des deux camps qu'il avait exprimée dans L'Aube du 6 septembre 36 sous le titre significatif "Politique d'abord ou morale d'abord" ; il estime en 37 qu'en Espagne, il y a lutte "entre deux factions" mais "plus de pouvoir légitime" : celui qui l'était, le gouvernement de Front Populaire, s'étant "montré incapable de maintenir l'ordre" au point de perdre son titre d'autorité". C'est le point de vue précité de l'éditorialiste de L'Aube dès juillet 36. ~~à la nouvelle des "orines"~~ ~~américains.~~ Il faut se demander si des Espagnols ne pouvaient pas, au moment pour eux de décider - ce même juillet 36 - avoir une autre attitude et éprouver l'obligation de l'adopter : l'historien doit éventuellement marquer l'inadéquation du raisonnement du moraliste à la motivation du militant dans l'urgence de l'action - inadéquation que l'on constatera dans ~~Mexique~~ ~~la~~ ~~Résistance~~ ~~française.~~ <sup>Durant l'été 36, dans la Deûche de</sup> ~~la~~ ~~Résistance~~ ~~française.~~ Dans <sup>Toulouse,</sup> ~~un~~ ~~quotidien~~ ~~régional~~ ~~particulièrement~~ ~~attentif~~ ~~à~~ ~~l'Espagne,~~ ~~alors~~ ~~très~~ ~~influent~~ ~~et~~ ~~de~~ ~~grande~~ ~~qualité~~ ~~intellectuelle,~~ ~~Guglielmo~~ ~~Ferrero,~~ ~~défendait~~ ~~le~~ ~~point~~ ~~de~~ ~~vue~~ ~~d'Ossorio~~ ~~i~~ ~~Gallardo,~~ <sup>et signalait</sup> ~~notait~~ qu'"un gouvernement légitime peut rectifier ses erreurs" (en juillet 37, un catholique loyal à la République pouvait escompter que, le moment critique passé, l'exercice constitutionnel de la liberté religieuse serait rétabli) • Dans le même journal, un juriste de gauche modérée, Georges Scelle ~~me~~ donnait "l'acte de rébellion pour légitime seulement dans

le cas d'une peuple ... n'ayant aucun moyen constitutionnel de faire entendre sa voix". Chez les Dominicains de Juvisy comme à L'Aube, la position du problème de la résistance à l'oppression ne ~~peut~~ tient pas à ce degré compte/du droit démocratique moderne ; ~~on ne peut pas~~

La Vie Intellectuelle du 10 septembre, ~~qui~~ déclare dans le billet de Christianus que, par la non-intervention, le gouvernement français a "rempli un devoir de sa charge en décidant, en présence des idéologies opposées, de s'abstenir" ; intitulé "Pitié pour notre soeur l'Espagne" ; le billet appelait les catholiques à "une campagne ~~de~~ <sup>de</sup> dénonciation de tous les crimes ~~de~~ <sup>de</sup> camps. Bien qu'il publiât le début d'un article anonyme, d'intention équilibré, qui allait en conclusion souhaiter "comme un moindre mal le triomphe rapide et complet des insurgés", le n° du 25 septembre de ~~la Vie Intellectuelle~~ <sup>la même revue</sup> commentait longuement le discours adressé par Pie XI le 14 septembre à cinq cents réfugiés espagnols de la zone républicaine : l'attention est attirée sur les passages qui situent le Pape "au-dessus du combat" ; ce qui, à l'époque, correspond comme l'observe Antoine Prost, à "la position officielle" du Vatican. On n'interprète pas autrement le discours à L'Aube ; ~~la~~ la brochure Dans les flammes et dans le sang maintient vivement cette interprétation. Sans analyser davantage cette exégèse <sup>conforme</sup> ~~de~~ <sup>en rapport avec</sup> la pratique ecclésiale <sup>de l'époque</sup>, notons que l'allocution de Pie XI s'adressait -comme le signale A. Prost- d'une manière spéciale à "tous ceux qui ont assumé la difficile et périlleuse tâche de défendre et de restaurer les droits et l'honneur de Dieu et de la religion.." ; de plus, elle déclarait "opportun et souverainement nécessaire ... de mettre tout le monde en garde contre le piège grâce auquel les hérauts des forces subversives cherchent à créer quelques possibilités de rapprochement des catholiques pour obtenir quelque collaboration de leur part.

C'est ce qu'ils font en distinguant entre idéologie et pratique, entre idée et action, entre ordre économique et ordre moral. Piège extrêmement périlleux ..." Ce problème de "collaboration avec une "force subversive" comme le mouvement communiste, sera repris dans l'Encyclique Divini Redemptoris, en mars 37. Il est posé ~~mal~~ <sup>mal</sup> été 36 en Espagne du Nord par l'action des nationalistes basques organisés en parti catholique.

La <sup>découverte</sup> ~~prise de conscience~~ de cette situation va aider au développement dans le catholicisme français d'un antifascisme / auquel le début de cette guerre opposa des obstacles majeurs (17).

Les catholiques français paraissent n'avoir rien su des catholiques basques <sup>d'Espagne</sup> ~~en l'état espagnol~~ avant le 1<sup>er</sup> août où La Croix publie une lettre commune des évêques de Victoria et de Pampelune : intervenant comme "prélats de la Sainte Eglise" dans le combat fratricide où leurs diocésains s'entretuent -carlistes de Navarre et nationalistes basques-, <sup>ils</sup> accusent les seconds d'avoir accompli "un mal" pour réaliser ce qu'ils estimaient "un bien" ; l'autonomie ; <sup>à savoir</sup> ~~la~~ <sup>faire</sup> "cause commune avec les ennemis déclarés et acharnés de l'Eglise" ; <sup>c'est</sup> absolument illicite ; les évêques ~~ils~~ disent / "avec toute l'autorité dont ils sont "revêtus et sous la forme catégorique d'un commandement ..." - auquel, manifestement, les intéressés n'obéissent point. Avertis le 6 août de la prise de position épiscopale par la radio rebelle de Burgos, les dirigeants ~~du~~ P.N.V. en lisent le texte, parvenu par hasard à Bilbao le 14 du même mois ; <sup>ils</sup> ~~ils~~ décident ~~de~~ d'envoyer à Rome un ecclésiastique capable d'exposer "les aspects moraux de l'attitude du Parti" : c'était <sup>basque</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> Alberto de Onaindia, chanoine de Valladolid, qui deviendra célèbre comme témoin du bombardement de Guernica ; ce prêtre <sup>un homme de paix</sup> ~~partira~~ chemine ~~vers~~ <sup>(12)</sup> aux côtés de son peuple le 14 septembre 1936, il part pour la France afin de gagner Rome ; c'est le lendemain de la chute de Saint-Sébastien (chute d'Irun le 4 septembre) ; son frère,

vicaire d'une paroisse du Guipuzcoa, sera fusillé par les rebelles le 28 <sup>octobre</sup> ~~septembre~~. Lorsque le 13 octobre, il quitte Saint-Jean de Luz, il a dans une série de conversations mis en forme "la thèse basque" dont ses mémoires, rappellent l'essentiel - ce qui éclaire la controverse de l'époque et notre réflexion. Cependant, le 7 septembre, José Antonio de Aguirre a été élu à Guernica président de la République d'Euzkadi conformément au statut d'autonomie adopté par les Cortès de Madrid le 1<sup>er</sup> octobre ; le 25 septembre, Manuel de Irujo était entré comme ministre sans portefeuille dans le gouvernement de Largo Caballero, successeur de Giral depuis le 4 septembre. Le chanoine Onaindia avait informé le Vatican dans un langage de théologie morale <sup>des</sup> raisons pour lesquelles les dirigeants du P.N.V., agissant dans leur compétence et responsabilité temporelles, ~~avaient~~ <sup>ont</sup> choisi ~~la voie qui conduisait~~ <sup>de se serrer</sup> ~~à cette situation~~ <sup>pour</sup> dans la République en guerre. ~~Comment~~ <sup>il faut</sup> comprendre la présentation de ce choix à Rome et aussi à l'opinion catholique, en France spécialement, ~~il faut~~ <sup>il faut</sup> rappeler la manière dont il se fit dans l'urgence d'une action en circonstances de crise <sup>(13)</sup> ~~1931~~.

Nous savons que, durant le bienio negro, le P.N.V. s'était éloigné des droites espagnoles sans rejoindre les gauches unies dans le Front Populaire : aux Cortès que ce dernier dominait, la Commission compétente présidée par ~~Ion~~ <sup>Ion</sup> Indalecio Prieto, Aguirre en étant secrétaire, se prononce pour le statut d'autonomie dont l'adoption apparaît certaine. Pampelune est une des premières capitales de province aux mains des insurgés ; le général Mola, animateur de l'Union Militaire Espagnole, qui y commande <sup>a conspiré</sup> ~~est entendu~~ avec les carlistes, qui, organisés depuis 1931, avec l'appui du clergé local, peuvent lui fournir quelques dizaines de milliers de volontaires prêts à tuer au cri de Viva Cristo Rey ! Un membre du P.N.V., le maire d'Estella, patrie de Manuel de Irujo, attentif aux agissements des conspirateurs a vaillamment offert

de les interrompre, dans les jours précédant l'insurrection, au gouvernement de Madrid qui estimait le général Mola loyal à la République: son loyalisme coûta la vie au maire d'Estella, fusillé par les rebelles le 29 septembre. Entre temps, ceux-ci avaient attaqué le Guipuzcoa, en joignant Muera Euzkadi! à Viva Dristo Rey! A Saint-Sébastien, "l'état de guerre" que ~~de leur~~ leurs instructions <sup>demandaient aux</sup> ~~étaient destinées~~ militaires insurgés <sup>d'instituer</sup> n'avait pas été proclamé: averti le 17 septembre du pronunciamiento de l'armée du Maroc, Manuel de Irujo a joint le gouverneur civil et lancé le 18 vers midi avec un autre député nationaliste ~~un~~ ~~appel~~ un appel radiodiffusé à la défense de la République "incarnation légitime de la souveraineté populaire". Ayant obtenu par leur action de représentants du peuple la reddition des casernes en voie de rébellion, les députés du P.N.V. participent avec les représentants du Front Populaire à l'organisation d'une Junte de Défense de la province. Dans des conditions différentes, il en est de même à Bilbao pour la Biscaye. Le 19 juillet la direction du Parti Nationaliste Basque déclare, en confirmant "tout ce <sup>à</sup> qu'il l'oblige son idéologie", que "dans la lutte engagée entre la communauté des citoyens et le fascisme, entre la République et la monarchie, ses principes ne peuvent le conduire qu'à se placer dans le camp de la communauté des citoyens et de la République". Ces faits et ces textes manifestent dans les décisions prises au premier moment de la crise une référence au régime constitutionnel de l'Etat et pas seulement une réaction de défense autonomiste, — "séparatiste" contre des "nationaux" qui avec Calvo Sotello <sup>affirmaient</sup> ~~préféraient~~ préférer "une Espagne rouge" à "une Espagne brisée" par le fédéralisme. <sup>La motivation des nationalistes basques</sup> ~~Pour cette raison~~ doit être <sup>analysée</sup> pour plusieurs raisons. La première étant qu'à l'objection catholique contre la collaboration ~~du~~ nationalisme basque avec des forces révolutionnaires ennemies de la liberté religieuse, la réponse la plus directe était: attaqués au

Guipuzcoa par le même ennemi, nous nous sommes trouvés dans le même front de "légitime défense" en situation de "coopération matérielle et de fait, non d'alliance formelle" : rencontrant les autres forces dans une "coïncidence" plutôt qu'une "collaboration" ; valable pour des nationalistes basques qui ressentaient le conflit espagnol comme "extérieur", "étranger", l'argument, ~~ainsi~~ présenté en termes de théologie morale, parait au chanoine Onaindia le plus efficace sur le médiocre théologien de la Secrétairerie d'Etat auquel le renvoi en octobre 36 le sous-secrétaire Pizzardo ; Réplique immédiate à la déclaration épiscopale de Vittoria et Pampelune, le raisonnement allait être constamment repris en France ultérieurement... Dans la présentation à Rome de "la thèse basque" il est cependant -ce sera notre second point- précédé d'un autre : les militaires espagnols se sont rebellés contre "un gouvernement légalement constitué" ; <sup>contre</sup> un régime collectivement accepté ~~par~~ par l'épiscopat espagnol en 1931 et 1933 ; les Basques ne se sont pas joints au soulèvement ; ils n'y étaient pas obligés. Cet argument ~~sera~~ sera repris <sup>par</sup> le président Aguirre <sup>interrogeant</sup> ~~par~~ par radio le 23 décembre 1936 ~~de~~ Cardinal Goma : "Quand de nombreux catholiques, citoyens de la République, ont demandé si le catholique était obligé de défendre le régime légalement constitué, pourquoi la Hiérarchie ne répond-elle pas?" ; Ecrivant le 17 juin 37 dans Le Figaro "pour le peuple basque", François Mauriac s'écriera : "on n'assassine pas un vieux peuple chrétien parce qu'il a cru qu'il ne fallait pas se révolter". Remarque de René Rémond : les Basques "ont-ils fait autre chose qu'... observer la doctrine de l'Eglise sur la soumission aux pouvoirs établis?" Nous retrouvons -troisième point- la question des sens possibles de cet enseignement d'Eglise : signifie-t-il simplement un "ralliement" d'opportunité réticente ou appelle-t-il loyalisme à un régime constitutionnel, une éthique de "l'Etat de droit" ? Quatrième point : sous

cet aspect, le problème des catholiques basques est aussi celui de tous les citoyens catholiques de la République qui, même "solitaires", ont choisi de la défendre. Demandée d'abord par Indalecio Prieto, qui en août publiquement condamne "les assassinats politiques", la participation de Manuel de Irujo au gouvernement du syndicaliste socialiste Largo Caballero, rassemblement aux côtés de la Gauche républicaine des forces ouvrières socialistes, communistes et, en novembre, anarchistes syndicalistes, prend tout le sens qu'elle pourra avoir pour des catholiques français <sup>(14) le sens,</sup> aussitôt explicité à Madrid dans une déclaration du nouveau Ministre, ~~est~~ <sup>celui donne'</sup> le même que <sup>par</sup> le 1<sup>er</sup> octobre Aguirre ~~donne~~ <sup>sera cité</sup> à l'option du P.N.V. dans son discours aux Cortés ~~où~~ <sup>sur sa réponse</sup> en France : le prochain président d'Euzkadi n'y remerciait pas simplement le Parlement pour le vote du statut d'autonomie qui allait suivre; il tenait à dire que le nationalisme basque se trouvait dans le combat contre ~~l'imperialisme~~ <sup>le fascisme</sup> "le fascisme" et la rébellion par exigence de ses "principes foncièrement chrétiens" ... ces principes que nous défendrons ... "en ce moment, nous sommes dans votre camp pour deux raisons : - "parce que le Christ n'a prêché ni la baïonnette, ni la bombe ... mais l'amour" .. pour la conquête des esprits et des coeurs, - "parce que, toutes différences maintenues, votre mouvement prolétarien a ... un contenu formidable de justice... nous sommes avec le peuple..." en voyant quel "lamentable et tragique spectacle donnent certains hommes de la hiérarchie de l'Eglise dont nous professons la foi ...", après avoir condamné les excès des masses, souvent compréhensibles, évoqué les incendies d'églises et les meurtres de prêtres ou religieux, le discours se terminait par l'engagement de demeurer "ferme jusqu'à la victoire sur le fascisme" ~~est~~. Le nationalisme basque se situait historiquement : parti démocrate chrétien qui se lie aux forces de Front Populaire dans une alliance antifasciste.

## DE LA DEFENSE DE MADRID A LA PERTE DE LA CATALOGNE

(OCTOBRE 36-FEVRIER 39)

Quelques jours après le vote du statut basque l'aviation "nationale" commença à attaquer Madrid dont la défense s'organise tandis que le gouvernement Caballero, élargi à quatre anarcho-syndicalistes le 4 novembre, se retira à Valence. Le général Mola a vainement fixé au 7-8 novembre la prise de Madrid : ses troupes "ne passent pas" ; la résistance principalement ouvrière de la capitale éloigne la perspective d'un "triomphe rapide" des militaires insurgés dont l'administration placée depuis le 1<sup>er</sup> octobre sous l'autorité du général Franco est reconnue comme gouvernement le 18 novembre par l'Allemagne et ~~et~~ l'Italie. <sup>Celles-ci</sup> ~~qui~~ continuent et accroissent leur aide. Le 8 octobre ~~à~~ l'U.R.S.S. ~~à~~ déclare n'être pas plus que d'autres liée par le pacte de non-intervention ; pour les républicains, sa coopération devient d'importance vitale. Le pronunciamento de l'armée du Maroc est "devenu une guerre civile internationale" (G. Jackson) lorsque, du fait que "Madrid n'a pas capitulé... l'héroïsme" du peuple qui brûla les églises s'impose à l'attention de catholiques ; l'éditorialiste de Sept remarque le 13 novembre 1936 : "Alors même que le sacrifié nierait l'existence de Dieu, son sacrifice en appelle implicitement à l'absolu". On ne voit plus seulement ~~des~~ "les horreurs" de la guerre espagnole lorsqu'on doit en situer les vicissitudes dans l'évolution internationale que marquent, avec la poursuite du réarmement allemand, la chute en mars 38 de ~~de~~ "l'Autriche catholique" de Schussnigg et en septembre 38 la négociation de Munich sur la Tchécoslovaquie qui divise toute l'opinion française notamment la Gauche, dans l'anticipation de "la guerre qui vient" ... en effet.



C'est sur l'opinion de Français progressivement conscients de cette situation qu'agit la présence de catholiques basques dans le camp républicain. Le gouvernement d'Euzkadi se donne à Paris une délégation que dirige un des députés P.N.V. du Guipuzcoa qui avaient obtenu la reddition des casernes rebelles, Refaël Ficaeva qui noue des relations dans les milieux de Front Populaire, radical notamment, tout en présentant l'alliance avec "les rouges" en termes de "coïncidence défensive" acceptables à l'opinion catholique. Une feuille nationaliste basque, d'abord bi-hebdomadaire, Euzko Deya, est publiée à Paris : premier numéro 29 novembre 1936 ; sa collection donne une idée de l'action de propagande menée par la délégation d'Euzkadi, action considérable dont il faut retenir quelques traits. Le premier est son caractère durable : elle ~~continuera~~ <sup>continuera</sup> après la défaite des forces armées républicaines en Espagne du Nord ~~Marin~~ <sup>à l'automne 37</sup> ; les Asturies tombent en octobre, <sup>après</sup> Santander à la fin août <sup>et</sup> Bilbao le 26 juin. Durant l'offensive "nationale", commencée le 31 mars <sup>et</sup> sous la conduite du général Mola (jusqu'à sa mort accidentelle le 3 juin), le bombardement de Guernica par les aviateurs allemands de la Légion Condor <sup>émit</sup> ~~un~~ <sup>émul</sup> ~~le~~ <sup>à été</sup> le monde ; ~~ce~~ <sup>est</sup> une émotion particulièrement importante ~~sur~~ <sup>sur</sup> le ~~versus~~ dans le catholicisme français. Les milices basques qu'après la chute de Bilbao on avait pensé, au gouvernement d'Euzkadi, <sup>transporter</sup> ~~renvoyer~~ par la France <sup>sur le</sup> au front d'Aragon se rendirent aux forces italiennes le 26 août dans le port de Santona à la suite de tractations que nous n'avons point à analyser ici, à partir des informations disponibles ; le Secrétariat d'Etat y fut mêlée avec le gouvernement de Mussolini mais la reddition ~~conclut~~ <sup>conclut</sup> entre combattants laisse les représentants politiques du nationalisme basque et les hommes dont il pouvait encore disposer <sup>dans la</sup> ~~aux~~ <sup>aux</sup> Républiques en guerre ; l'affaire

de Santona n'eut pratiquement pas de répercussion dans l'opinion française <sup>où</sup> l'épisode basque de la guerre avait <sup>grandement accru</sup> ~~renforcé~~ l'hostilité à Franco. L'action à Paris de la délégation d'Euzkadi se situe dans ce contexte. Coopérant avec celle de la délégation de la Généralité, elle manifesta aussitôt la solidarité basco-catalane malgré la diversité des situations entre Bilbao et Barcelone et les différences idéologiques entre P.N.V. et Esquerra. A signaler aussi parmi les catalans de Paris en rapport avec les nationalistes basques, des catholiques de l'Union Démocratique que nous avons située à Barcelone ; l'un d'eux secondera Alfred Mendizabal dans son Comité pour la médiation dont il sera question plus bas ; autre catalan du même Comité, un prêtre journaliste qui a vécu les journées anticléricales de la Catalogne en juillet <sup>1936</sup> sous le pseudonyme de Victor Montserrat (son vrai nom : Tarrago) il publie le 8 janvier 36 un reportage dans La Croix sur les exécutions de prisonniers par les "nationaux" <sup>qui</sup> combattent "pour la civilisation chrétienne" et en 1937 <sup>à Paris</sup> un livre : Le drame d'un peuple incompris : la guerre au Pays Basque dont François Mauriac préfacera en 1938 la seconde édition. Autre facteur de l'opinion parisienne : la solidarité de guerre, manifeste dès les premiers numéros d'Euzko-Deya, entre les nationalistes basques et des catholiques espagnols "solitairement" engagés ~~en~~ pour la République. Quelques noms à citer : Ossorio i Gallardo déjà nommé ; un autre juriste, Semprun i Garrea, gendre d'Antonio Maura, un moment gouverneur civil au début de la République et qui va la représenter à La Haye ; le poète José Bergamin, animateur de la revue Cruz i Raya et son ami José Maria Gallegos Rocaful, chanoine de Cordoue, qui a compris l'aspect de classe du conflit espagnol, homme d'une rare qualité intellectuelle et morale dont les <sup>Chanoine</sup> Mémoires du ~~chanoine~~

Onaindia évoqueront avec une juste émotion l'oeuvre dans l'exil républicain <sup>du</sup> ~~de~~ Mexique et l'attitude dans l'Eglise. Semprun était en Espagne le correspondant général d'Esprit à Paris, Bergamin et Gallegos agissent dans le milieu de la revue ~~ou~~ au jugement d'un de ses historiens, la Guerre d'Espagne, plus que le Front Populaire français, a jeté dans "le terrain boueux de l'histoire" où l'engagement, cher au "personnalisme", doit être décision d'agir pour une cause inévitablement imparfaite : un philosophe allemand, émigré de 33, Paul-Louis Landsberg, acquis à la cause républicaine, le montrera dans un article décisif de novembre 37. On comprend mieux le mouvement d'opinion sur l'ensemble du conflit espagnol que provoque dans le catholicisme français l'offensive "nationale" contre Euzkadi <sup>quand on regarde</sup> ~~en arrière~~ les choses du point de vue d'Esprit. Le directeur de la revue est catholique mais sa pensée le porte en dehors du ghetto catholique. Exemple majeur fourni par l'Espagne de 37 : la crise des 3-5 mai entre le gouvernement de Valence et les milices anarchistes de Barcelone Alliées au P.O.U.M. (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) divise aujourd'hui encore les historiens et les théoriciens du mouvement ouvrier ; elle eut immédiatement un écho dans la revue de Moutier où, en juin et juillet 1936, Bergamin Negrin et réplique à l'anarchisant Victor Serge) salue le nouveau gouvernement/celui-ci reprend la polémique en avril 1938, <sup>appuyé</sup> ~~accordé~~ par Simone Weil qui avait été milicienne du P.O.U.M. <sup>U.M. Pour</sup> ~~notre propos,~~ <sup>est</sup> ~~avons retenu~~ mai 37 ~~comme~~ un moment capital <sup>de ce mois,</sup> ~~dans l'histoire républicaine espagnole, du point de vue même de notre presse :~~ le 17 dans le gouvernement formé par ~~le~~ Julian Negrin, Manuel de Irujo, juriste "homme du Droit" reçoit le Ministère de la Justice pour réaliser une "normalisation" démocratique internationalement significative ~~fran-~~ ~~cais~~ pour l'opinion catholique même. <sup>Commenté</sup> lorsque, Guernica détruit, l'armée Mola avance méthodiquement, <sup>l'action</sup> ~~ce travail au bénéfice de~~

la République se poursuivra par delà la défaite dans "le Nord" <sup>De même,</sup> ~~la~~  
réflexion d'Esprit sur l'Espagne en guerre, ~~portera aussi et conduira~~  
~~des catholiques français au delà de la bataille pour Bilbao en raison~~  
~~de son point de départ qui explique la suite.~~ <sup>L'article de</sup> En tête du numéro d'oc-  
tobre 36, sous le titre : "Espagne signe de contradiction", approuve  
~~de préférence~~ "une poignée de catholiques" espagnols <sup>de préférence</sup> pour une "Eglise  
souffrante" <sup>d'État</sup> ~~protégée~~ par "l'épée", <sup>Mounier</sup> ~~un rapport~~ qu'à Genève  
il a conversé avec José Bergamin, et que le 16 août Semprun à la radio  
de Santander, a parlé pour la République. Les "témoignages" annoncés  
dans ce numéro paraissent dans celui de novembre : c'est d'abord un  
long et bel article, "La question d'Espagne inconnue", de Semprun dont  
Mounier précise qu'il appartient au parti républicain conservateur de  
Miguel Maura ; c'est ensuite un article "Double refus", signé des ini-  
tiales A.M.V. d'Alfredo Mendizabal -Villalba, ce collaborateur de Poli-  
tique et de La Vie Intellectuelle d'avant juillet 36 que nous retrou-  
vons à Esprit. ~~qui par~~ Sa capacité d'analyse et son attitude morale ~~on lui~~  
<sup>Vaudront</sup> ~~avoir~~ une influence considérable sur la partie de l'opinion catholique  
française non acquise aux insurgés : ayant vécu en 1934 l'"octobre rouge"  
mais critique de la C.E.D.A., nullement favorable aux militaires, en-  
core moins à un régime fasciste, ce professeur d'Oviedo donne ses rai-  
sons de ne choisir ni l'un ni l'autre des deux camps <sup>et</sup> se met en posi-  
tion de neutralité mais active ; Militant pour une paix par médiation, il  
présidera un "Comité espagnol pour la paix civile et religieuse" qui,  
de décembre 37 à mai 39, publiera huit bulletins . L'idée d'une inter-  
vention médiatrice qui conduise à négocier gouvernementaux et "nationaux"  
a flotté mainte fois dans l'air de guerre sous des formes diverses ; son  
succès était d'avance assuré dans le milieu de pacifisme <sup>chrétien</sup> ~~et~~

formé à l'occasion  
~~qui s'était constitué dans l'appui~~ du rapprochement franco-allemand et  
~~la dénonciation de l'attaque italienne sur l'Éthiopie.~~ <sup>la guerre d'</sup> Le recours dans  
le conflit civil espagnol à une médiation internationale est proposé  
dans L'Aube du 3 octobre 36 par Don Luigi Sturzo qui, ~~dans son exilé~~ <sup>à</sup> à  
Londres, suscitera un Comité anglais d'appui au Comité espagnol de  
Mendizabal. La même idée de médiation chemine chez des catholiques fran-  
çais : on la trouve <sup>dès</sup> ~~en~~ février dans une protestation contre les bom-  
bardements de Madrid inspirée par Jacques Maritain ~~qui, seizi~~  
~~par l'affaire espagnole,~~ suscite un "Comité français pour la paix civile  
et religieuse en Espagne" dont le secrétaire sera Claude Bourdet, ~~qui~~  
entre <sup>ant</sup> ainsi dans la vie publique. Conçu sans étroitesse, se donnant  
une <sup>trache</sup> ~~trache~~ tâche d'humanisation de la guerre et de la victoire éventuelle de  
l'un des camps en même temps qu'il envisage "une troisième solution",  
ce Comité dont Esprit publie le 1<sup>er</sup> juillet la déclaration constitutive  
laisse à ses membres la liberté de prendre "en leur nom particulier"  
<sup>sur l'Espagne même</sup> des positions "non seulement diverses mais éventuellement contraires".  
Historiquement, il ne signifie pas seulement la recherche d'une "impro-  
bable médiation" (Françoise Mayeur), <sup>improbable en effet pour</sup> ~~qui~~ certains ~~des~~ signataires, ~~qui~~  
~~seraient de~~ <sup>attosé à</sup> mais davantage l'émergence d'un milieu catholique ~~qui~~  
~~contre~~ <sup>en accord</sup> la propagande franquiste, ~~et~~ donc jusqu'à un certain point ~~en~~  
~~accord~~ avec les amis décidés de l'Espagne républicaine qui secondent  
"la campagne menée dans Esprit (depuis novembre 36 comme le rappelle  
Mounier en février 37) par un certain nombre de catholiques espagnols".  
Triple campagne pour que la vérité entière soit faite sur l'idéologie  
et les agissements rebelles, pour que soit étouffée la mystique menson-  
gère de la guerre Sainte (nous retrouverons ce thème, essentiel à l'é-  
poque) pour que soit enfin reconnu à des catholiques le droit de défen-  
dre un gouvernement légal et une coalition républicaine. En publiant

en janvier 37 un "programme de reconstruction des amis d'Esprit en Espagne" de juillet 36 -ces amis "qui ont défendu la république espagnole"; ~~et~~ les réflexions d'un prêtre espagnol sur la guerre ~~ainsi et~~ <sup>à propos</sup> un appel ~~adressé aux catholiques du monde entier en raison du bombardement de Madrid~~ <sup>par</sup> des "personnalités catholiques restées loyales au Gouvernement", Emmanuel Mounier situe dans un ensemble le document qu'il ~~présente~~ <sup>publie aussi</sup> sur "les prêtres basques persécutés par les militaires".

*engagés avec les républicains*

Il met sa revue au service ~~de cette campagne~~ <sup>accordée</sup> de "catholiques ~~loyaux~~" malgré la place ~~qu'il a prise~~ <sup>de sa réponse de 37 et une</sup> en novembre 36 au "double refus" de Mendizabal et une certaine nuance ~~de~~ pathétique "lettre ouverte" de Semprun. L'émotion soulevée dans le catholicisme français par le bombardement de Guernica se situe dans un remous d'opinion préparé par l'action à Paris de la délégation d'Euzkadi, d'une "poignée" de solitaires et d'amis, pas nombreux, des uns et des autres ~~etc.~~

Le chanoine de Valladolid, Alberto de Onaindia, qui, après son voyage à Rome, a rencontré à Paris en novembre 36 le P. Bernadot et Francisque Gay y revient fin avril, en ~~témoin~~ <sup>du 26/</sup> de ce bombardement, premier "essai de guerre totalitaire" par l'aviation nazie, ~~analysé~~ <sup>assisté</sup> ~~à~~ Les milieux les plus divers, par exemple des radicaux socialistes, dont des franc-maçons, tiennent à l'interroger. Dans sa revue datée du 1<sup>er</sup> juin, Emmanuel Mounier évoque un ~~ami~~ émouvant ~~entre-~~ tien ~~catholique~~ franco-basque où, ~~comme il se~~ l'évocation de la Solidarité des Travailleurs Basques a tenu une place remarquable : dans le milieu Mounier-Maritain, l'intérêt était vif pour les militants ouvriers chrétiens ; à Malraux qui lui avait <sup>crié</sup> "Le clergé espagnol a eu ce peuple en mains ... qu'en a-t-il fait?", Mauriac avait répondu dans Sept du 12 février 1937 par "le miracle de la F.O.C." française, en "laissant de côté le problème espagnol", il mentionne le "syndica-

lisme catholique" d'Euzkadi dans <sup>son</sup> ~~un~~ article du Figaro du 17 juin "Pour le peuple basque". <sup>Il a</sup> ~~été~~ signé avec Maritain, Mounier, ~~Marica,~~ Merleau-Ponty, C. Leblond (de son vrai nom : Charles Blondel de Politique) ~~une~~ une protestation contre le bombardement de Guernica que publie La Croix du 8 mai ; le 28, <sup>qui l'</sup> ~~est~~ il explique sa signature dans Sept dont la direction ~~(approuve son attitude)~~ va accueillir en octobre le témoignage de Georges Bernanos, anticipation du livre de 38 : Les Grands Cimetières sous la lune (~~andré Malraux~~ préface datée de Palma de Majorque, <sup>le hebdomadaire dominicain</sup> janvier 37), ~~mais~~ n'a pu que publier, d'un illustre collaborateur, Paul Claudel, l'extravagant poème "Aux martyrs espagnols", entendons les "seize mille prêtres" de la "Sainte Espagne" massacrés par "la brute immonde" ; la C.N.T. ~~avait~~ imaginée avec "bave" et "groin" ... (A propos des occupations d'usines, en juin 36, le grand poète, ancien ami de La Vie Catholique, avait rompu avec L'AUBE <sup>en raison de ses</sup> ~~et il trouvait, disait-il,~~ "ses" attaques contre ce qu'elle appelle le régime capitaliste et contre tous ceux qui ont l'immense tort de vouloir assurer par l'épargne et l'économie, l'indépendance de ses enfants"). <sup>Sept</sup> ~~Un hebdomadaire dominicain~~ qui, d'institution, se plaçait au point de vue spécifiquement catholique que nous avons dit devait tenir un certain équilibre : le 8 janvier 1937, il a publié le compte rendu enthousiaste d'un député de droite qui a voyagé chez Franco en face d'une interview - autrement significative pour un public catholique - de Manuel de Irujo • Le journaliste a accompagné à Valence Madame Maletterre-Sellier, membre de la délégation française à la S.D.N., du milieu "Jeune République", amie de la République espagnole ; Il pose au ministre basque une question inspirée par la brochure de Francisque Gay Dans les flammes ... ; réponse "permettez-moi de vous faire remarquer que tout cela ne s'est pas produit en pays basque gouvernemental" ; <sup>Après avoir précisé</sup> ~~est prouvé~~ que le gouvernement

~~républicain~~ Largo Caballero n'est pas "un gouvernement de lutte de classe" mais "un gouvernement républicain", le ministre catholique ajoute, ~~non~~  
~~républicain~~ ~~à une autre question~~, que si le programme gouvernemental incluait la lutte contre l'Eglise, il ne serait pas membre du gouvernement: ~~et explicitement~~ ~~qu'en~~ "quand la République aura vaincu, la Constitution sera intégralement appliquée", la liberté des cultes sera rétablie ; une mesure envisagée de réouverture d'églises est "seulement différée". ~~Pareille interview situait la position des leaders catholiques basques dans le combat de la République. Il faut ici ne pas oublier~~  
 Ajoutons que ~~ce~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~guerre~~ ~~d'Espagne~~, l'action des bombardiers allemands et des troupes italiennes <sup>dans "le Nord"</sup> rend manifeste l'intervention étrangère que diminuait systématiquement la presse française favorable aux "nationaux" : le malheur des Basques fait apparaître la non-intervention une "comédie". Dans Esprit du 1<sup>er</sup> juillet qui rend par ailleurs hommage à Carlo Rosselli, Georges Duveau évoque "le peuple basque ... lentement assassiné par la coalition du fascisme international" pour conclure : "nous pourrions montrer plus de pudeur quand nous renouvelons avec désinvolture le geste éternel de Ponce Pilate". <sup>Ecrivain</sup> ~~son~~ ~~mémoire~~ ~~en~~ 1956, Antoine Prost demande pourquoi le mouvement d'opinion catholique "en faveur des Basques ... n'a jamais dépassé la sympathie platonique et lointaine de la non-intervention". <sup>Sous cette sympathie</sup> ~~il aperçoit sous cette "opinion sympathique"~~ la "peur égoïste ... de déclencher une guerre mondiale". De fait, les protagonistes de la médiation évoquent, comme ceux de la non-intervention, "le danger de guerre ~~européenne~~ européenne" ; à l'époque, nous pensions nous-même qu'incapables de faire respecter la non-intervention, la France et l'Angleterre ne pouvaient pas davantage imposer une médiation internationale aux alliés de Franco ; la France de 1937 était sur



la voie qui mena<sup>it</sup> de la passivité en 1936 devant la remilitarisation de la Rhénanie à la négociation de Munich en 1938 : moment où la situation apparaîtra avec plus de clarté ; Quand notre analyse y parviendra, nous pourrons répondre mieux à la question de notre jeune collègue. Une réponse partielle est possible. La sympathie entre dans ce ~~pour nous nous sommes déjà~~ ~~en restant au moment été 37~~ ~~où nous sommes du~~ jeu de propagande qui, ~~en~~ ~~en~~ guerre moderne, accompagne les opérations militaires. La sympathie entre, de fait, dans ~~les~~ quand elle cesse d'être ~~appelée~~ "platonique", qu'elle devient active simplement au plan humanitaire. Le bombardement d'Euzkadi et la chute de Bilbao pose<sup>t</sup> le problème de l'accueil en Aquitaine d'une masse de réfugiés arrivant par mer : un "Comité catholique d'accueil aux réfugiés d'Espagne" est fondé à Bordeaux, suscité par l'aumônier de la Jeunesse Catholique et du Secrétariat Social, le P. Antoine Dieuzayde S.J. Le ~~son~~ secrétaire <sup>du Comité,</sup> Raymond Dupouy, tombera dans la Résistance. C'est ~~son~~ <sup>entre</sup> ~~lancé~~ <sup>et sa participation</sup> son combat contre "l'école de L'Action Française" à la Résistance dès l'été 40 que se situe à l'été 37 l'action du P. Dieuzayde pour les réfugiés d'Euzkadi <sup>-action</sup> d'autant plus significative qu'à l'été 36 ce pyrénéiste avait paru incliner vers le movimiento national sous l'effet des saccages d'églises et assassinats anarchistes en Haut Aragon. Cet animateur du camp pyrénéen de Barèges, alors fameux dans la Jeunesse Etudiante chrétienne, rencontre Mounier dans l'affaire basque comme "chaque fois qu'en des circonstances graves, des chrétiens doivent s'engager" <sup>(15)</sup>. Le Comité d'accueil qui sauve "l'honneur de la charité catholique" se place sur ce seul plan d'humanité chrétienne où le Pape Pie XI lui fera parvenir sa contribution. Cependant lorsque le Cardinal Verdier, archevêque de Paris, en accepte la présidence d'honneur et Mgr Mathieu, évêque de Dax (donc des anciennes provinces basques incorporées en France au département des Basses-Pyrénées, aujourd'hui Pyrénées-Atlantiques),

la présidence effective, leur attitude et celle de plusieurs de leurs collègues. Dans l'accueil aux réfugiés de ~~Madrid~~ <sup>cause franquiste</sup> témoigne<sup>t</sup> d'une réserve à l'égard de la ~~guerre espagnole~~ qui, dans le catholicisme mondial, distingue l'épiscopat français. Les partisans de Franco ne s'y trompent pas : en 1947, le P. Dieuzayde évoquera la "lourde solitude" où ses jeunes amis et lui ont été, en 1937, les initiateurs de ce simple Comité d'accueil. Le combat des franquistes a en effet été présenté aux catholiques du monde comme une guerre sainte : notion contestée dès l'abord par don Sturzo dans L'Aube et par les dominicains de Sent <sup>et</sup> dont, ~~ce texte~~ portant devant "le grand public" un problème de conscience catholique, Jacques Maritain publie un examen critique dans La Nouvelle Revue Française de juillet -examen extrait de sa préface au livre d'A. Mendizabal. Aux Origines d'une tragédie : la politique espagnole de 1923 à 1936. Se référant à son tout récent ouvrage Humanisme intégral <sup>de sa philosophie</sup> expression, qui restera classique, de l'"histoire et de la culture" postérieure à sa rupture avec l'Action Française, le philosophe chrétien montre que n'a aucun sens dans le monde des années 1930 l'affirmation d'un théologien de Salamanque : La guerra nacional española es guerra santa, y la mas santa que registra la historia. Il ne nie pas que, psychologiquement, le conflit espagnol ait un aspect de "guerre de religion" puisque les "miliciens rouges font aussi leur guerre sainte" ; il ne veut pas qu'on élève cette guerre "à l'ordre du sacré" comme si elle était "consacrée par Dieu". ~~Rejet dans la préface sans~~ <sup>et</sup> une défense des nationalistes basques du point de vue des "lois d'une conduite chrétienne", Ce rejet d'un thème essentiel de la propagande franquiste conduit<sup>ent</sup> le préfacier, avec l'auteur du livre même, à préconiser la recherche de "la troisième solution" médiationniste. Dans la bataille des propagandes, ce projet semble secondaire ; le rejet du thème "guerre sainte" apparaît par contre décisif -d'autant qu'est corrélativement

(Paris, juillet 36),

dénoncée la fureur qu'il motive, source de "la terreur blanche" désormais connue. Un petit fait signale l'importance du moment - juillet 37- où nous sommes : ~~en donnant le~~ <sup>en donnant le</sup> ~~terror~~ <sup>terror</sup> bon à ~~à~~, en août, Maritain ajoute à sa préface deux pages sur la lettre collective des évêques d'Espagne (moins ceux de Tarragone et de Victoria) à ceux du reste du monde ~~à~~.

Une Lettre du Cardinal de Tolède traduite et largement diffusée avait déjà amené le P. Duployé O.P. à demander dans La Vie Intellectuelle du 25 février 1937 "... comment, en France, ne pas frémir d'inquiétude à la lecture d'affirmations aussi redoutables que celles-ci : Otez la force du sentiment religieux et la guerre n'a plus de nerf ... nul n'ignore que le mobile religieux, surtout dans les régions où il était le plus enraciné, a entraîné le plus grand nombre ... nous sommes persuadés que la guerre aurait été perdue pour les insurgés sans le stimulant divin qui a fait vibrer l'âme du peuple chrétien enrôlé dans cette guerre. Le dominicain français n'ignore pas que, sans être une lettre pastorale, ce document du Cardinal Goma qui "n'engage point l'Eglise" <sup>'</sup> exprime une "position largement répandue en Espagne...". Aux yeux de catholiques français, les phrases qu'il ~~citait~~ <sup>tenait</sup> justifiaient une déclaration du ministre basque de la République, "homme de foi, de travail et d'enthousiasme" que rapportera à l'automne un article de Nouveaux Cahiers : "Nous représentons la tolérance" ; l'article ~~parait dans~~ <sup>pour</sup> les catholiques basques "une des forces spirituelles du bloc gouvernemental". Aussi bien le Primat d'Espagne ~~adressé~~ <sup>adressé</sup> au président Aguirre dans une lettre ouverte -traduite en février- déclarait que cette "guerre d'amour ou de haine pour la religion" n'était nullement une "guerre de classe". En mai 38, dans une session privée du Congrès eucharistique international de Budapest, il attaquera le projet de "troisième solution" par médiation internationale. Comme le signale dès août 37, Euzko-Deya, la lettre collective du 1<sup>er</sup> juillet résulte d'une initiative du

même Binmat

~~cardinal~~ visant, en accord avec le général Franco, à réduire l'impact de "la propagande adverse ... jusqu'au sein des catholiques"; les opinions à combattre incluaient celle qui "croit nécessaire une fin de la guerre par un accord entre parties belligérantes". Les signataires de la lettre collective formulent un "verdict" : aucun "autre espoir de reconquérir la paix et la justice que le triomphe du mouvement national" - jugement "affirmatif et catégorique" mais "d'ordre empirique". Ce qui permet à Maritain de remarquer que, ~~mais~~ placés sur ce "plan empirique", argumentant par des "points de fait", ~~ils~~ <sup>ces évêques</sup> ne peuvent "imposer en conscience leur option" dans une matière où, quelle que soit l'importance des incidences spirituelles, l'aspect politique, et international, est au plus haut degré manifeste". Le philosophe chrétien <sup>conclut</sup> ~~conclut~~ que l'on peut ne pas suivre le document épiscopal sans "manquer aux règles générales de la conduite catholique". Position à situer dans la pratique ecclésiale de l'époque, ~~avec~~ <sup>avec</sup> une note ~~de~~ <sup>sur la</sup> ~~lettre~~ <sup>lettre</sup> de l'évêque de Victoria d'août 36 : les nationalistes basques ont jugé qu'elle "reposait sur une donnée de fait inexacte" (un prétendu "pacte avec les communistes") et qu'"écrite en territoire occupé par l'adversaire, un doute était permis sur sa valeur d'obligation canonique". L'auteur de la présente communication doit maintenant rapporter comment il intervient dans le débat ainsi engagé. La revue Politique lui ~~avait~~ déjà donné en juin l'occasion de présenter le nationalisme basque et la guerre d'Espagne, ~~avec~~ <sup>avec</sup> ~~un~~ <sup>un</sup> ~~voisin~~. En novembre, il examine dans la même revue le témoignage et les considérations sur l'Espagne, ceux présentés dans le livre de Mendizabal et ~~de~~ <sup>de Maritain.</sup> <sup>Il débute</sup> la préface. ~~Compte rendu assez long~~ <sup>Compte rendu assez long</sup> lui permet de ~~en~~ <sup>en</sup> conclusion "la nuance propre" de son attitude ~~en cette affaire~~ <sup>en cette affaire</sup> ~~basque~~ : il considère les "forces populaires de la Péninsule" qui cherchent à travers des idéologies adversaires de sa foi "le chemin de

la culture et de la justice" ; il constate que "le soulèvement militaire a provoqué la révolution" et que "la révolution a passé", si bien que le peuple doit "tirer ses dirigeants de lui-même, les trouver à tout le moins parmi ceux qui rallient sa cause" ; il faut donc "chercher du côté de Valence l'espoir de l'Espagne -et de l'Europe qui ... doit craindre un nouvel Etat totalitaire". C'était ne plus dire comme Maritain dans sa préface : "Ne pas prendre parti pour Salamanque n'est pas prendre parti pour Valence". ~~Mauriac~~ <sup>précisait</sup> l'article ~~avait~~ : moins que Maritain et Mendizabal, je pense à une troisième solution ; si haute qu'en soit l'inspiration morale ; "il m'a toujours semblé que, politiquement, les chances d'une médiation ne se distinguaient pas des chances d'une victorieuse résistance républicaine" : ayant écouté Mendizabal et Gallegos ~~Rodriguez~~ <sup>Rodriguez</sup>, l'auteur de l'article s'était trouvé du côté du second ; il ~~avait~~ <sup>préconisait</sup> l'attitude ~~admirative~~ que son article de Politique étrangère décrira un an plus tard ~~et~~ en termes ~~impersonnels~~ : bien qu'~~ils~~ "admirateurs de Maritain et de Mauriac", certains "plus attentifs aux conditions temporelles, pensent que ... l'aspect international prime l'aspect civil, que la résistance républicaine importe plus que de beaux projets, que la coalition loyale est inévitablement antitotalitaire ...". Même s'ils <sup>n'</sup> expriment ~~seulement~~ <sup>que</sup> la pensée d'une "poignée" de catholiques, ces textes appartent de 37-38 / une réponse positive à l'interrogation de l'historien Prost vingt ans plus tard. Il faut y joindre un article d'Euzko-Deya (5 septembre 37) où l'auteur encore de la présente communication, en "citoyen ... d'un pays libre, comme Français ... et Européen... conscient de ses responsabilités temporelles" prenait position à l'égard du document épiscopal espagnol : une prise de position "éliminant toute considération théologique ou disciplinaire" qu'Esprit reproduit en octobre parceque, se

la direction de la revue

plaçant "sur le même terrain", ~~et~~ y trouve "les justifications politiques" d'une "attitude commune". Ces justifications: ~~de l'ouvrage~~ - d'abord ~~une~~ une analyse du mouvement franquiste : d'une part, "entreprise italo-allemande" .. d'autre part genèse d'un État totalitaire, ~~Maître~~ <sup>ensuite</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> une analyse du combat de la coalition républicaine : "lutte pour l'indépendance nationale" et "réaction de défense d'hommes menacés d'un État totalitaire" ; en matière religieuse, "les catholiques qui se trouvent aux côtés de Valence" doivent obtenir ~~un~~ <sup>le</sup> rétablissement "progressif ~~avant~~ des conditions d'existence de l'Église" puisque "la liberté du culte appartient au patrimoine historique de la démocratie"; ~~un~~ <sup>Manuel</sup> hommage est rendu ~~à~~ <sup>à</sup> Irulo. Conclusion : "Le totalitarisme passera ... Ce jour-là, amis basques, vous serez justifiés". ~~Après~~ <sup>en 1937</sup> cette réponse de laïque <sup>à</sup> un épiscopat, on peut <sup>en 1978</sup> ~~ajouter~~ <sup>ajouter</sup> la citation faite par D.W. Pike d'une résolution adoptée le 15 septembre 1971 par une majorité d'évêques et de prêtres espagnols : "... nous ne savions pas à l'époque comment nous comporter en ministres véritables de la réconciliation au sein de notre peuple, alors divisé par une guerre civile fratricide" <sup>(16) Jacques Maritain s'inspirait de cette</sup> ~~réconciliation~~ <sup>réconciliation</sup> ~~qu'~~ <sup>qu'</sup> ~~Maritain s'inspirait dans la préface à Mendizabal~~ quand il ~~citait~~ <sup>citait</sup> Mat. V, 25 : "Hâte-toi de t'accorder avec ton adversaire pendant que tu es en route avec lui". ~~Le~~

ment

Le point de vue civique, "temporel", du ~~point de vue~~ <sup>texte d'Esprit</sup> ~~de~~ <sup>de</sup> ceux de Politique convenait d'autant plus ~~car~~ <sup>et</sup> ~~ce~~ <sup>ce</sup> ~~qui~~ <sup>qui</sup> ~~avait~~ <sup>avait</sup> cessé le 27 août sur un télégramme du P. Gillet, supérieur général de l'ordre dominicain du 24 août : "Cesser, causes économiques ...". Temps Présent pourra reprendre l'orientation de Sept / sous la direction laïque de Madame Ella Sauvageot, amie des Dominicains de La Tour Naubourg, chrétienne venue de la gauche anticléricale ... L'hebdomadaire dominicain "fondé à la demande expresse

de Rome" disparaît "sur ordre de Rome" ; pour quels motifs ? Dans l'étude que nous venons de citer, Aline Coutrot énumère les ennemis qu'en si peu d'années Sept se fit : ~~avec~~ la Droite française indignée ~~annonçant~~ par la publication <sup>le 13 février 37)</sup> -entourée cependant de tant de réserves ~~sur le Front Populaire~~ - d'une interview de Léon Blum, chef du gouvernement, ~~de~~ Front Populaire - ~~avec~~ l'Italie fasciste avec la guerre d'Éthiopie - ~~avec~~ l'Espagne française <sup>quiste</sup> enfin, spécialement ~~avec~~ les dominicains espagnols de grande importance traditionnelle dans l'Ordre. Admettant volontiers que ceux-ci emportèrent la décision, <sup>romaine / la situation</sup> nous ~~avons~~ <sup>la fin de</sup> l'histoire française dans l'évolution ~~du Vatican~~ du Vatican sur l'Espagne. La secrétairerie d'État ~~est~~ <sup>Avant</sup> les élections de février 36, ~~elle~~ <sup>elle</sup> a vainement souhaité que le P.N.V. rejoigne le bloc des droites ; n'a-t-elle pas en mai 37 communiqué ou essayé de communiquer - au président d'Euzkadi l'offre par Mussolini d'une paix séparée ? Des questions sur un télégramme intercepté se posent ici ; les données n'en paraissent pas aujourd'hui totalement éclaircies. <sup>(18)</sup> En tout cas, après la reddition de Santona succédant à la chute de Bilbao, il n'y a plus de problème basque pour la diplomatie vaticane ... ; le 7 octobre 1937, elle <sup>envoie</sup> ~~nomme~~ un chargé d'affaires auprès du général Franco ; en juin 38, il y aura échange d'ambassadeurs. Cependant, la reddition des milices de Santona <sup>est</sup> n'est pas celle du gouvernement basque ; <sup>reste</sup> le "ministre basque" ~~annonçant~~ dans le gouvernement de la République ; l'acquis antifasciste de septembre 36 à juin 37 demeure en France pour des consciences chrétiennes. Le progrès de la réflexion ~~avec~~ <sup>politico-</sup> <sup>religieuse</sup> ~~la réflexion~~ conduit La Vie Intellectuelle à publier le 10 septembre 1937 un article d'Henri Guillemin "Par notre faute" que précède un billet de Christianus : "l'Église corps de péché", Essayer de la penser "sainte avec des membres pécheurs", c'était alors dangereusement aborder l'ecclésiologie. <sup>rebut</sup> ~~La Vie Intellectuelle~~

~~Il~~ ~~aurait~~ beau expliquer par avance : "cette courageuse reconnais-  
 sance de nos fautes n'est qu'un acte de foi totale dans la divinité de  
 l'Église", L'Osservatore Romano du 14 novembre considère que le censeur  
~~de~~ La Vie Intellectuelle aurait dû être assez "intelligent"  
 pour empêcher la publication de l'article et du billet : un article  
 qui "manque de "justice" en expliquant par des "fautes de l'élément  
 humain de l'Église ... l'irreligion et la haine des masses" (les masses  
 communistes par exemple); "faux et antipathique" <sup>un</sup> ~~un~~ billet où reparait  
 sans <sup>doute</sup> ~~qu'aucune~~ "quelque idée défendue par le défunt Sept ...: un certain  
 libéralisme de nouveau style" <sup>Ces jugements sont</sup> ~~Mariano Cordovani~~ du dominicain italien  
 Mariano Cordovani, "Maître du Sacré Palais Apostolique", autrement dit :  
 théologien officiel du Pape. La Vie Intellectuelle ne pouvait que pren-  
 dre humblement acte de cet avertissement. <sup>L'</sup> ~~sa~~ intervention du P.  
 Cordovani nous invite à regarder ~~un~~ un an au-delà ; A. Prost signale  
 deux interventions ultérieures du même théologien : L'Osservatore  
Romano du 3 janvier 39, reproche au Bernanos des Grands Cimetières sous  
la lune "d'offenser qui a raison et de justifier qui a tort" ; les  
 16-17 du même mois, il <sup>attaque</sup> ~~se prend~~ La Croix qui a publié le 7 décembre  
 l'ordre du jour adopté à la suite d'une conférence d'Alfred Mendisabal :  
~~on~~ <sup>on</sup> admet ~~qu'~~ que "les catholiques en tant que tels" peuvent  
 avoir "préférences" et "sympathie" pour l'un ou l'autre camp espagnol ;  
 au jugement du théologien romain, le conférencier <sup>qui énonce</sup> et le directeur du  
 journal qui publie sans l'accompagner d'aucune réserve cette "stupé-  
 fiante proposition" <sup>meritent</sup> "un blâme" pour avoir pratiquement nié  
 "la distinction du bien et du mal". Protestant de son obéissance, La  
Croix reproduit le 20 janvier <sup>cet</sup> article de <sup>P/Osservatore</sup> ~~Mariano Cordovani~~ arguant "de  
 morale et de discipline". Nous sommes à trois semaines de la mort de  
 Pie XI (10 février). <sup>à</sup> ~~elle~~ le 2 mars; <sup>il</sup> ~~elle~~ félicitera <sup>pour</sup> la chute  
 de Madrid, le général Franco de la "victoire de l'Espagne catholique"

x Le cardinal Secrétaire d'État Pacelli est élu pape sous le nom de Pie XII



(1<sup>er</sup> avril). Le 23 décembre 38, Pierre-Henri Simon, écrivant à Francisque Gay sous en-tête de Temps Présent <sup>avait éviqué</sup> la situation à Rome, <sup>dont l'avait</sup> ~~après en avoir été~~ informé ~~par~~ le Cardinal Liénart ~~qui concluait~~ :

"... nous avons tous beaucoup de précautions à prendre pour éviter le pire ... Parler librement de la question espagnole ou de la politique italienne dans un journal catholique français devient une opération... dangereuse... nous devons peser tous les mots". La publication de cette lettre par ~~M. de~~ <sup>Madame</sup> Terrenoire nous a rappelé une réunion à L'Aube, ~~à Paris~~ où nous avons provoqué un "Non" de la direction en proposant ~~une attitude de soutien~~ <sup>que le journal offrait</sup> l'armement de la République ; la sympathie que nous témoignait Madame Sauvageot nous confirma que d'autres catholiques ~~pen~~saient comme nous mais L'Aube se trouvait trop, de fait, en situation de "journal catholique". On devait Pour agir davantage <sup>se situer autrement</sup> « Nous continuons de répondre à la question de notre collègue Antoine Prost : la non-intervention n'était certes pas "un dogme" pour les catholiques de l'époque, mais <sup>si vous</sup> envisagez une <sup>du conflit espagnol</sup> solution <sup>autre</sup> que la victoire franquiste, vous <sup>êtes</sup> ~~avez~~, d'un point de vue romain éminemment "autorisé", hors des limites "disciplinaires de l'Eglise <sup>l'action</sup> ~~et~~ antifasciste ~~est~~ est cependant poursuivi sur l'Espagne <sup>dans le</sup> ~~et par~~ <sup>comme</sup> catholiques français, même, L'Aube maintenant sa position, Temps Présent celle de Sept, la position plus avancée étant exprimée dans Esprit et ~~à~~ ~~sormais~~ dans Politique.

Parmi <sup>c</sup>es conditions de l'action possible, il faut envisager d'une part les changements de situation internationale de l'automne 37 à l'hiver 38-39, d'autre part la suite des événements espagnols politiques et militaires. 1938 est l'année de l'Anschluss, puis des accords de Munich. Nous n'avons pas à redire l'écho en France de la liquidation hitlérienne de l'Autriche catholique de Schussnigg approuvée par Mussolini; notons seulement dans l'Aube du 19 mars une remarque du professeur lyonnais Joseph Hours, futur initiateur de la Résistance : "on ne lutte pas indéfiniment sur deux fronts. Contre le national-socialisme on ne se sépare pas de [la] classe ouvrière... [des] représentants qu'elle s'est elle-même donnés". Donc, abandon du centrisme, acceptation éventuelle du Front Populaire ? Après Munich "le problème de leur survie" est "désormais posé" aux démocraties occidentales (éditorial de l'Aube, 3 septembre). Même si la non-intervention lui apparaît une "comédie", la France de 38 est celle qui se divise entre "munichois" et "anti-munichois" <sup>au sein de</sup> dans la gauche même politique et syndicale : la sympathie de certains pour le POUM et les anarchistes barcelonais vaincus en mai 37 les conduit à être vivement hostiles au gouvernement Negrin, cette année même où l'idée de "la sécurité française menacée" (W.H. Pike) justifie des réouvertures temporaires de la frontière franco-catalane, et pas seulement avec le second gouvernement Blum de mars-avril. Le danger de l'hostilité à Negrin est manifeste dans le milieu des Nouveaux Cahiers où de grands managers rencontrent des intellectuels anti-fascistes, plus ou moins pacifistes, et des militants proches de l'aile anti-communiste de la CGT : le post-scriptum d'un article de la fin <sup>no 11 de l'année</sup> 37 sur les Aspects religieux de la guerre d'Espagne doit contredire un article antérieur de Boris Souvarine. En fin de compte, l'accord de Munich porte "un coup mortel" (G. Jackson) à l'espoir

des républicains espagnols que la conscience de la menace hitléro-fasciste mettrait fin à la passivité franco-britannique.

Après la chute de Bilbao la vitalité de la République en guerre s'était manifestée dès juillet 37 par une offensive sur le front de Madrid. Après la chute de Santander, c'est en décembre 37 l'offensive sur Teruel et la bataille dans la ville qui est finalement perdue en février 38. La contre-offensive des "nationaux" les conduit le 15 avril à Vinaroz sur la Méditerranée : la Catalogne est coupée du reste de la zone "loyale", de Valence et Madrid. Negrin prend le 5 avril le portefeuille de la défense et continue la guerre avec une "indomptable volonté" (G. Jackson) : le 24 juillet, nouvelle mais dernière offensive républicaine au-delà d'une boucle de l'Ebre, avance arrêtée le 1er août. Après une bataille de quatre-vingt dix jours la contre-offensive franquiste débouche. Barcelone tombe le 22 janvier 1939. Par centaines de milliers, les civils qui fuient le fascisme et les soldats vaincus passent la frontière française - les derniers, un bataillon de la brigade basco-pyrénéenne. Le 6 février le président de la République, Azaña, la traverse accompagné ~~à~~ d'Aguirre et de Copanys : symbole de la solidarité basco-catalane et de la fidélité à la République des deux "nationalités". Nous sommes au terme de l'histoire en Catalogne d'un gouvernement dont notre propos demande que nous rappelions quelques vicissitudes.

Revenons à mai 37 : succédant à Largo Caballero, Julian Negrin confie à Manuel de Irujo le portefeuille de la Justice. Le principe et l'exécution de la tâche de "normalisation" assignée au nouveau <sup>nt</sup> ministre nous concerne seulement ici ; laissons de côté l'intense activité humanitaire commencée à Madrid par le ministre basque dès sa nomination. Le 28 septembre 36, celui-ci a déclaré les trois objectifs de son activité gouvernementale, motivés par son christianisme, son patriotisme basque, l'expérience de la guerre dans le "Nord" :

"humaniser la guerre" comme en a l'obligation un démocrate, un chrétien, "instaurer la République fédérale et établir un nouvel ordre économique et social" dans un esprit de justice et de "fraternité universelle". Ministre de Caballero qui fait figure de "Lénine espagnol", Irujo ne se donne pas pour un révolutionnaire prolétarien : à l'anarcho-syndicaliste Garcia Oliver, son prédécesseur, il apparaîtra un affreux "bourgeois" jusqu'au jour où l'expérience enseignera à ce libertaire et à ses camarades que la présence d'un libéral au ministère de la Justice n'est pas sans intérêt humain. Le pacifiste chrétien qui, contraint à une juste guerre, travaille à l'humaniser s'affirme avant tout dans ses nouvelles fonctions comme un libéral pour lequel l'état de guerre n'autorise pas totalement la méconnaissance des Droits de l'homme et l'oubli des normes constitutionnelles — d'autant que la défense de la République, finalité de cette guerre civile, exige qu'on ne recoure pas à des moyens contradictoires aux principes républicains. Tel est le sens de la normalisation méthodiquement poursuivie dans le régime des tribunaux, les "tribunaux populaires" inclus où siègent des représentants des partis républicains et des syndicats, et le "tribunal d'espionnage" destiné à atteindre la "cinquième colonne", le sens aussi de la normalisation des autres services du ministère y compris le monde des prisons ~~mais~~ d'où il faut éliminer l'arbitraire partisan d'éléments non contrôlés par les autorités étatiques; le tome Ier des Mémoires du Ministre expose la suite et donne le texte des mesures prises qui ont permis de combattre les critiques du gouvernement Negrin en citant des actes d'Irujo, par exemple <sup>en janvier 38</sup> dans un article de Temps présent que le 23 reproduit ~~dans~~ Euzko Deya ~~du~~ . Le conflit avec le président du Conseil qui provoque la démission du Ministre de la Justice le 1er décembre 1937 n'a pas d'écho en France: sur l'institution de tribunaux spéciaux dits de guardia, l'exigence libérale d'un homme du Droit s'opposait à la volonté d'efficacité dans l'urgence du chef d'

un gouvernement de guerre. Aguirre obtient qu'Irujo reste auprès de Negrin comme ministre sans portefeuille; il démissionnera cependant le 10 août 1938 en même temps que le ministre catalan, Aiguade, à propos d'un conflit d'attributions entre le ~~LE GOUVERNEMENT~~ <sup>l'</sup>Etat et ~~la~~ Généralité. Cependant - fait plus important pour l'action en France - c'est Irujo qui, aux Cortès du 30 septembre 1938, apporte à Negrin le vote de confiance des députés du PNV : dans la liberté retrouvée hors du gouvernement, l'ancien ministre maintient les points de vue qui l'en ont éloigné et salue deux Catalans tombés dans la guerre, l'anarcho-syndicaliste Durutti tué devant Madrid et le démocrate-chrétien Carrasco i Formiguera fusillé à Burgos. Après qu'il eut quitté le gouvernement, son action s'est prolongée sur un point vital pour ses amis et lui : l'exercice du culte. Un décret du 8 décembre 38 institue à la Présidence du Conseil "un Commissariat général des cultes chargé de l'instruction et du règlement de toutes les questions relatives à l'exercice du culte et à la pratique des activités religieuses". L'exposé des motifs explique qu'il s'agit de mettre fin à / "un état anormal", explicable certes mais non conforme à "l'esprit de liberté de la République". C'était un nouveau développement de la politique commencée avec le décret du 7 août 1937 déclarant légal le culte privé, continuée par les décrets du 1er mars et du 25 juin 38, affectant les prêtres mobilisés au service de Santé et les autorisant à assister spirituellement les soldats qui le demanderaient. Le tome II des Mémoires du ministre basque consacré à la Questio religiosa exposera l'ensemble d'une action qui ne fut pas ignorée en France, non plus que le culte quotidien "semi-public" de la chapelle basque de Barcelone, et dans la même ville en 38 les obsèques publiquement religieuses d'un capitaine basque tué sur le front d'Aragon. Savait-on que les autorités religieuses ne facilitaient guère l'effort d'un ministre libéral, chrétien, agissant dans l'intérêt de la République ? Cette action

s'achève en Catalogne à l'ultime réunion des Cortès qui se tient le 1er février 1939 au château de Figueras: Irujo renouvelle la confiance des nationalistes basques dans le gouvernement légitime de la République en même temps qu'il exprime la volonté du peuple basque comme du peuple catalan de poursuivre le combat démocratique après même la perte du territoire national .

Les prises de position des élus nationalistes basques contribuent au développement de l'antifascisme chez les catholiques français jusqu'au début de 1939. Temps Présent et l'Aube ne fléchissent pas. Tous deux réagissent vivement contre les bombardements de Barcelone. Deux jours après que Mauriac eut dit dans le Figaro aux "bonnes gens" qui s'émeuvent seulement lorsque leur sort est en jeu, / voilà le moment de frémir, don Sturzo <sup>annonce</sup> ~~apparaît~~ dans l'Aube le jour où ces gens comprendront que les bombardiers étaient sur ~~ix~~ "les villes rouges" d'Espagne "pour voler dans le ciel de France et d'Angleterre". Le 30 décembre 38 Mauriac ironise encore dans Temps Présent sur le refus d'une trêve de Noël par Franco qui a ses conseils : / thomistes de "science sûre"... théologiens du tercio ".  
Le 19 mars, l'Aube a publié un interview du député ouvrier basque, Manuel Robles Aranguiz : "nous savons par expérience que les militaires espagnols mènent une lutte d'extermination... nous savons que cette guerre, c'est de plus en plus une entreprise italo-allemande. Mais ceci, c'est une affaire à vous, Français..." L'interviewer était un des jeunes responsables de l'éducation ouvrière à la CFTC et d'un syndicat d'enseignants publics affilié à cette Confédération : fondation à laquelle il participait en espérant soustraire le milieu catholique d'instituteurs publics à l'influence d'un sympathisant remarqué du général Franco, le philosophe Jacques Chevalier, plus tard ministre du gouvernement de Vichy. A l'émouvant appel de Semprun y Gurrea en mai 38, Esprit n'a pas été seul à répondre par la plume d'Emmanuel Mounier. Deux articles de Politique font suite à

celui de mars signé A.M. (Alfred Mendizabal) qui ne laisse à l'Espagne aucun espoir de liberté en cas de victoire de l'un ou l'autre camp. En avril une longue analyse signée XXX du "drame complexe de l'Espagne républicaine" ne dissimule aucun problème (pas même la situation psychologique des miliciens basques à la veille de la reddition de Santoña) mais salue finalement la volonté de "résistance à outrance", le "socialisme dur de Julian Negrin". En septembre, sous le titre "En Espagne <sup>résistance</sup> républicaine" l'auteur de la présente communication cite aux médiationnistes une allusion de Negrin aux "égoïstes de l'inhibition qui se sont toujours crus audessus de la mêlée", exprime une franche admiration pour cet "homme de la résistance" et demande que l'on comprenne "l'intérêt international" de son obstination. C'était écrit dans le mois de Munich, <sup>(18)</sup> On pourrait évoquer aussi au soir de la chute de Barcelone une <sup>conversation</sup> ~~soirée~~ de Paris où il fut répondu à un indifférent que les nazis viendraient peut-être un jour; la réponse était <sup>en</sup> ~~un~~ accord involontaire avec celle d'un des vaincus de Catalogne répondant aux ~~sourires~~ ironiques d'un officier français sur la frontière que lui aussi pourrait un jour marcher de même en retraite. De fait, l'exode militaire et civil de 40 n'était pas si loin....

Au terme de l'analyse et du témoignage ainsi achevés, on peut comprendre l'apport de la guerre d'Espagne à une fraction des catholiques français : pas seulement plus de lucidité sur les fascismes et leur utilisation de la politique et de l'enseignement ~~même~~ de l'Eglise, mais en raison même du risque exceptionnel de conformisme religieux sur l'affaire espagnole, l'exigence d'une liberté de jugement politique qui mettait en question une pratique ecclésiastique et appelait une réflexion idéologique. Il importe assez peu que les chrétiens instruits ainsi par l'événement ne fussent qu'une poignée; ils étaient immédiatement prêts pour la ~~R~~ résistance qui fut commencée par un petit nombre.

Paul VIGNAUX

Président honoraire

Ve Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

Sorbonne

## NOTES

1. Cf. communication de Georgette et Paul VIGNAUX sur leur expérience de 36 - 39 au Colloque ~~XXXXXX~~ interuniversitaire de Lyon, janvier 1978 : "Eglise et chrétiens de France dans la IIe Guerre mondiale", reprise d'une partie de l'article "Les catholiques français et la politique étrangère de la France" dans Politique Etrangère, octobre 1938. Cf. également Témoignage Chrétien du 30 octobre 1975, article reproduit dans Esprit de décembre. - Pour l'évolution générale de la guerre, se référer à Gabriel Jackson, Histoire de la guerre civile d'Espagne, Paris 1974.
2. Pour les rapports entre Sturzo, Donati, Ferrari et les émigrés "laïques", cf. Pier Giorgio ZUNINO, La questione cattolica nella sinistra italiana (1919 -1939) : lettre de Salvemini à Roselli, p. 349; Sturzo ~~et~~ et l'unité d'action politique avec le PC, p. 442 -445.
3. Citation de Quadragesimo Anno, p. 48 de l'édition de l'Action Populaire; <sup>1931</sup> X Carl LANDAUER, European Socialism, University of California Press, 1959, vol. II, p. 1412. Le leader syndical chrétien Gaston Tessier fut vivement ému par les articles des Dossiers de l'Action Populaire du 25 juillet 1934 relatifs au corporatisme autrichien, dont un des auteurs devait plus tard recommander aux syndicalistes chrétiens l'acceptation de la Charte du Travail de Vichy. - Le Cardinal Bourne <sup>anglais</sup> considérait que le socialisme britannique n'était pas atteint par la déclaration pontificale d'incompatibilité entre catholicisme et socialisme entendu "soit comme doctrine, soit comme fait historique, soit comme action" (éd. citée, p. 46). La position du principe de libre association syndicale permettait de s'opposer à toute confusion entre l'idée corporative catholique-sociale et le corporatisme d'Etat fasciste, à la condition que l'option pour la liberté syndicale soit liée à l'option pour la démocratie politique; dans les années 36-39 l'éducation ouvrière fut orientée dans ce sens à la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens; c'était préparer les syndicalistes chrétiens à s'opposer au régime de Vichy qui devait séduire une partie des catholiques



ques sociaux, cf. Paul VIGNAUX Traditionalisme et Syndicalisme 1884 - 1941, New-York 1943, préface de Jacques Maritain.

4. Françoise MAYEUR, l'Aube, étude d'un journal d'opinion, Paris 1966 ; Elisabeth TERRENOIRE, Un combat d'avant-garde : Francisque Gay et La Vie Catholique, Paris, 1973.

5. Aux deux livres cités note précédente, joindre le recueil de documents présentés par René REMOND et Aline COUTROT, Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939, Paris, 1960.

6. Aux études citées dans les deux notes précédentes joindre Aline COUTROT, Un courant de la pensée catholique, l'hebdomadaire SEPT (mars 1934-août 1937), Paris 1931 .

7. H.-I. MARROU (Emmanuel Mounier), ESPRIT, décembre 1950; J.M. DOMENACH, Emmanuel Mounier, Paris 1972, p. 133-135; M. WINOCK, Histoire politique de la revue ESPRIT, 1930-1950, Paris 1975 p. 157-161 .

8. René REMOND, La Droite en France de 1815 à nos jours, Paris, 1954.

9. J. BECARUD, La deuxième République espagnole 1931-1936, Fondation nationale des Sciences Politiques, octobre 1962.

10. Excellent petit livre de Pierre VILAR, Histoire de l'Espagne, 1976; deux volumes documentés et suggestifs de Javier TUSELL, Historia de la democracia cristiana en España, Madrid, 1974. Cf. également Miguel MAURA, Así cayó Alfonso XIII, Mexico, 1962; article de Manáixer MENDIÉ ZABAL sur la révolte des Asturies, Vie Intellectuelle, octobre 1934 et Politique, novembre 1934.

11. <sup>conscience basque de « minorité nationale »</sup> ~~Signe de la force du nationalisme basque~~, le volume documentaire El clero vasco frente a la cruzada franquista, Toulouse, 1976, commence par un document de 1938 sur la situation <sup>ecclesiastique</sup> religieuse de la <sup>minorité</sup> ~~partie~~ slovène de l'Italie.

12. Alberto de Manáixer ONAINDIA, Hombre de paz en la guerra, capitulos de mi vida, 2 volumes, Buenos-Aires, 1973 .

13. A. de LIZZARRA, Los Vascos y la República española, Buenos-Aires, 1944
14. M. de IRUJO, Un Vasco en el Ministerio de Justicia, Buenos-Aires 1919  
1976 ; Propos d'I. PRIETO dans G. JACKSON, op. cit. p. 83
15. Pour le Père Dieuzayde et ses disciples : Cent Ecrits du Père Dieuzayde, Bordeaux, 1977 - *Un Comité d'Adaptation aux Familles de Travailleurs Croisés Basques est par ailleurs en siège à la CFTC ; Madame Malherbe s'adonne en ce qui la concerne.*
16. D.W. PIKE, op. cit. p. 235, note 83
17. Témoignage d'A. ONAINDIA sur la Secrétairerie d'Etat et la politique italienne à l'égard des Basques, tome I des Mémoires p. 60-90 et 196-228; restent à élucider les circonstances d'interception du télégramme cité p. 228 et l'évolution diplomatique depuis la proposition de reddition de Bilbao jusqu'à la reddition des milices basques à Santona et ses suites.
18. Suivent dans POLITIQUE P. VIGNAUX, mars 39 "L'effondrement de la Catalogne:... l'action du président Negrin a retardé de dix mois la chute de la Catalogne" ; avril 39 "Fin de l'Espagne républicaine" .  
L'article <sup>du même an</sup> octobre 38 dans Politique Etrangère cité note 1 concluait: " Ces derniers mois, M. Negrin a su faire la synthèse de l'esprit de résistance dans la guerre et des promesses de réconciliation nationale quand l'Espagne sera rendue aux Espagnols". L'allocution du leader républicain pour les fêtes de Noël 1938 confirment cette analyse ; la Vie Intellectuelle du 10 janvier 1939 a reproduit ce document.